



REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE
LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou
Faculté des Sciences Economiques, des Sciences de Gestion et des Sciences Commerciales
Département des Sciences de Gestion

Mémoire de fin d'étude

En vue de l'obtention d'un diplôme de Master en Sciences de Gestion

Option : Finance d'entreprise

Thème

Le rôle de l'analyse financière dans la rentabilité et la performance de l'entreprise Cas de l'entreprise ENIEM, Tizi Ouzou.

Réalisé par :

Muzimba Frank

Buzuzi Charmaine R

encadré par :

Monsieur Mohamed Achir

Promotion 2021/2022

Remerciements

C'est avec un réel plaisir que nous tenons à remercier tous ceux qui nous ont accompagnés, conseillés et soutenus tout au long de la réalisation de ce travail.

On remercie Dieu Le Tout Puissant, Qui nous A Donné courage et volonté pour préparer ce modeste travail.

On remercie profondément, notre encadreur Monsieur Mohamed Achir d'avoir nous accepté de diriger notre travail, pour sa disponibilité et ses orientations.

On remercie également les membres du jury, d'avoir accepté d'évaluer ce travail et dont les remarques vont sûrement permettre de consolider ce travail.

Sans les oublier, on remercie chaleureusement le personnel de l'entreprise ENIEM Tizi-Ouzou qui a accepté de répondre à nos questions, pour leur collaboration soigneuse.

Enfin, on tient à remercier toutes nos familles pour leur soutien et leur patience, ainsi que tous ceux et toutes celles qui nous ont apporté leur soutien tout au long de ce travail.

Dédicaces

Je remercie Le Bon DIEU qui m'a dirigée dans ce modeste travail et m'a donnée la patience de continuer et de le finir. Je dédie ce travail à :

Mes parents, pour leur soutien durant toute mon existence ;

Mes frères et sœurs : Plaxedes, Abigail, Kudakwashe, Luckmore, Nomatter ;

Mes grands pères et mères, mes oncles, mes tantes, mes proches sans exception

A mon binôme Charmaine R Buzuzi.

Mes collègues et amis : Muzimba Dingani et Jekwa Promise.

Frank Muzimba

Dédicaces

Je remercie Le Bon DIEU qui m'a dirigée dans ce modeste travail et m'a donnée la patience de continuer et de le finir. Je dédie ce travail à :

Mes parents, James et Christina Buzuzi pour leur soutien durant toute mon existence ;

Mes frères et sœurs : Tavonga et Nokutenda ;

Mes grands pères et mères, mes oncles, mes tantes, mes proches sans exception

A mon binôme Frank Muzimba.

Mes collègues et amis

Charmaine R Buzuzi

Liste des abréviations

Les abréviations :

AC : actif circulant.

ACE : actif circulant d'exploitation.

ACHE : actif circulant hors exploitation.

AI : actif immobilisé.

ANC : actif non circulant.

BFR : besoin en fond de roulement.

BFRE : besoin en fond de roulement d'exploitation.

BFRHE : besoin en fond de roulement d'exploitation.

CA : chiffre d'affaire.

CAF : capacité d'autofinancement.

CEPE : capital engagé pour l'exploitation.

CR : capacité de remboursement.

CR : compte de résultat.

CR : comptes rattachés.

CP : capitaux propres.

DCT : dettes à court terme.

DLMT : dettes long moyen terme.

EBE: excédent brut d'exploitation.

EBIT: excedent before interest and taxes.

EENE : effet escompté non échu.

EVA : économique valeur Ajoutée.

ES : emplois stables.

FRB : fonds de roulement brut.

FRNG : fond de roulement net global.

FRE : fonds de roulement étranger.

FRF : fond de roulement financier.

HT : hors taxe.

KP : capitaux permanent.

MC: marge commercial.

MV: moins-value.

PC : passif circulant.

PCE : passif circulant d'exploitation.

PCHE : passif circulant hors exploitation.

PCG : plan comptable général.

PE : production de l'exercice.

PV : plus-value.

RCAI : résultat courant avant impôt.

RE : résultat exceptionnel.

RF : rentabilité financier.

RC : rentabilité commercial.

REXP : résultat d'exploitation.

RNE : résultat net d'exercice.

ROE : return on equity.

RS : ressources stables.

SIG : soldes intermédiaires de gestion.

TA : trésorerie actif.

TCR : tableau de comptes de résultat

TP : trésorerie passif.

TN : trésorerie nette.

TTC : toutes taxes comprises.

UM : unité monétaire.

VA : valeur ajoutée.

VAE : valeur ajoutée économique.

VMP : valeur mobilière de placement.

VD : valeur disponible.

VE : valeur d'exploitation.

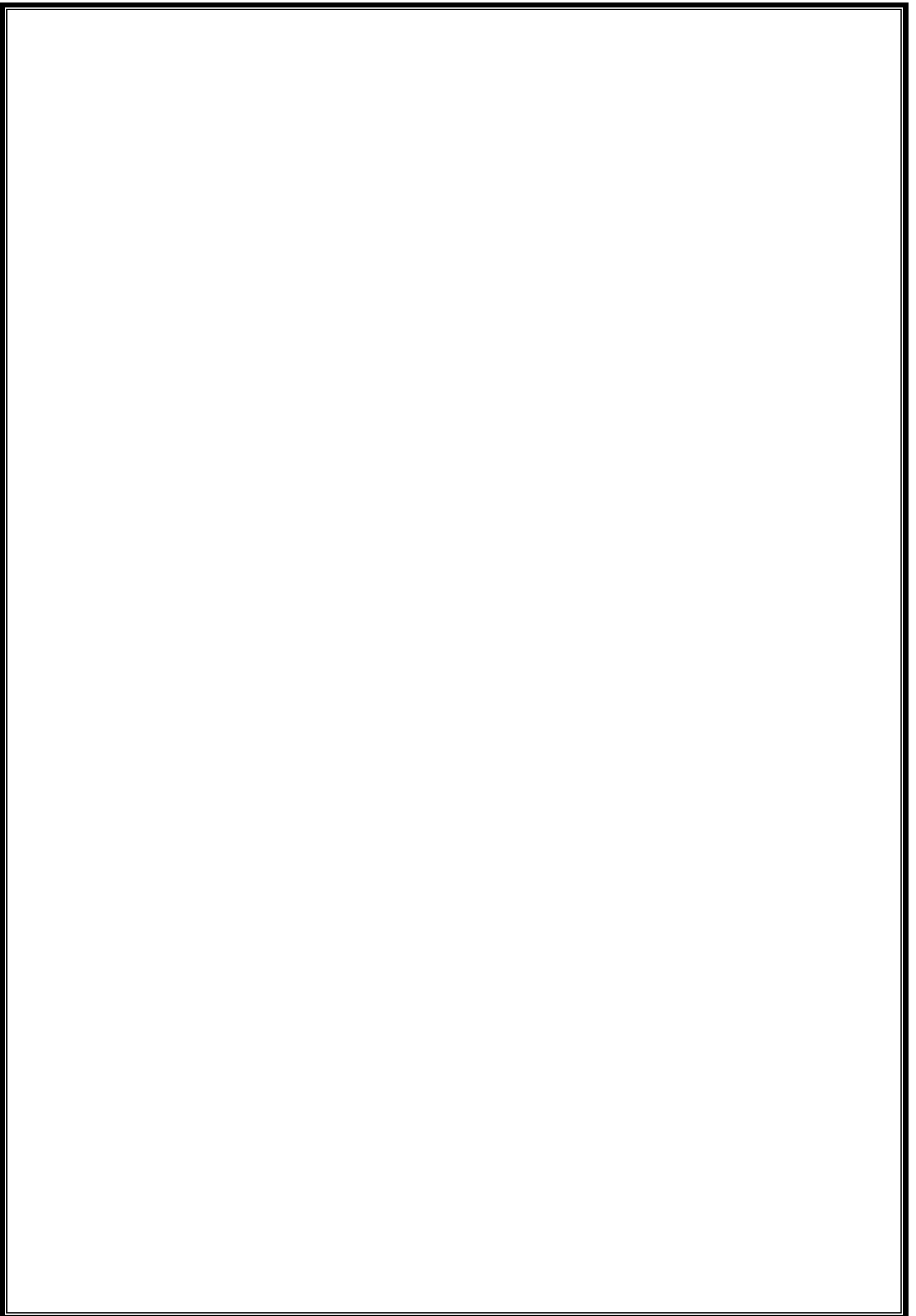
VR: valeur réalisable.

Sommaire

Sommaire

Introduction générale.....	01
Chapitre I : Généralités sur l'analyse financière, la rentabilité et la performance de l'entreprise.....	05
Introduction.....	05
Section 1 : Cadre théorique de l'analyse financière.....	05
Section 2 : Les sources d'information de l'analyse financière.....	11
Section 3 : L'analyse et l'élaboration de bilan financières.....	16
Section 4 : La rentabilité et la performance de l'entreprise.....	30
Conclusion.....	36
Chapitre II : Les instruments de l'analyse financière.....	38
Introduction.....	38
Section 1 : Les indicateurs d'équilibre financiers.....	38
Section 2 : Présentation de la capacité d'autofinancement.....	48
Section 3 : L'analyse de l'activité.....	53
Section 4 : Analyse par la méthode des ratios.....	60
Conclusion.....	63
Chapitre III : contribution du l'analyse financière à l'amélioration de la performance et la rentabilité de l'entreprise ENIEM.....	66
Introduction.....	66
Section 1 : Présentation de l'organisme d'accueil.....	66
Section 2 : Elaboration du l'analyse financière	73
Section 3 : Analyse statique et dynamique.....	81
Section 4 : Analyse de la situation de l'entreprise.....	86
Conclusion.....	93
Conclusion générale.....	96
Bibliographie.....	98
Liste des tableaux.....	100
Liste des figures.....	102
Annexes	

Introduction générale



Introduction générale

L'état financier est une collection organisée de données selon des procédures comptables logiques et cohérentes. Son but est de faire comprendre les aspects financiers d'une entreprise commerciale. Il peut montrer une situation à un moment donné, comme dans le cas d'un bilan, ou révéler un service d'activités sur une période donnée, comme dans le cas d'un compte de résultat. Il fournit des informations utiles aux parties internes et externes.

Les premières causes de l'analyse financière remontent aux dernières étapes de l'évolution de l'Amérique vers la maturité industrielle, dans la dernière moitié du XIXe siècle. Au fur et à mesure que la gestion des entreprises dans les différents secteurs industriels passait des capitalistes entrepreneurs aux gestionnaires professionnels et que le secteur financier devenait une force plus prédominante dans l'économie, le besoin d'états financiers a augmenté en conséquence. Ces deux changements ont été les causes premières de l'analyse des états financiers, mais le transfert de pouvoir vers l'institution financière a été particulièrement important. Bien qu'il y ait eu de nombreux chevauchements, les voies de développement de l'analyse des ratios à des fins de crédit et à des fins de gestion ont été différentes (Horrigan, 1968).

L'analyse financière (également appelée analyse des états financiers) est définie comme le processus d'évaluation des entreprises, des projets, des budgets et d'autres entités liées à la finance afin de déterminer leur aptitude à l'investissement. En général, l'analyse des états financiers est utilisée pour déterminer si une entité est suffisamment stable, solvable, liquide ou rentable pour qu'on y investisse. Et lorsqu'on examine une entreprise ou une entité spécifique, l'analyse des états financiers se concentre souvent sur le compte de résultat, le bilan et le tableau des flux de trésorerie.

L'analyse des états financiers est une méthode d'évaluation permettant de déterminer les performances passées, actuelles et futures d'une entreprise. Plusieurs méthodes et techniques sont couramment utilisées dans le cadre de l'analyse des états financiers, notamment l'analyse horizontale/analyse comparative des états financiers, qui compare les chiffres financiers de deux ou plusieurs années exprimés en devises ou en pourcentages, l'analyse verticale/analyse de la taille commune, l'analyse des tendances et l'analyse des ratios, qui calcule les relations statistiques entre les chiffres des années passées.

L'utilisation des rapports financiers est l'aspect principal de la prise de décision. Selon Gibson (1989), le reporting financier n'est pas une fin en soi mais il a pour but de fournir des informations utiles à la prise de décisions commerciales et économiques. C'est dans cette optique que le chercheur a cherché à déterminer dans quelle mesure les concessionnaires en gestion peuvent dépendre des ratios financiers dans la prise de décision.

En conséquence, les gestionnaires ont dû chercher les moyens de s'acquitter de leur responsabilité de gestion ; cela peut être obtenu par l'utilisation de ratios comptables. L'utilisation de ratios comptables est une méthode éprouvée d'analyse d'une entreprise. Les sociétés d'investissement de Wall Street, les responsables des prêts bancaires et les propriétaires d'entreprise avertis utilisent tous l'analyse des ratios comptables pour en savoir plus sur la santé financière actuelle d'une entreprise ainsi que sur son potentiel (Vernmen, 2006). L'analyse des ratios est le processus d'examen de divers éléments des états financiers dans le but d'évaluer le succès des performances passées et actuelles et, peut-être plus important encore, de prévoir les performances et la situation financière futures. L'analyse des ratios est un outil couramment utilisé pour l'analyse des états financiers, où les ratios financiers sont des outils très puissants pour effectuer une analyse rapide des états financiers. Il existe quatre grandes catégories de ratios : les ratios de liquidité (ratios qui montrent la solidité financière), les ratios de rentabilité (ratios qui montrent la rentabilité), les ratios d'activité (ratios qui montrent l'efficacité de l'utilisation des actifs) et les ratios de levier (ratios qui montrent la performance globale) (Smith, 1990).

Les ratios comptables sont des outils importants dans la gestion pour la prise de décision, les états financiers sont préparés principalement pour la prise de décision, mais les informations fournies dans les états financiers ne sont pas une fin en soi et aucune conclusion significative ne peut être tirée de ces seuls états. L'analyse des ratios aide à prendre des décisions à partir des informations fournies dans ces états financiers. Ainsi, l'utilisation appropriée des ratios comptables aide la direction à communiquer des informations pertinentes et utiles aux décideurs afin de garantir l'efficacité de la gestion de l'entreprise.

Notre travail est centré sur l'impact de l'analyse financière sur l'évaluation de la rentabilité et la performance de l'entreprise dont l'objectif est de répondre à la problématique suivante :

« Comment l'analyse financière peut-elle évaluer la rentabilité et la performance de l'entreprise ENIEM ? ».

En effet, dans un esprit de clarté, d'autres interrogations méritent d'être posées :

- 1. Quels sont les indicateurs de l'analyse financière à l'entreprise ENIEM**
- 2. Quels sont les déterminants de la performance financière de leur entreprise**
- 3. La rentabilité de l'entreprise ENIEM est-elle suffisante pour son autofinancement ?**
- 4. La structure financière de l'entreprise ENIEM est-elle saine pour atteindre l'équilibre financier ?**

Dans ce présent travail, nous allons essayer de bien purifier les réponses apportées à questions précédentes à travers notre stage pratique que nous avons choisi d'effectuer au sein de l'Entreprise National des Industries Electroménager (ENIEM).

L'hypothèse générale de notre recherche est qu'ENIEM présente une structure financière qui lui permet d'atteindre sa rentabilité. Cette hypothèse est subdivisée en trois :

- 1. La structure financière d'ENIEM est saine et permet à celle-ci d'atteindre son équilibre financier.**
- 2. La rentabilité d'ENIEM est suffisante pour assurer son autofinancement.**
- 3. Le rôle de l'analyse financière dans la rentabilité et la performance de l'entreprise ENIEM permet d'améliorer la gestion de l'entreprise en comparaison avec d'autres entreprises.**

Dans ce présent travail, nous adopterons une démarche de recherche bibliographique à travers un lecteur d'articles, d'ouvrages, des rapports de stage et des mémoires, et à travers d'un stage pratique au sein de l'entreprise ENIEM. Dans ce cas c'est une méthode déductive.

Pour pouvoir répondre à ces questions et pour mener à bien notre travail, nous avons structuré celui-ci en trois chapitres.

Dans le premier chapitre ; nous procéderons à présenter des généralités sur l'analyse financière, la rentabilité et la performance de l'entreprise.

Dans le deuxième chapitre nous analyserons les méthodes d'analyse financière.

Le dernier chapitre, sera consacré à l'étude pratique de l'analyse financière dans lequel nous allons montrer la place, le rôle de l'analyse financière dans l'entreprise ENIEM, et sa contribution à l'amélioration de la performance et la rentabilité de l'entreprise pour essayer de répondre à la problématique précédente.

Partie théorique

Chapitre 1 :
Généralités sur l'analyse
financière, la rentabilité et la
performance de l'entreprise.

Chapitre 1 : Généralités sur l'analyse financière, la rentabilité et la performance de l'entreprise.

L'analyse financière peut s'effectuer grâce à l'ensemble des méthodes et outils que permettent d'analyser, d'examiner et d'étudier la situation financière passée et future d'une entreprise. Ce chapitre nous permet d'identifier les informations nécessaires à l'analyse financière et la rentabilité et la performance.

Section 1 : Cadre théorique de l'analyse financière

1.1 Historique

Les origines des états financiers, tels que nous les connaissons aujourd'hui, remontent à la seconde moitié du XIXe siècle. La révolution industrielle a favorisé deux phénomènes nouveaux, du moins dans leur ampleur : la naissance de la société par actions et l'implication des institutions financières en tant que fournisseurs de capitaux aux entreprises. Le divorce entre l'actionnaire et le propriétaire d'une part, et le gestionnaire d'autre part, ainsi que le rôle accru des créanciers dans la vie d'une entreprise, ont rendu nécessaire la production de rapports financiers plus substantiels afin que ces nouveaux intérêts puissent mieux évaluer la performance et la solvabilité des entreprises. L'évaluation de la solvabilité des entreprises a été la première forme d'analyse financière. À la fin du XIXe siècle, il est devenu courant pour les banques d'exiger un bilan pour évaluer une demande de crédit. Au départ, le ratio du fonds de roulement (actif circulant/passif circulant) était principalement utilisé à cette fin, mais les banquiers ont ensuite développé d'autres ratios pour obtenir une image plus complète. Dans les années 1920, l'analyse financière utilisant plusieurs ratios était appelée l'approche scientifique. Dans les années suivantes, les comparaisons entre entreprises et le rapprochement avec les statistiques du secteur d'activité de l'entreprise ont contribué à enrichir la méthodologie. Ce développement a été rendu possible par la compilation et la publication de statistiques par divers organismes tels que les agences de crédit, les chambres de commerce, les institutions financières et éducatives, etc.

Le krach boursier de 1929, suivi de la Grande Dépression des années 1930, a mis en évidence les lacunes des informations financières publiées par les entreprises. Le gouvernement américain a créé la Securities and Exchange Commission (SEC), une agence indépendante ayant le pouvoir de réglementer les principes et les pratiques comptables des entreprises qui lèvent des capitaux auprès du public. Cette autorité a contribué à l'émergence d'une information financière plus détaillée et plus fiable, et son influence s'est étendue à tous les pays industrialisés. Depuis lors, de nombreux autres groupes et institutions ont contribué à

l'amélioration de l'information financière. Les rapports annuels publiés aujourd'hui sont beaucoup plus sophistiqués que ceux publiés il y a 50 ans. L'évolution de la comptabilité depuis la crise des années 30 a été marquée par la recherche d'informations défensives pour protéger les actionnaires et les tiers. Nous surfons encore sur cette vague aujourd'hui, même si une tendance s'est dessinée au cours des 15 dernières années pour fournir des informations plus orientées vers l'utilisateur à des fins de prévision. En outre, le rapport annuel fournit des informations fondées sur des analyses, des opinions et des prévisions, et pas seulement des données historiques brutes. Par conséquent, les entreprises ont commencé à publier des états financiers périodiques segmentés et même des états financiers prévisionnels, qui sont moins objectifs que les états financiers traditionnels, mais qui sont appréciés par les lecteurs des états financiers. Il convient toutefois d'ajouter que les méthodes d'analyse des états financiers n'ont pas beaucoup changé au cours des 50 dernières années ; en effet, l'analyse des états financiers telle qu'elle est pratiquée aujourd'hui était déjà une pratique courante à cette époque. Certains développements intéressants dans la conception de modèles de prévision basés sur les ratios, sur lesquels nous reviendrons ultérieurement, annoncent néanmoins un déblocage intéressant.¹

1.2 Définition de l'analyse financière

Il existe plusieurs définitions de l'analyse financière qui sont :

D'après Alain : L'analyse financière est une méthode de compréhension de l'entreprise à travers ses états comptables, méthodes qui a pour objet de porter un jugement global sur le niveau de performance de l'entreprise et sur sa situation financière (actuelle et future).

D'après Michel REFAIL :

L'analyse financière est « l'ensemble de travaux qui permettent d'étudier la situation d'une entreprise, d'interpréter ses résultats et d'y prendre des décisions qui impliquent des flux monétaires »².

Selon Allie COHEN :

¹ Rejean Belize, Guy Mercier, Faouzi Rassie <Analyse et Gestion financière> page 84-85

² Michel REFAIL, « l'analyse financière », PUF, paris, 1994, p23.

«C'est l'ensemble des concepts, des méthodes et des instruments qui permettent de formuler une appréciation relative à la situation financière d'une entreprise, aux risques qui l'affectent, au niveau et à la qualité de ses performances. »³

D'après ces définitions on a conclu que, l'analyse financière peut être définie comme l'ensemble de méthodes et outils exploitant (utilisant) des informations économiques destinées à apprécier la situation financière de l'entreprise et à porter un jugement sur sa performance.

Les informations concernées sont fournies principalement des documents comptables que les entreprises sont obligées d'établir et de publier. Ces documents appelés « états financiers » sont composés d'un bilan, un compte de résultat et une annexe.

L'analyse financière appelé parfois diagnostic financier, s'effectue à partir des états financiers passés (de deuxième ou troisième dernières années généralement).

1.3 Les Rôles et objectifs de l'analyse financière.

1.3.1 Rôles :

L'analyse financière vise en première lieu à mieux comprendre et interpréter les chiffres d'une entreprise pour visualiser sa situation financière. Sont donc analysée la solvabilité, la liquidité et la rentabilité d'une société. On dit couramment que c'est qui permet de faire parler les chiffres. L'analyse financière joue un double rôle dans le processus de communication interne et externe de l'entreprise, d'une part elle constitue une source d'indicateur élaboré à partir de l'information comptable et établie par l'entreprise, d'autre part, elle permet aux destinataires de l'information d'en assurer l'interprétation.

En effet, l'analyse financière vise essentiellement à :

- Améliorer la gestion de l'entreprise à partir d'un diagnostic précis ;
- Etudier les concurrents, clients ou fournisseurs, sur le plan de sa gestion et de sa solvabilité ;
- Détermination par opération de calcul de la situation présente et les prévisions d'une situation future ;
- Prise de décisions, elle doit être confirmée à l'état actuel de l'entreprise et tend à réaliser des

³ Elie COHN, « analyse financière », 4 Emme Edition économique, paris, 1994, p 7.

1.3.2 Objectifs :

Les objectifs de l'analyse financière sont différents suivant qu'elle est menée par l'entreprise elle-même, par l'intermédiaire de services financiers, ou bien par des tiers tels que les banquiers, les organismes de crédit, fournisseurs actionnaires ou épargnants. On peut distinguer : les objectifs internes et externes de l'analyse financière.

Les objectifs internes

- Mesurer la capacité de l'entreprise à créer de la valeur, à sécréter de la richesse.
- Dégager les points forts et les points faibles de l'entreprise.
- Analyser l'évolution du chiffre d'affaires, la structure financière, et la trésorerie.
- Mesurer la solvabilité et la liquidité de l'entreprise.
- Déterminer les besoins en termes de crédit à court terme.
- Apprécier le risque pour l'entreprise qu'implique la mise en place de ces crédits.
- Evaluer l'indépendance financière de l'entreprise, et sa capacité d'endettement dans l'optique des besoins futurs.
- Mesurer la rentabilité de l'entreprise.

Les objectifs externes :

- Aboutir à une décision argumentée, et en cohérence avec la stratégie commerciale de l'entreprise.
- Compréhension détaillée de l'économie de l'entreprise, c'est-à-dire son positionnement sur le marché

1.4 Les utilisateurs et les étapes de l'analyse financière.

1.4.1 Les utilisateurs de l'analyse financière

Les nombreux utilisateurs de l'analyse financière ont des motivations particulières et s'attachent donc plus spécialement à certains aspects de l'analyse.

1) Analyse financière et gestionnaires : L'étude financière effectuée dans l'entreprise est appelée analyse financière interne par opposition à l'analyse financière externe faite par les analystes extérieurs. Basée sur des informations nombreuses, l'analyse interne couvre l'ensemble des objectifs dégagés ci-dessus.

2) Analyse financière et actionnaires : Les actionnaires sont intéressés par la rentabilité immédiate (dividende) mais également par la perspective de gains futurs (bénéfice par action,

plus-value en capital). Les actionnaires étudieront le secteur d'activité de l'entreprise et la place qu'elle y occupe. Le calcul du bénéfice sera complété par une étude de la politique des dividendes et une étude du risque, de façon à orienter les choix vers les titres les plus intéressants.

3) Analyse financière et prêteurs : Si l'analyse s'est rapidement développée dans les banques lorsque celle-ci voulaient s'assurer de la capacité de remboursement de leurs clients, elle a été aussi utilisée par les entreprises qui consentent des prêts ou des avances à d'autres entreprises, ou qui vendent à crédit. L'analyse financière est différente selon qu'il s'agit de prêts à court terme ou à long terme. S'il s'agit de prêts à court terme, les prêteurs sont spécialement intéressés par la liquidité de l'entreprise, c'est-à-dire sa capacité à faire face aux échéances court-terme. S'il s'agit de prêts à long terme, au contraire, les prêteurs doivent alors s'assurer de la solvabilité et de la rentabilité de l'entreprise. Le paiement des intérêts et le remboursement du principal en dépendent. Les techniques d'analyse financière varient selon la nature et la durée du prêt. Mais que le prêt soit à court terme ou à long terme, les créanciers s'intéresseront également à la structure financière qui traduit le degré de risque de l'entreprise.

4) Analyse financière et salariés : par les salaires qu'ils perçoivent et, dans certains cas, par leur participation aux fruits de l'expansion, les salariés sont intéressés à double titre aux résultats de l'entreprise. Afin d'apprécier la rentabilité et la signification des informations publiées par l'entreprise, ils peuvent recourir aux services d'analystes financiers.

5) Analyse financière et Administration : L'Administration peut recourir à l'analyse financière soit pour juger de l'opportunité et de la nécessité d'apporter des fonds dans une entreprise (subventions par exemple), soit pour s'assurer, outre de l'acquittement régulier des diverses impositions, de la conformité de certaines opérations avec les textes en vigueur (amortissements par exemple).

Tableau N° 1.1 : La présentation des utilisateurs de l'information financière

Utilisateurs	Objectifs
1. Bailleurs de fonds	
Propriétaires	Evaluer la gestion passe Evaluer les performances futures de l'entreprise
Créancières	S'assure que les contrats financière ont été et seront respectés
2. Etat	
Collecteur d'impôt	Déterminer l'impôt à payer Contrôler la cohérence des éléments constituant les bases de calcul des impôts
Surveillant de l'information diffusée	Vérifier la régularité des informations publiées par les entreprises
Régulateur de l'économie	Veiller sur la pérennité des grandes entreprises Protéger les tiers
3. Acteurs sociaux	
Salaires	S'assure de la pérennité de leur emploi Evaluer leurs perspectives de carrière au sien de l'entreprise Mesure leurs revenus en cas d'intéressement
Syndicats et autres groupes de pression	Recherche l'information permettent d'alimenter l'intensité de leur activités
4. Autres entreprises	
Partiaire commerciaux	Apprécie la qualité de relations commerciales entretenues avec l'entreprise
Concurrents	Prendre des parts de marche à l'entreprise
Acquéreurs potentiels	Déterminer les potentiels de l'entreprise

Source : Amadien Paul et Véronique Bessieres « Analyse de l'information Financière » Paris 2007 page.11

1.4.2 Les étapes de l'analyse financière

Pour réaliser une analyse financière pertinente et juste, il convient de porter une égale importance aux trois phases successive suivantes :

- **La collecte de l'information** : elle consiste à collecter les informations des différents états financiers qu'en va citer par la suite ;
- **Le traitement de l'information** : il se base en premier lieu à passer des données comptables aux données financières, et on second lieu à déterminé les différents indicateurs financiers qu'on va développer dans le deuxième chapitre ;
- **L'analyse des résultats** : il s'agit d'interpréter les résultats et de faire un diagnostic sur la santé financière de l'entreprise et de suggérer des solutions pour l'amélioration de cette dernière si elle décèle des anomalies.

Section 2 Les sources d'information de l'analyse financière.

Pour mener une analyse financière on doit récolter certaines informations concernant l'activité de l'entreprise et ce à travers les différents états financiers établis par l'entreprise. Les états financiers sont des documents comptables préparés à intervalle régulier par toutes les entreprises. Pour que ces documents soient utiles aux parties prenantes, ils doivent être :

- **Intelligibles** : une qualité essentielle de l'information fournie dans les états financiers est d'être compréhensible immédiatement par les utilisateurs. A cette fin, les utilisateurs sont supposés avoir une connaissance raisonnable des affaires et des activités économiques ainsi que de la comptabilité ;
- **Fiable** : l'information possède la qualité de fiabilité quand elle est exempte d'erreurs et de biais significatifs et que les utilisateurs peuvent lui faire confiance pour présenter une image fidèle de ce qu'elle est censée présenter ou de ce qu'on pourrait s'attendre raisonnablement à voir présenter ;
- **Pertinents** : l'information possède la qualité de pertinence lorsqu'elle influence les décisions économiques des utilisateurs en les aidant à évaluer des événements passés, présents ou futurs ou en confirmant ou corrigeant leurs évaluations passées. La pertinence de l'information est influencée par sa nature et son importance relative ;
- **Comparables** : Il y a deux dimensions à la comparabilité des états financiers : « chronologique (une même entreprise au cours du temps) et instantanée (plusieurs entreprises en même temps) ».

Les techniques d'analyse financière demeurent très liées à l'étude et à l'interprétation de tous les documents de gestion devant servir à la collecte des différentes données relatives au fonctionnement de l'entreprise. Ces informations sont rassemblées dans des documents de

synthèses qui sont différents les uns et les autres. Mais ils sont tous destinés à être épurés à des fins d'analyse. Les documents utilisés couramment, sont surtout les documents comptables et financiers, et l'analyse portera, essentiellement, sur la comparaison des résultats financiers apportés par ces documents, parce que les aspects financiers sont les plus importants. Mais, en réalité, l'analyse la plus pertinente est celle qui portera sur toutes les activités de l'entreprise au niveau de son propre environnement, tout en tenant compte des éléments de l'environnement externe auxquels l'entreprise est directement liée. Pour notre part, les documents susceptibles de fournir les informations nécessaires pour éclairer la situation de l'entreprise, pourraient être, à notre avis, regroupés en quatre catégories suivantes :

- les documents de synthèse financiers et comptables
- les documents techniques et des performances
- les documents d'analyse des motivations et des compétences
- les documents de gestion prévisionnelle.

Le diagnostic approfondi de ces documents va permettre de rassembler tous les éléments pouvant se rapprocher d'une évaluation authentique et représentative de l'entreprise. A vrai dire, ces documents ne créent pas d'informations, mais sont sources d'informations susceptibles d'être utilisées à des fins d'analyse. Chaque document représente dans le cadre de son organisation un éclairage ou un point de vue sur l'entreprise.

2.1 Les documents de synthèse financiers et comptables.

Les bilans et les comptes des résultats enregistrés constituent la source d'information la plus complète et la plus abondante que peut disposer l'analyste financier.

2.1.1 Le bilan La structure financière d'une entreprise a été toujours définie par la structure d'un bilan instantané, dans sa version financière. Cette structure nous donne les différentes catégories financières relatives au patrimoine de l'entreprise. Le regroupement de ces catégories financières, dans un bilan, relativement sincère et quelle que soit sa complexité, est nécessaire pour procéder à une analyse financière objective.

Dans son optique statique, le bilan se présente comme un document de synthèse comptable qui exprime la situation patrimoniale d'une entreprise à un moment donné. En général, quand on parle de patrimoine, on fait allusion à la fortune matérielle et financière d'un individu, mais lorsqu'il s'agit d'une entreprise qui effectue des opérations sur le plan commercial ou industriel, dans un but lucratif, le patrimoine est, en même temps, l'ensemble des biens et des

dettes. On trouve les biens à l'actif du bilan et les dettes au passif du bilan, ce qu'on appelle traditionnellement un avoir et un doit. De cette notion de patrimoine sont nées les conceptions juridique, économique et financière, contenues dans l'interprétation des informations trouvée dans un bilan. Ces conceptions possèdent des liens d'interdépendance et de complémentarité et permettent de donner un sens à la vie proprement dite de l'entreprise.

Pour le financier, il s'agit de voir dans quelle mesure il peut y avoir un équilibre des ressources et des emplois pour pouvoir porter un jugement sur la structure financière et plus particulièrement sur la solvabilité de l'entreprise et sur ses capacités de remboursement.

Dans son optique dynamique, c'est la notion de ressources et d'emplois, qui nous donne une approche différente, bien que cette dernière traduise la même réalité. En effet, elle permet l'accès sur le caractère dynamique des opérations et leur aspect collectif. Les valeurs passives (ou les crédits) sont autant de ressources dont peut disposer une entreprise et les valeurs actives (ou les débits) sont autant d'emplois effectués, en conséquence. C'est pourquoi, la préoccupation majeure du financier est de déterminer qu'elles seront les ressources qui permettront de financer les besoins (emplois) et comment se renouvelle l'équilibre entre les uns et les autres.

2.1.2 Les compte des résultats. L'analyse des comptes des résultats complète, très logiquement, l'étude de la situation financière d'une entreprise. Elle est très importante et vient très souvent, au cœur même de la mission de l'analyse. Aussi, arrive-t-il, fréquemment, qu'elle précède l'examen du bilan, surtout lorsqu'il est constaté que la rentabilité des derniers exercices a fortement ébranlé l'équilibre financier de l'entreprise. Il est de même lorsque les bénéfices enregistrés ont sensiblement amélioré la situation financière ou la trésorerie. L'analyse des résultats permettra de prendre des décisions beaucoup plus importantes. Le premier soin de l'analyste est de procéder à une étude d'ensemble des résultats, tels qu'ils apparaissent au compte d'exploitation et aux comptes des résultats de la comptabilité de l'entreprise.

2.2 Les documents techniques et des performances. Ces derniers sont, essentiellement, tous les moyens qui permettent de découvrir les insuffisances techniques et de dépister les phénomènes anormaux au sein de l'entreprise durant son fonctionnement. L'analyste va utiliser ces moyens d'informations durant le diagnostic, après avoir eu directement des contacts avec

des partenaires intéressés, afin de connaître la nature profonde des problèmes cachés. Ils permettent de mesurer le degré d'objectivité de chaque fonction, de chaque responsable ou de chaque équipe de travail. L'utilité de ces documents de synthèse, est de mettre en lumière les insuffisances ou les atouts de l'entreprise, lesquels sont liés aux procédures techniques de gestion employées et aux compétences des responsables, dont dépendent les résultats obtenus. A travers l'organisation de ces documents techniques et leur emploi, durant le travail de diagnostic, l'analyste finira par déceler, au moyen de contact direct avec les employés, un large éventail de confidences et d'appréciations professionnelles sur les faces cachées du fonctionnement de l'entreprise, aussi bien, sur l'organisation du travail ou les méthodes scientifiques de production que sur les relations entre les employés et la direction. Ces documents sont à la mesure de l'ambition de connaître certains phénomènes importants de l'entreprise, dans un temps relativement court. Un tel travail permet à l'analyste de guider les réflexions et d'orienter les questions pertinentes pour tirer le meilleur profit.

2.3 Les documents d'analyse des motivations et des compétences. Ce sont des documents dont le rôle est de rassembler les évaluations des capacités et des sentiments des hommes dans l'entreprise. Ils ont pour objectif d'éclairer l'analyste sur la politique du personnel employé par la direction et d'évaluer l'apport intellectuel et physique de réalisation des performances. Cette évaluation des responsabilités et des compétences permettra de compléter l'analyse des forces et des faiblesses de l'entreprise. L'analyse des motivations et des compétences, demeure une tâche très difficile, mais très bénéfique dans le processus de l'évaluation et de diagnostic, du fait qu'elle touche au domaine le plus sensible du travail productif.

2.4 Les documents de gestion prévisionnelle. Les prévisions constituent, pour l'analyse, quand elles sont comparées aux réalisations, de véritables critères d'évaluation des performances d'une entreprise. Les prévisions financières sont, en termes simples, une projection systématique de mesures prévues sous forme d'un programme, d'un budget et d'états financiers envisagés pour une période donnée. Elles sont basées, essentiellement, sur l'ensemble des statistiques et des informations relatives aux services antérieurs. Elles tiennent compte des conditions économiques et des orientations générales prévues. Les prévisions financières permettent de fixer les normes de gestion et les différents résultats susceptibles de mesurer et de contrôler les activités réelles de l'entreprise. Elles constituent, également, une

bonne base de discussion des besoins financiers et un moyen de contrôle dans l'utilisation des ressources, du fait qu'elles permettent d'anticiper les effets financiers dans le cadre de nouvelles orientations. Pour l'analyse financière, ce sont toutes les informations qui expliquent les tendances et les variations issues de l'analyse des écarts entre les prévisions et les réalisations, lesquelles vont lui permettre d'appréhender d'une manière objective les problèmes réels de gestion d'une entreprise pendant une période déterminée. Les principaux documents de gestion prévisionnelle, tels que les comptes d'exploitation, les bilans prévisionnels, les budgets prévisionnels de trésorerie ainsi que les différents états financiers constituent des supports les plus importants dont l'intérêt est d'assurer à l'analyste financier une base de réflexion coordonnée sur l'avenir et d'établir un processus de décisions dans les conditions favorables.

L'analyse financière doit prendre également en compte des éléments d'information extra financiers et qualitatifs pour évaluer la valeur de l'entreprise et dresser un diagnostic général tels que ;

- le cycle de vie de l'entreprise ;
- sa forme juridique ;
- son secteur d'activité ;
- son organisation interne ;
- son image, sa notoriété, sa réputation ;
- son potentiel technologique et humain ;
- sa transformation numérique ;
- sa responsabilité sociale ;
- sa démarche environnementale ;
- l'évolution de son ou de ses marché(s) ;
- la valeur de sa clientèle existante et potentielle ;
- la qualité des relations avec ses partenaires ;
- son appartenance à un groupe.

Section 3 L'analyse et l'élaboration de bilan financières

Le passage du bilan comptable au bilan financier nécessite des reclassements, c'est-à-dire remplacer certains élément des postes du bilan suivant leur degré de liquidité (du cote d'actif)

et d'exigibilité (du cote passif). Ce retraitement mènera à un nouveau bilan plus proche de la réalité économique qui servira à l'analyse financière. Nous allons commencer par définir le bilan comptable.

3.1 Définition du bilan comptable :

Le bilan comptable est un document financier destiné à donner une image fidèle du patrimoine d'une entreprise en établissant une balance entre ce qu'elle possède et ce qu'elle doit, c'est-à-dire, l'ensemble des ressources dont dispose l'entreprise qui sont inscrites aux passif du bilan et l'ensemble des emplois quelle fait qui sont inscrites à l'actif du bilan, le plus souvent à clôture de l'exercice.

3.1.1 L'actif du bilan comptable:

L'actif est un élément identifiable de patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entreprise, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entreprise contrôle de fait d'évènement passé et dont elle attend des avantages économique futures⁴. Il se compose de deux rubriques :

1. Actif non courant

Regroupe les immobilisations incorporelles, les immobilisations corporelles et les immobilisations financières.

- a. **Les immobilisations incorporelles** : Sont des actifs non monétaires, identifiables et sans substance physique, par exemple le fonds de commerce, les marques, les différents logiciels.
- b. **Les immobilisations corporelles** : Sont des actifs physiques que l'entreprise l'utilise dans la production des biens et services. Ou loué à des tiers, par exemple les terrains, les constructions, installations techniques.
- c. **Les immobilisations financières** : Sont constituées principalement des titres et créances financières sous formes de prêts à plus d'un an, par exemple les titres de participations. Les composants d'actif non courant :
 - Ecart d'acquisition (goodwill)
 - Immobilisations incorporelles
 - Immobilisations corporelles

⁴ <https://www.sage.com/fr-fr/blog/glossaire/actif-definition-de-lactif-en-comptabilite-dentreprise/>

- Immobilisations en cours
- Immobilisations financières
- Titres mis en équivalence-entreprises associées
- Autres participations et créances rattachées
- Autres titres immobilisés
- Prêts et autres actifs financiers non courant

2. Actif courant

Les actifs courants, en raison de leurs destinations ou leurs natures, ils n'ont pas vocation servir de façon durable à l'activité de l'entreprise et ils composent de :

- Stocks et en cours
- Clients
- Autres débiteurs
- Impôt
- Disponibilité et assimilés
- Placements et autres actifs courants

Le tableau N°1.2 : la présentation d'actif du bilan comptable

ACTIF	NOTE	N Brut	N Amort-Prov	N Net	N-1 Net
<u>ACTIFS NON COURANTS</u>					
Ecart d'acquisition - Goodwill positif ou négatif					
Immobilisations incorporelles					
Immobilisations corporelles					
Terrains					
Bâtiments					
Autres immobilisations corporelles					
Immobilisations en concession					
Immobilisations encours					
Immobilisations financières					
Titres mis en équivalence					
Autres participations et créances rattachées					
Autres titres immobilisés					
Prêts et autres actifs financiers non courants					
Impôts différés actif					
TOTAL ACTIF NON COURANT					
<u>ACTIF COURANT</u>					
Stocks et encours					
Créances et emplois assimilés					
Clients					
Autres débiteurs					
Impôts et assimilés					
Autres créances et emplois assimilés					
Disponibilités et assimilés					
Placements et autres actifs financiers courants					
Trésorerie					
TOTAL ACTIF COURANT					
TOTAL GENERAL ACTIF					

Source : JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE ALGERIENNE N° 19

3.1.2 Passif du bilan comptable: Il se compose de trois classes principales :

1. CAPITAUX PROPRES : ces sont des capitaux accumulés par l'entreprise elle-même, et restant à sa disponibilité à moyen et long terme. Ils composent de :

- Capital émis
- Capital non appelé
- Primes et réserves (réserves consolidées)
- Ecart de réévaluation
- Ecart d'équivalence
- Résultat net (résultat part du groupe)
- Autres capitaux propres- report à nouveau

2. PASSIFS NON COURANTS : Les passifs non courants, également appelés passifs immobilisés, sont constitués de toutes les dettes et obligations qu'une entreprise a à long terme, c'est-à-dire les dettes dont l'échéance est supérieure à un an et ne devraient donc pas restituer le principal au cours de l'année en cours⁵. Ils composent de :

- Emprunts de dettes financières
- Impôts (différés et provisionnés)
- Autres dettes non courantes
- Provisions et produits comptabilisés d'avance

3. PASSIFS COURANTS : Les passifs courants (CL) sont des dettes à court terme qu'une société doit rembourser dans un délai d'un an. Ils composent de :

- Fournisseurs et comptes rattachés
- Impôts
- Autres dettes
- Trésorerie passif

⁵ <https://economy-pedia.com/11036789-non-current-liabilities>

Tableau N°1.3 : la présentation de passif du bilan comptable :

PASSIF	NOTE	N	N-1
<u>CAPITAUX PROPRES</u>			
Capital émis			
Capital non appelé			
Primes et réserves – réserves consolidées(1)			
Ecart de réévaluation			
Ecart d'équivalence(1)			
Résultat net – résultat net part du groupe(1)			
<u>Autres capitaux propres</u>			
report à nouveau			
Part de la société consolidant(1)			
Part des minoritaires(1)			
Total I			
<u>PASSIFS NON COURANTS</u>			
Emprunts et dettes financières			
Impôt (différés et provisionnés)			
Autres dettes non courante			
Provisions et produits constatés d'avance			
TOTAL PASSIFS NON COURANTS II			
<u>PASSIFS COURANTS</u>			
Fournisseurs et comptes rattachés			
Impôts			
Autres dettes			
Trésorerie Passif			
TOTAL PASSIFS COURANTS III			
TOTAL GENERAL PASSIF			

Source : JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE ALGERIENNE N° 19

(1) A utiliser uniquement pour la présentation d'états financiers consolidés.

3.2 Les définitions du bilan financier :

Selon BARREAU Jean et DELAHAYE Jacqueline : « Le bilan financier possède les mêmes postes que le bilan comptable avec retraitements déjà effectués. Ainsi le bilan financier est un bilan comptable après répartition de résultat retraité en masse homogène, selon le degré de liquidité des actifs et le degré d'exigibilité des passifs et présenté en valeurs nettes. Il permet à l'analyse de faire une évaluation plus proche de la réalité économique de l'entreprise afin de détecter les éventuelles anomalies existantes au sein de cette dernière et de prévoir son avenir économique. »⁶

3.2.1 Les objectifs du Bilan Financier

Le bilan financier permet :

- D'étudier la solvabilité et la liquidité de l'entreprise
- De déterminer l'équilibre financier, en comparant les différents masses du bilan classées selon leurs degrés de liquidité ou d'exigibilité, et en observant le degré de couverture du passif exigible par les actifs liquides ;
- D'apprécier la structure financière de l'entreprise dans une optique de liquidation ;
- D'évaluer le patrimoine réelle ;
- De calculer la marge de sécurité financière de l'entreprise ;
- D'estimer les risques courus par les créanciers et les associés ;
- De porter appréciation sur la situation financière et les performances de l'entreprise ;
- Le bilan financier permet de renseigner les actionnaires, les banquiers et les tiers sur la solvabilité réelle de l'entreprise, sur son degré de liquidité, la couverture de ses investissements et son autonomie financière.

3.2.2 La structure du Bilan Financier

Le bilan financier se présente sous forme de deux grandeurs :

1. La première contient l'ensemble des emplois de l'entreprise, elle est dénommée l'actif.
2. La seconde réservée pour l'ensemble de ressources financières, c'est le passif.

3.2.3. L'Actif du Bilan Financier

L'actif du bilan financier se compose de deux catégories : l'actif immobilisé et l'actif circulant.

⁶ J.BARREAU et J.DELAHAYE. (1995), Gestion financière, 4ème édition DUNOD, PARIS, P 74.

1. L'Actif Immobilisé : il regroupe l'ensemble des actifs détenus par l'entreprise pour une durée qui dépasse une année, et il s'appelle également les valeurs immobilisées qui sont composées en trois types d'immobilisations : les immobilisations incorporelles, les immobilisations corporelles, et les immobilisations financières.

A) Immobilisations Incorporelles : regroupe des emplois durables de fonds qui ne correspondent ni à des actifs physique, ni à des actifs financiers. Il s'agit de droits obtenus en contre-partie de dépenses, mais aussi de charges activées comptables. On distingue :

- **Frais d'établissement** - Les frais d'établissement sont des « dépenses engagées à l'occasion d'opérations qui conditionnent l'existence ou le développement de l'entreprise mais dont le montant ne peut être rapporté à des productions de biens et de services déterminés » il s'agit de frais de constitution, de frais dit de « premier établissement » correspondant à des dépenses de prospection ou de publicité, de frais d'augmentation de capital et de frais sur opérations diverses.
- **Frais de recherche et de développement** - Les frais de recherche et de développement doivent, en principe, être amortis dans un délai maximum de cinq ans.
- **Concessions, brevets, licences, marques et autre droits** - Les dépenses correspondant aux concessions, brevets, licences, ou marques visent à faire reconnaître et à protéger juridiquement un avantage ou une situation économique.
- **Fonds Commercial** - Le « fonds de commerce » représente un ensemble d'éléments qui sont globalisés au bilan et qui permettent le développement de l'activité de l'entreprise. La somme qui figure au bilan est le prix qui a été payé au propriétaire précédent. Le fonds commercial créé par l'entreprise pour ses besoins, et non acheté, ne figure pas au bilan.
- **Les avances et acomptes** - qui correspondent à des opérations en cours sur les postes précédents.

B) Immobilisation Corporelles : Les immobilisations corporelles sont des actifs physiques que l'entreprise entend utiliser sur plus d'un exercice comptable, destinés à être utilisés par l'entreprise dans le cadre de son activité, loués à des tiers ou à des fins de gestion interne par exemple les terrains, les constructions, l'agencement des bâtiments, le mobilier, les machines, les matériels de transport, le matériel informatique...etc.

- **L'amortissement des immobilisations** - L'amortissement comptable d'un investissement d'entreprise consiste à étaler son coût d'acquisition sur sa durée d'utilisation. Ainsi, au titre de chaque exercice, une quote-part du coût de chaque acquisition non amorties en totalité est déduite du résultat comptable. Toutefois, certaines immobilisations ne peuvent pas être amorties. Il en est ainsi pour les terrains et les immobilisations financières par exemple.

C) Immobilisations Financières : Les immobilisations financières sont constituées par des créances et des titres détenus à priori dans un souci de long terme ou dans le cadre d'une stratégie de développement d'ensemble de l'entreprise. On distingue :

- Les participations : Il correspond aux titres de sociétés détenus durablement dans le but d'exercer une influence sur la gestion de celles-ci.
- Les titres immobilisés de l'activité de portefeuille ;
- Les autres titres immobilisés ;
- Les prêts : Il s'agit de prêts habituellement à moyen ou long terme, ou d'avances consolidables.
- Les autres immobilisations financières

2. L'actif circulant(AC) : Est constitué des actifs détenus par l'entreprise pour une durée qui ne dépasse pas un an, il se compose de :

- **Les Valeurs d'Exploitation (VE) :** sont constituées de l'ensemble des stocks, des marchandises, de matières premières, de produits finis ou semi finis, etc.
- **Les Valeurs Réalisables (VR) :** ce sont des créances, d'une part il y a celles qui sont placées dans les valeurs immobilisées, et d'autre part des créances qui peuvent être transformées immédiatement en liquide comme des effets à recevoir, titres de placement, etc.

- **Les Valeurs Disponibles (VD)** : ce sont des valeurs qui sont transformées rapidement en argent comme la banque, caisse et CCP.

3.2.4. Le Passif du Bilan Financier

Les éléments du passif sont disposés par ordre d'exigibilité progressive. On distingue :

A) Les Capitaux Permanents : ils regroupent les différentes ressources stables qui ont une durée supérieure à une année. Ils contiennent les éléments suivants :

- **Capitaux Propres** correspondant à la richesse des actionnaires, il s'agit essentiellement du capital apporté par les actionnaires ainsi que des bénéfices laissés par ceux-ci à la disposition de l'entreprise au cours des années, on trouve aussi dans ce poste les réserves, les subventions, et les provisions pour pertes et charges.
- **Les Dettes à Long et Moyen Terme (DLMT)** : représentent les dettes exigibles supérieures à un an. On y trouve les dettes d'investissement, les emprunts et les dettes auprès des établissements de crédit sauf les découverts bancaires, les emprunts obligataires, les provisions pour pertes et charges justifiés a plus d'un an.

B) Les Dettes à Court Terme (DCT) : Elles regroupent toutes celles l'échéance est inférieur a un an ce sont principalement :

- Les dettes envers les fournisseurs ;
- Les dettes envers les banques ;
- La fraction des dettes à long terme dont l'échéance survient au cours de l'année qui suit l'arrêt du bilan ;
- Les dettes fiscales et sociales ;
- Les dettes financières.

3.3 Le passage du bilan comptable au bilan financier :

Le bilan comptable ne peut pas être utilisé directement par l'analyse financière, des ajustements sont nécessaires pour permettre de passer du bilan comptable au bilan reclassé (bilan financier) en vue d'une analyse financière. L'objectif de ces retraitements est d'agréger les informations

brutes du bilan comptable pour créer des masses homogènes significatives. Il y a trois procédures de retraitement qui sont :

1. Le reclassement des postes du bilan comptable selon leur degré de liquidité ou l'exigibilité ;
2. L'intégration des éléments hors bilan (effets escomptés non échus, plus ou moins-values latentes etc.)
3. L'élimination de postes du bilan comptable compassant l'actif fictif (frais d'établissement etc.)

3.3.1 Les Retraitements et les Reclassements

Commençons par présenter les retraitements et les reclassements les plus significatifs pour le passage du bilan comptable au bilan financier.

A. Les Retraitements

Du point de vue de l'analyse financière, les retraitements de l'information comptable permettent d'établir un bilan financier en modifiant les montants des postes de l'actif et du passif. Les actifs de non valeurs sont éliminés du montant de l'actif et également du montant des fonds propres. Cette opération permet de conserver l'égalité entre l'actif et le passif du bilan.

Au niveau des postes de l'Actif Immobilisé

- Le poste des immobilisations incorporelle doit être amputé du montant des actifs de non valeurs comme les frais d'établissement.
- Le poste des immobilisations corporelles doit être augmenté de la valeur des biens acquis par l'entreprise dans le cadre d'un contrat de crédit-bail.
- Le montant de crédit-bail figure souvent en annexe et s'apprécie en fonction des valeurs nettes comptables.
- Le poste des immobilisations financières doit inclure uniquement les titres financiers et les opérations de prêt dont l'échéance est supérieure à un an.
- La part à moins d'un an du titre financier et des opérations de prêt doit être affectée dans le compte de la créance hors exploitation.
- Les investissements doivent être réels, ce qui donne lieu à une constatation des plus ou moins-values seront prises en compte dans les capitaux propres.

- Il faut noter que s'il existe des investissements dont la durée de vie au sein de l'entreprise est inférieure à l'année, ils seront concédés comme des actifs circulants.

Au niveau des postes de l'Actif Circulant

- Les comptes de stocks doivent être pris pour le montant figurant au bilan.
- Il convient d'être prudent et attentif à la méthode utilisée par l'entreprise pour la valorisation de ses stocks.
- Les créances d'exploitation figurant dans le bilan comptable incluent les clients et les comptes rattachés et les avances et les acomptes reçus. Dans point de vue financier, ce compte doit inclure également les effets escomptés et non échus, EENE et la partie des charges constatées d'avance en lien direct avec le cycle d'exploitation.
- Contrairement aux créances d'exploitation, les créances hors exploitation ne relèvent pas directement de l'actif d'exploitation, tel est le cas pour les écarts de conversion de l'actif relatifs aux fluctuations des taux de marge.
- Les disponibilités figurant dans le bilan comptable, ce poste regroupe également les valeurs mobilières de placement dont l'échéance est inférieure à une année.
- Les charges constatées d'avance représentent toujours en fait des stocks de fournitures non stockées, ces derniers qui ont en principe une valeur marchande devraient être classés parmi les actifs réels.
- Effets à recevoir, c'est la partie facilement négociable qui doit être rattachée à la trésorerie de l'actif (liquidité de l'entreprise).
- Les écarts de conversion actifs doivent être ajoutés dans les créances, tandis que les écarts de conversion passifs sur créances en sont déduits.

Au niveau des postes du passif

Les capitaux permanents

- Les amortissements et les dépréciations de l'actif du bilan doivent être ajoutés aux capitaux propres, de même que les dettes financières qui constituent une ressource stable.
- Les concours bancaires courants et les soldes créditeurs de banque doivent être ajoutés à la trésorerie passive et soustraits des emprunts.
- Les intérêts courus sur emprunts sont à reclasser en dette hors exploitation.

- Les écarts de conversion passifs sur dettes sont à ajouter aux dettes, tandis que les écarts de conversion actifs sur dettes doivent être déduits des dettes.
- Fonds propres sont constituées par le capital social, les réserves, les provisions pour pertes et charges, la part de résultat en instance d'affectation et du résultat de l'exercice à plus d'un an.

Au niveau des postes du Passif Circulant

- Les dettes d'exploitation incluent les dettes fournisseurs et comptes rattachés et les dettes fiscales et sociales, les avances et acomptes reçus sur commandes, et le produit constaté d'avances.
- Les dettes hors exploitation incluent par exemple des dettes fiscales, des dettes sur immobilisations, des écarts de conversion passive, etc.
- Les dettes financières à court terme comprennent les effets escomptés et non échus et la partie à moins d'un an de l'endettement⁹.

B. Les Reclassements

Au niveau de l'Actif

- Les immobilisations corporelles, incorporelles, financières et les stocks sont diminués du montant des amortissements et des provisions.
- Les immobilisations financières sont augmentées du capital souscrit non appelé et des créances de l'actif circulant ayant une échéance supérieure à 1 an.
- Les créances hors exploitation regroupent la créance d'impôt, le capital souscrit appelé et non versé, l'acompte d'impôt, les créances groupes et associés.

Au niveau du Passif

- Le montant des dividendes à verser est enlevé des capitaux propres et placé au niveau des dettes hors exploitation.
- Les provisions pour risques et charges sont appréciées en fonction de leur renouvellement. En cas de renouvellement, elles sont assimilées à des quasi-fonds propres et dans le cas contraire, elles correspondent à des dettes hors exploitation.
- Les obligations cautionnées comportent un caractère fiscal et s'insèrent dans la catégorie des dettes à moins d'un an.

3.3.2 La structure de bilan financier

L'analyse de la structure de bilan financier permet de présenter son actif en quatre rubriques (VI, VE, VR, VD) classées par l'ordre de liquidité croissantes, et son passif en deux rubriques (capitaux permanents, DCT) selon l'ordre croissant d'exigibilité.

L'actif du bilan financier :

- **Valeur immobilisé (VI)** : regroupe l'ensemble des biens durables utilisés d'une manière fixe ou permanente par l'entreprise, pour la réalisation de son cycle économique. Elle comprend tous les investissements corporels et incorporels, le stock outil, les immobilisations financières.
- **Valeur d'exploitation (VE)** : ce sont tous les biens utilisés dans le cycle d'exploitation (marchandises, matière première, produit finis etc.)
- **Valeur réalisable (VR)** : regroupe toutes les créances ayant une échéance moins d'un an pour leur transformation en liquidité (créance client moins d'un an, les effets à recevoir et titres etc.)
- **Valeur disponible (VD)** : il s'agit de tous les éléments de bilan immédiatement réversibles en monnaie, donc possédant un degré de liquidité très élevé telle que : la disponibilité en caisse et en banque, les chèques à encaissés.

Le passif du bilan financier :

- **Capitaux permanents** : regroupe tous les capitaux propres et les DLMT.
 - **Capitaux propres** : sont des ressources internes, qui sont à la disposition de l'entreprise (fond social, réserves...).
 - **Les dettes à long et moyen terme (DLMT)** : regroupe les dettes exigibles à plus d'un an (les dettes d'investissement).
- **Les dettes à court terme (DCT)** : ce sont les dettes exigibles à moins d'un an (les dettes d'exploitations, les avances bancaires etc.).

Tableau N°1.4 : Présentation du bilan financier :

ACTIF	PASSIF
<p><u>Immobilisation</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Immobilisation incorporelle ▪ Immobilisation corporelle ▪ Immobilisation financière ▪ Stock outil ▪ Les créances plus d'un an 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Capitaux propres ▪ DLMT
Total actif immobilisé net	Total capitaux permanents
<p><u>Actif circulant</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Valeur d'exploitation ▪ Valeur réalisable ▪ Valeur disponible 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ DCT
Total actif circulant	Total passif circulant
Total emplois	Total ressources

Source : Bellalah M, « gestion financière », édition économique, 1998, page 25.

Tableau N°1.5 : Présentation le bilan financier en grand masse :

Actif	Montant	%	Passif	Montant	%
Actif fixe			Capitaux propres		
Valeur d'exploitation(VE)			Dettes à long et moyen terme		
Valeur réalisable(VR)			Dettes à courte terme		
Valeur disponible(VD)					
Total			Total		

Source : PEVRAND G, « analyse financière avec exercice », édition paris vue Ibert, 1990, page 97.

Section 4 : La rentabilité et la performance de l'entreprise

4.1 La Rentabilité de l'entreprise

L'objectif principal de chaque entreprise est de réaliser des bénéfices, c'est-à-dire rentabiliser ses capitaux investis pour garantir son développement et rémunérer les capitaux d'un côté et d'autre côté. Il faut que l'entreprise tienne en considération la gestion des risques liés étroitement avec son activité économique.

4.1.1 La définition de rentabilité :

La rentabilité est définie comme étant le rapport existant entre le résultat obtenu par l'entreprise et les moyens mis en œuvre⁷. L'étude de la rentabilité de l'entreprise, c'est apprécier le résultat dégagé à chacun des niveaux reconnus comme significatif. Il est ainsi possible de porter un jugement sur l'efficacité de la gestion courante par les dirigeants de l'entreprise et de prévoir le montant des capitaux propres aux quels la société pourra avoir recours, pour son fonctionnement et son développement.

4.1.2. Les typologies de la Rentabilité

Il y a trois types de la rentabilité qui sont :

1. Rentabilité Commerciale (RC)
2. Rentabilité Economique (RE)
3. Rentabilité Financière (RF)

1. Rentabilité Commerciale (RC)

La rentabilité commerciale ou la rentabilité des ventes, désigne les résultats après reclassement des éléments qui ne sont pas liés directement à l'exploitation. Donc, la rentabilité commerciale est liée à la politique de prix de l'entreprise ainsi qu'à la marge brute qu'elle prélève sur le prix de revient des produits vendus. Elle est calculée comme suit :

$$RC = \text{Excédent Brut d'Exploitation (EBE)} / \text{Chiffre d'Affaires}$$

⁷ CONSO.P, HEMECI.F. (2002), Gestion financière de l'entreprise, 10^{ème} édition DUNOD, paris, page 274.

2. Rentabilité Economique (RE)

La rentabilité économique de l'entreprise ou rentabilité des capitaux investis, ROCE est un indicateur de création de valeur par l'entreprise. Il rapporte le résultat d'exploitation net d'impôt à l'ensemble des capitaux engagés à savoir les capitaux propres et les dettes. Il est souvent comparé à la rentabilité financière de l'entreprise ou rentabilité des capitaux propres pour apprécier l'effet positif ou négatif du levier financier. Elle est calculée comme suite :

$$RE = \text{résultat d'exploitation ou opérationnelle} / \text{Capitaux engagés}$$

Le résultat économique pris en considération sera, soit le résultat d'exploitation soit le résultat opérationnel (résultat d'exploitation), plutôt que l'EBIT (Excédent Before Interests and Taxes) qui inclut normalement la dotation aux amortissements. Les capitaux engagé (CE) sont l'actif immobilisé d'exploitation net d'amortissement, le besoin en fond de roulement et les provisions pour risque et charge n'ayant pas un caractère de réserves. Les capitaux engagés, pour être en phase avec le résultat économique, ne comprennent ni les écarts d'acquisition, ni les immobilisations financières (société en équivalence ne contribuant pas au résultat économique, titre de participation).

3. Rentabilité Financière (RF)

La rentabilité financière est un ratio destiné aux seuls actionnaires, alors que la rentabilité financière s'intéresse aux performances de l'entreprise. Le taux de rentabilité financière varie avec le niveau d'endettement de la société ; lorsqu' il n'y pas d'endettement la rentabilité financière égale à la rentabilité économique. Plus le taux de rentabilité financière est élevé, plus les associés actuels ou futures sont confiants mais à condition qu'il ne corresponde pas à une insuffisance des capitaux propres.

$$RF = \text{Résultat Net} / \text{Capitaux Propres}$$

Les actifs propres sont égaux à la somme du capital social, des réserves et report à nouveau (bénéfices accumulés non distribués) et du résultat de l'exercice. On peut également les calculer par différence entre le total de l'actif et le montant des dettes :

$$\text{Capitaux Propres} = \text{Capital} + \text{Réserves} + \text{Report à nouveaux} + \text{Résultat de l'exercice}$$

L'Effet de Levier : L'effet de levier explique le passage de la rentabilité économique à la rentabilité financière, en fonction du taux d'endettement et du coût de la dette. En effet, le passage d'une notion à l'autre se fait de la façon suivante :

- Actif Economique = Fonds Propres + Dettes Financières ;
- Résultat d'Exploitation Après Impôt = Résultat Net – Résultat Financier.

Si on considère, par simplification, que le résultat financier reflète le coût des dettes financières, on en déduit que :

- Si le coût de la dette est inférieur à la rentabilité économique, alors la rentabilité financière sera supérieure à la rentabilité économique ;
- Inversement, si le coût de la dette est supérieur à la rentabilité économique, alors la rentabilité financière sera inférieure à la rentabilité économique.

L'impact de cet écart sera d'autant plus important que le taux d'endettement soit élevé, c'est pourquoi on parle d'effet de levier. L'effet de levier est égal à la différence entre la rentabilité financière et la rentabilité économique divisée par la rentabilité économique :

$$\text{Effet de levier} = (\text{RF} - \text{RE}) / \text{RE}$$

L'effet de levier est utilisé avec précaution car il accroît le risque financier de l'entreprise. En effet, si le taux de rentabilité économique diminue jusqu'à être inférieur au coût de la dette, la rentabilité financière sera d'autant plus faible (voire négative) que le taux d'endettement est élevé. On parle alors d'effet de massue. La rentabilité financière est liée à la rentabilité économique par la formule suivante :

$$\text{RF} = \text{RE} + (\text{RE} - i) (1 - t) \cdot K$$

4.2. La Performance de l'entreprise

Toute entreprise vise à accomplir ses objectifs et à améliorer sa performance. En anglais « To Perform » signifie accomplir une tâche avec régularité, méthode, application, l'exécuter et la mener à son accomplissement d'une manière convenable. Plus particulièrement, c'est accomplir quelque chose qui exige une certaine aptitude. A fin, de mieux entourer la notion de performance, nous exposerons dans cette quatrième section sa définition, sa typologie, et ses différents indicateurs.

4.2.1 La définition de la performance

Selon KHEMAKHEM.A : La performance d'un centre de productivité (atelier, unité, service, entreprise, branche etc.) désigné l'efficacité et la productivité dans laquelle ce centre de responsabilité a atteint les objectifs qu'il avait acceptés⁸.

Selon MALLOT Jean louis et maitre JEAN Chales : la performance est définis comme étant l'association de l'efficacité et de l'efficience où l'efficacité consiste pour une entreprise à obtenir des résultats dans le cadre des objectifs définis et l'efficience correspond à la meilleure gestion des moyens, des capacités en relation avec les résultats⁹.

4.2.2. La typologie de la performance

La performance est le degré de réalisation des objectifs poursuivis par une entreprise. Cette notion de performance concerne des différents aspects de l'organisation, on trouve la performance financière /économique, la performance sociale, la performance sociétale et environnementale, la performance stratégique et concurrentielle.

- **La performance financière/économique** : La performance financière est profondément reliée à la performance économique. Cette performance réside dans l'efficacité à l'utilisation des moyens financiers et économiques pour but de réaliser les objectifs fixés par l'entreprise. La performance financière économique est mesurée par l'ensemble de ratios employés pour déterminer la santé financière de l'entrepris, ces indicateurs concernant la solvabilité, la profitabilité et de comparer les prestations générales de l'entreprise par apport à son secteur d'activité pour identifier les éventuelles opportunités investissement.

- **La performance sociale** : La performance sociale se définit comme la satisfaction et la qualité de vie au travail du personnel, elle peut aussi comporter une dimension externe et renvoie alors à la question de la responsabilité de la structure c'est-à-dire aux effets sociaux externes de son activité. Elle mesure le niveau d'atteinte des objectifs de l'entreprise par rapport à la motivation et l'implication des salariés. Elle est

⁸ KHEMAKHEM .A, (1992), La dynamique du contrôle de gestion, édition, DUNOD, paris, P 311.

⁹ MALLOT J, L et JEAN C, « l'essentielle du control de gestion », édition d'organisation, paris, 1998, p 46.

généralement utilisée dans le cadre de l'évaluation du système de gestion des ressources humaines. Les indicateurs sont : la rotation du personnel, l'absentéisme, la communication etc. Cependant, cette dimension de la performance est difficile à mesurer quantitativement.

- **La performance sociétale et environnementale** : Indique l'engagement de l'entreprise dans les domaines environnementaux, humanitaires culturels. Cette performance fait référence au concept de « développement durable » qui combine l'homme, l'environnement et le développement économique.
- **La performance stratégique et concurrentielle** : Elle est encore appelé performance à long terme. Les facteurs nécessaires à la réalisation de cette performance sont : la croissance des activités, une stratégie bien pensée, une culture d'entreprise dynamique, une forte motivation des membres et de l'organisation, la capacité de l'organisation de crée la valeur pour ses clients, la qualité de management, du produit pour les clients, la maitrise de l'environnement. Aussi, Pour assurer sa pérennité, une organisation doit se démarquer de ses concurrents et doit, pour ce faire, se fixer des objectifs stratégiques appropriés, tels que l'amélioration de la qualité de ses produits, l'innovation, l'adoption d'un marketing original ou l'adoption d'une technologie de fabrication plus performante.

4.2.3 Les indicateurs de la performance

Les indicateurs de performance sont regroupés en deux catégories, indicateurs financiers et indicateurs non financiers.

A) Les Indicateurs Financiers

Les indicateurs quantitatifs sont les principaux indicateurs de mesure de la performance financière/économique. Il existe plusieurs indicateurs, les plus réponsus sont les suivant :

- **Taux de Rendement des Capitaux Investis(ROI)** : Le taux de rendement des capitaux investis, appelé aussi Return On Investissement(ROI), mesure la rentabilité économique du capital utilisé par l'entreprise. C'est le rapport entre le résultat d'exploitation et les capitaux investis ; sa formule est la suivante :

$$\text{ROI} = \text{Résultat} / \text{Capitaux Investis}$$

- **Rentabilité Financière (ROE) :** Le ROE (Return On Equity) mesure la rentabilité financière des capitaux apportés par les propriétaires de l'entreprise, c'est le rapport entre le résultat net et les capitaux propres :

$$\text{ROE} = \text{Résultat Net} / \text{Capitaux Propres}$$

- **Valeur Ajoutée Economique (VAE) :** Economic Value Added (EVA) est un ratio qui mesure la création de valeur pour l'actionnaire. Elle est égale au résultat d'exploitation après impôts moins le coût moyen pondéré (après impôts) du capital multiplié par l'actif total diminué des dettes circulantes :

$$\text{VAE} = \text{Résultat d'Exploitation Après Impôts} - [\text{Coût Moyen du Capital Pondéré} \times (\text{Actif Total} - \text{Dettes Circulantes})]$$

- **Taux de Marge Bénéficiaire :** C'est un indicateur financier qui est très utilisé, et qui peut être calculé par le rapport entre le résultat d'exploitation et le chiffre d'affaires :

$$\text{Taux de Marge} = \text{Résultat d'Exploitation} / \text{Chiffre d'Affaires}$$

B) Les Indicateurs Non Financiers

Les indicateurs financiers étant soumis à des critiques, beaucoup d'auteurs ont proposé de les remplacer ou de les compléter avec des indicateurs non financiers considérés comme plus en phase avec les réalités de la concurrence. La prise en compte de la performance doit être, normalement, plus équilibrée du fait de ses multiples aspects. Les indicateurs non financiers sont :

- **Les Indicateurs Sociaux :** Le bilan social synthétise les principales informations chiffrées permettant d'estimer la performance sociale ainsi que les rapports sociaux au sein d'une entreprise. Toutefois, le bilan social est uniquement obligatoire pour les entreprises ayant plus de 300 salariés. On peut citer par exemples, parmi les nombreux indicateurs sociaux, le nombre d'accidents de travail, le montant des rémunérations, les maladies professionnelles, etc.

- **Les Indicateurs Sociétaux :** Les indicateurs sociétaux indiquent l'engagement de l'entreprise dans les domaines environnementaux, humanitaires, culturels. Les outils de la responsabilité sociétale de l'entreprise peuvent être utilisés pour apprécier le niveau de performance de l'entreprise.

Conclusion :

Après cette présentation générale de l'analyse financière, qui constitue un éclairage essentiel de notre sujet de recherche, nous pouvons dire que l'analyse financière apparaît comme un ensemble de méthodes, d'approches et d'outils permettant d'étudier et d'évaluer la situation et les performances financières d'une entreprise. Elle permet un examen critique des informations comptables et financières fournies par une entreprise. L'analyse doit faire appel à toutes les sources d'information susceptibles de renseigner sur les caractéristiques financières.

Chapitre 2 :

Les instruments de l'analyse financière

CHAPIRE 02 : Les instruments de l'analyse financière

Introduction

L'analyse financière utilise plusieurs méthodes pour déterminer l'équilibre financier et pour connaître la situation de l'entreprise de chaque année d'activité elle lui sert à faire des comparaisons entre sa situation financière actuelle et celle précédentes, puis de mettre l'accent sur les prévisions de futur. Ce chapitre s'intéresse aux cadres théoriques ; les indicateurs d'équilibre financière, la présentation de capacité d'autofinancement, l'analyse de l'activité et l'analyse par méthode de ratios.

SECTION 1 : Les indicateurs d'équilibre financière

Pour l'analyse de l'équilibre financier, le document central est le bilan. L'évaluation des « grandes masses » du bilan et l'étude des relations qui existent entre elles et entre leurs composantes principales constituent l'analyse de la structure financière. Cette analyse permet de porter un jugement sur les équilibres financiers fondamentaux. Cette analyse de l'équilibre financier dépend, toutefois, de l'approche financière utilisée et des objectifs visés. Un bilan comptable donne une image de la situation du patrimoine d'une entreprise a un moment donne. C'est pour c'el qu'on le compare à une « photographie » du patrimoine de l'entreprise.il permet donc de connaître la situation patrimoine de l'entreprise c'est à dire l'ensemble des créances et dettes de l'entreprise (le solde ou la différence étant le bénéfice ou résultat, qui est positif quand les biens possède et les créances l'emportent sur les dettes).

Le bilan fonctionnel cherche a expliqué le fonctionnement de l'entreprise. Les emplois et les ressources (respectivement l'actif et passif, pour le bilan comptable) sont comptabilise à leur valeur brute. Les opérations concernant les différents cycles (d'exploitation, de financement et d'investissement) sont reclassées selon qu'elles appartiennent à des cycles longs ou courts)

On distingue au niveau :

Tableau N° 2.1 : distinction entre les emplois et les ressources

Des Emplois	Des Ressources
<ul style="list-style-type: none">• Les emplois stables (les immobilisations comptabilise à leur valeur brute)	<ul style="list-style-type: none">• Les ressources stables (capitaux propres auxquelles on rajoute les amortissements, les provisions et les dettes financière à long terme)
<ul style="list-style-type: none">• De l'actif circulant (comptabilise en brute)	<ul style="list-style-type: none">• Des dettes circulent (les dettes d'exploitation et les SCB qu'on soustraites aux dettes financière)

Source : réalisé par nous même

L'évolution, la comparaison et la combinaison des masses et des rubriques du bilan financier, permettent d'apprécier l'équilibre financier de l'entreprise à un moment donné. L'équilibre financier est analysé à partir de trois indicateurs de gestion fondamentaux, le fonds de roulement net global, le besoin en fonds de roulement et la trésorerie nette, mis en relation.

Chaque indicateur est calculé par différence entre un montant de ressources et un montant d'emplois correspondant au même cycle.

1.1 Le fonds de roulement « FR »

1.1.1 Définition et calcul du fonds de roulement :

Parmi les multiples définitions concernant le fonds de roulement (FR), on peut retenir : « C'est la capacité de couverture des immobilisations par les capitaux permanents »¹⁰. Il est défini comme le montant des ressources permanentes restant à la disposition de l'entreprise après le financement de ces emplois stables. Ce montant dont le degré d'exigibilité est faible, sert à financer les éléments d'actif dont le degré de liquidité est assez élevé. En d'autre terme, c'est la part des capitaux permanents qui est affectée au financement du cycle d'exploitation. Le fonds de roulement est donc un indicateur de l'équilibre financier de l'entreprise, son intérêt est d'avoir une signification non à l'égard de la solvabilité au moment de la mesure, mais surtout à l'égard de la solvabilité futur.

L'existence d'un fond de roulement net global est une nécessité pour la quasi-totalité des entreprises. L'absence de FRNG est généralement le signe d'un déséquilibre du haut de bilan. Les prêteurs ne consentent un crédit à l'entreprise qu'à condition qu'elle dispose d'un FRNG minimum. Quelques rares entreprises peuvent supporter un FRNG négatif, mais elles sont rares et cela signifie que les dettes d'exploitation financent une partie de l'actif immobilisé. C'est le cas une certaine entreprises commerciales qui ont un stock qui tourne très vite et qui bénéficient de long délais de paiement auprès de leurs fournisseurs tandis que leurs clients paient immédiatement au comptant (les entreprises de grande distribution par exemple).

1.1.2. Calcul du fond de roulement

Pour le calcul du fond de roulement il y a deux méthodes :

➤ **1^{ère} méthode : Par le haut du bilan**

Comme on a vu dans la définition, le fond de roulement est l'excédent des capitaux permanent sur l'actif immobilisé net.

$$\text{FRNG} = \text{Ressources stable} - \text{Actif Stables brute}$$

➤ **2^{ème} méthode : Par le bas du bilan**

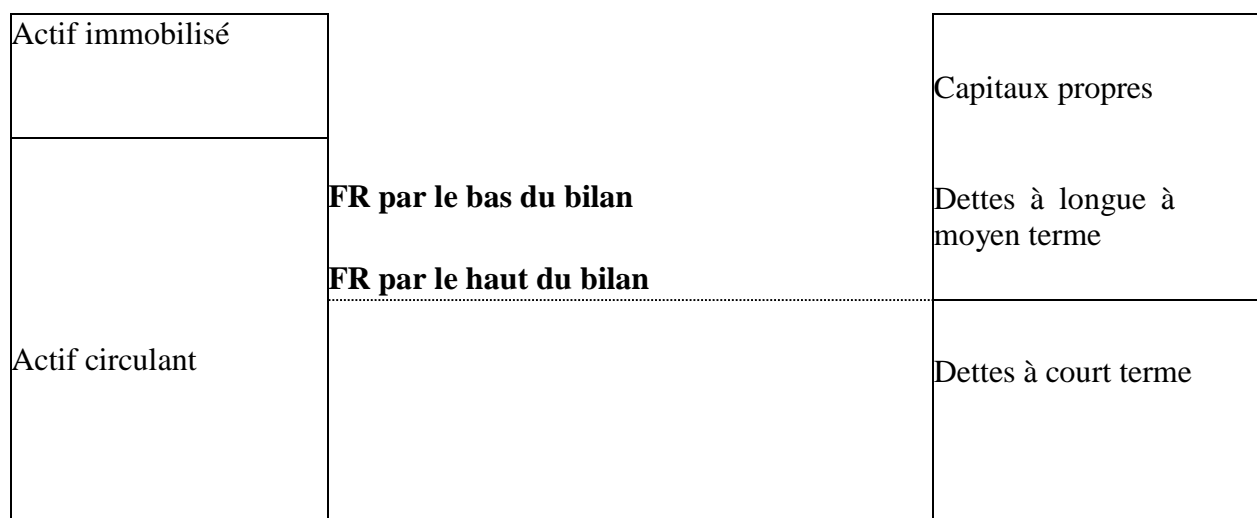
Le fond de roulement représente l'excédent de l'actif circulant, liquide à moins d'un an sur les dettes à court terme, exigibilité à court terme.

$$\text{Fond de roulement} = \text{actif circulant} - \text{dettes à court terme}$$

On peut résumer ces méthodes de calcul dans le schéma suivant :

¹⁰ JEAN LOUIS AMELEON "Gestion financière" 2eme Edition maxima paris 2000 page 67

Schéma recapitulatif de fonds de roulement



Source : fait par nous-mêmes

1.1.3. Interprétation des résultats

- **FRNG positif** : Signifier que l'entreprise a dû réunir des capitaux permanent d'un montant assez élevé pour lui permettre de financer de façon stable, à la fois intégralité de ces immobilisations et une partie de liquidité excédentaire qui lui permette de faire face à des risques divers à court terme. Autrement dit, un fond de roulement net global positif signifie que l'entreprise dégage un surplus de ressources permanent par rapport à l'actif stable, qui pourra être utilisé pour financer d'autre besoin de l'entreprise, donc un fond de roulement net global positif est interpréter comme une mesure de la solvabilité courante de l'entreprise.
- **FRNG négatif** : Signifier en contraire que l'entreprise a dû affecter des dettes à court terme au financement d'une partie de ces investissements. Elle ne dispose alors d'aucune marge de sécurité à court terme représentée par les actifs liquides excédentaires. Autrement dit, un fond de roulement net global négatif est un indice défavorable en matière de solvabilité et peut être traduit des difficultés financières pour l'entreprise, on parle d'une insuffisance de roulement, car il manque des fonds pour financer les immobilisations
- **FRNG=0** Signifie une harmonisation totale de la structure des ressources et celle des emplois. Mais, même si l'équilibre de l'entreprise semble atteint, celle-ci ne dispose d'aucun excédent de ressources à long terme pour financer son cycle d'exploitation ce qui rend son équilibre financier précaire.

1.2 Différents types de fond de roulement¹¹

Il y a quatre types de fond de roulement

1) Le fond de roulement net(FRN)

¹¹Elie COEN, « gestion financière », 6eme édition, Paris, 2006, P 248-251.

C'est la partie des capitaux permanents qui concourt au financement Del 'actif circulant. Deux méthodes de calcul :

- a) Si l'on tient compte des éléments du « haut du bilan », elle représente l'excédent des capitaux permanents sur les actifs immobilisés nets et, par conséquent, la part des capitaux permanents qui peuvent être affectés au financement d'actifs circulants.

$$\text{Fond de roulement net (permanant)} = \text{capitaux permanents} - \text{actif immobilisé}$$

- b) si l'on prend en compte les éléments du « bas du bilan », le FRN représente l'excédent des actifs circulants, liquides à moins d'un an, sur les dettes à courts terme exigibles à moins d'un an.

$$\text{Fon de roulement net (permanant)} = \text{actif circulant} - \text{dettes à court terme}$$

2) Le fond de roulement propre(FRP)

Le fond de roulement propre mesure l'excédent des capitaux propres sur les actifs durables. Il permet donc d'apprécier l'autonomie dont l'entreprise fait preuve en matière de financement de ses investissements physiques (immobilisations corporelles), de ses investissements immatériels (immobilisations incorporelles).

$$\begin{aligned} \text{Fond de roulement propre} &= \text{fond propres} - \text{actif immobilise} \\ \text{Fond de roulement propre} &= \text{actif circulant} - \text{dettes à long terme} \\ \text{Fond de roulement propre} &= \text{fond de roulement net} - \text{dettes à long terme} \end{aligned}$$

3) Le fond de roulement étranger(FRE)

Il représente l'ensemble des dettes de l'entreprise, c'est les capitaux étrangers permanents et à court terme.

$$\begin{aligned} \text{Fond de roulement étranger} &= \text{dettes à long et à moyen terme} \\ \text{Fond de roulement étranger} &= \text{actif circulant} - \text{fond de roulement} \\ \text{Fond de roulement étranger} &= \text{total passif} - \text{capitaux propres} \end{aligned}$$

4) Le fonds de roulement brut ou « total » ou « économique » (FRB)

La notion de fond de roulement brut correspond purement et simplement au montant des

« valeurs de roulement », c'est à dire aux éléments de l'actif circulant. Ces derniers sont en effet susceptibles d'être transformés en monnaie à court terme.

$FRB = \text{valeur exploitation} - \text{valeur réalisable} + \text{valeur disponible}$
--

$FRB = \sum \text{actif-actif immobilisé}$
--

1.2.1 Le besoin en fond de roulement (BFR) :

Le besoin en fonds de roulement (BFR) est un indicateur essentiel pour tout créateur d'entreprise. Il correspond à l'argent dont l'entreprise a besoin en permanence pour financer son exploitation. L'entrepreneur doit connaître et maîtriser le décalage de trésorerie entre les dépenses et les recettes de son activité, afin de lui éviter des difficultés à court terme.

Le BFR correspond au décalage de trésorerie issu de l'activité courante de l'entreprise. La somme des coûts engendrés par l'activité de l'entreprise forme le prix de revient du produit ou service vendu. C'est l'encaissement du prix de vente qui couvrira à la fois le montant du prix de revient et la marge prévue. Or l'entreprise doit généralement engager des dépenses préliminaires avant de percevoir ses recettes. En effet, si elle a une activité commerciale, il lui faudra constituer un stock de départ qu'elle devra peut-être payer à ses fournisseurs avant de commencer à le vendre. C'est ce décalage permanent de trésorerie entre les dépenses et les recettes de l'entreprise qui constitue le besoin en fonds de roulement (BFR).

Le besoin en fonds de roulement comprend deux parties. Cette décomposition permet de mieux cerner les déséquilibres financiers. Dans la situation d'une reprise économique fragile, il est essentiel de déterminer le fonds de roulement net global minimum pour assurer l'existence de l'entreprise. Pour améliorer le fonds de roulement net global, il est nécessaire, par exemple :

- De se concentrer sur les investissements indispensables ;
- De se séparer rapidement des investissements non productifs ;
- D'étudier les avantages du recours au crédit-bail ;
- De renforcer les capitaux propres.

- **Besoin en fonds de roulement d'exploitation (BFRE)**

Besoins de financement à caractère permanent liés aux conditions d'exploitation de l'entreprise (durée de stockage, crédit clients, crédit fournisseurs). C'est la partie essentielle du besoin en fonds de roulement.

- **Besoin en fonds de roulement hors exploitation (BFRHE)**

Besoins de financement qui n'ont pas un lien direct avec l'exploitation et présentent un caractère instable. Le besoin en fonds de roulement hors exploitation résulte entre autre des créances diverses, des dettes envers les fournisseurs d'immobilisations.

1.2.2 Calcul

Le besoin en fonds de roulement se calcule par différence entre les besoins et les ressources de financement du cycle d'exploitation (cycle lié à l'activité de l'entreprise) hors trésorerie :

$$\text{Besoin en fonds de roulement} = \text{Besoins de financement du cycle d'exploitation} - \text{Ressources de financement du cycle d'exploitation}$$

Qui se décompose en :

$$\text{Besoin en fonds de roulement d'exploitation} = \text{Actif Circulant d'Exploitation} - \text{Dettes Circulant}$$

$$\text{Besoins en fonds de roulement hors exploitation} = \text{Actif Circulant Hors Exploitation} - \text{Dettes Circulant Hors Exploitation}$$

Les besoins en fonds de roulement d'exploitation et hors exploitation sont mis en évidence par la représentation graphique des masses et des rubriques du bilan fonctionnel représentant le cycle d'exploitation :

<u>Actif</u>			BFRE/BFRHE	
Actif circulant d'exploitation	brute			
stocks, effets échus...)	créances escomptés	clients, non		<u>Passif</u>
				Dettes circulantes d'exploitation (dettes fournisseurs, dettes sociales, dettes fiscales...)

Elabore par nous-même

1.2.2.1 Le niveau et l'évolution du besoin en fonds de roulement

Plusieurs facteurs influent directement sur le niveau du besoin en fonds de roulement d'exploitation.

a) La durée du cycle d'exploitation

Il est variable selon les branches d'activité. Plus le cycle d'exploitation est long, plus le besoin en fonds de roulement est important et inversement.

b) Le niveau du chiffre d'affaires

Les éléments constitutifs du besoin en fonds de roulement (stocks, créances, dettes) sont sensiblement proportionnels au chiffre d'affaires. Le ratio ci-dessous permet d'en mesurer le poids et d'effectuer des prévisions ;

$$\text{Besoin en fonds de roulement d'exploitation / Chiffre d'Affaire hors taxes}$$

c) Les décisions de gestion

En matière de durée du crédit fournisseurs, du crédit clients et du stockage.

Le besoin en fonds de roulement d'exploitation peut s'exprimer en nombre de jours de chiffre d'affaires.

$$\text{Besoins en fonds de roulement d'exploitation / chiffre d'affaire hors taxes * 360}$$

Bien que le niveau du besoin en fonds de roulement d'exploitation dépende de celui de l'activité, il comporte une partie structurelle qui ne peut être réduite. Cette partie doit être financée par le fonds de roulement net global. Lorsque le besoin en fonds de roulement d'exploitation progresse plus rapidement que le fonds de roulement net global, un déséquilibre apparaît. Par contre, la constatation inverse peut traduire une bonne maîtrise de la durée du cycle d'exploitation (durées de stockage, de crédit clients et de crédit fournisseurs). Le besoin en fonds de roulement d'exploitation peut être négatif ; il s'agit alors d'une ressource en fonds de roulement : les ressources de financement du cycle d'exploitation excèdent les besoins de financement du cycle d'exploitation. Cette situation est classique pour une entreprise de grande distribution car les créances clients sont faibles, voire nulles ; les stocks sont peu importants du fait de leur rotation rapide ; en revanche, les dettes fournisseurs sont élevées.

L'analyse de l'évolution du besoin en fonds de roulement d'exploitation est complétée par l'étude des ratios de rotation qui sont au nombre de trois. Ils permettent d'analyser les éléments constitutifs du besoin en fonds de roulement d'exploitation et de comprendre l'évolution de l'équilibre financier ;

1.2.2.2 La délai de rotation des stocks

Ces ratios mesurent la durée d'écoulement des stocks ; elle doit être appréciée en prenant en compte la nature et la saisonnalité de l'activité. Un allongement de cette durée entraîne une augmentation du besoin en fonds de roulement d'exploitation et inversement.

Ce ratio mesure la durée moyenne en jours du crédit consenti par l'entreprise à ses clients. Un allongement de la durée a pour effet d'augmenter le niveau du besoin en fonds de roulement d'exploitation et inversement. L'allongement de la durée du crédit clients peut être dû soit à une mauvaise gestion de la relance des clients, soit à la qualité de la clientèle. Dans ces deux cas, des mesures correctives doivent être prises¹².

1.2.2.3 La délai des rotations des crédits clients

Ce ratio mesure la durée moyenne en jours du crédit consenti par l'entreprise à ses clients. Un allongement de la durée a pour effet d'augmenter le niveau du besoin en fonds de roulement d'exploitation et inversement. L'allongement de la durée du crédit clients peut être dû soit à une mauvaise gestion de la relance des clients, soit à la qualité de la clientèle. Dans ces deux cas, des mesures correctives doivent être prises.

1.2.2.4 La délai de la rotation des crédits fournisseurs

Ce ratio mesure la durée moyenne en jours du crédit obtenu par l'entreprise de la part de ses fournisseurs. Il doit être, en principe, supérieur au ratio du crédit clients. Un allongement de la durée a pour effet de réduire le niveau du besoin en fonds de roulement d'exploitation. Cependant, il est nécessaire de vérifier que l'allongement du crédit fournisseurs ne résulte pas de difficultés à respecter les échéances.¹³

1.2.3 Le besoin en fonds de roulement hors exploitation.

Le besoin en fonds de roulement hors exploitation n'est pas proportionnel au chiffre d'affaires et les moyens d'actions de l'entreprise pour le réduire sont limités. Le besoin en fonds de roulement hors exploitation corrige le besoin en fonds de roulement d'exploitation, en plus ou en moins, afin de dégager le besoin en fonds de roulement. Si l'entreprise constate à un moment donné une ressource en fonds de roulement hors exploitation venant réduire le niveau du besoin en fonds de roulement et donc améliorer l'équilibre financier, il faut savoir que cette situation est éphémère.

Interprétation de BFR

- $BFR < 0$: l'entreprise n'arrive pas à couvrir ses DCT avec la transformation de son actif cyclique (VE + VR) en liquidité.
- $BFR > 0$: le niveau des VE et VR arrive à couvrir les exigibilités à CT ; le poste fournisseur est plus important que le niveau des créances-clients Les fournisseurs participent au financement de l'exploitation de l'entreprise.

¹² Le délai de paiement maximal légal prévu par la loi est de 60 jours à partir de la date d'émission de la facture. Toutefois, un délai maximal de 45 jours fin de mois peut être convenu entre les parties, sous réserve qu'il soit stipulé par contrat

¹³ Beatrice et Francis Grand Guillot <<Analyse Financière>> Moments LMD 12^e Edition 2015-1016

- Les sociétés au BFR négatif sont caractérisés par le fait que leur cycle d'exploitation induit des ressources (dettes) qui précèdent les emplois (disponibilités) par le jeu des décalages financiers.

1.3 La Trésorerie

La trésorerie nette est la résultante de la comparaison, à une date donnée, du fonds de roulement net global et du besoin en fonds de roulement. Elle exprime l'excédent ou l'insuffisance de fonds de roulement net global après financement du besoin en fonds de roulement. L'équilibre financier, d'après l'analyse fonctionnelle, s'établit à partir de la relation fondamentale :

$$\text{Trésorerie nette} = \text{FRNG} - \text{BFR}$$

La trésorerie nette se calcule également de la manière suivante :

$$\text{Trésorerie nette} = \text{Actif de trésorerie} - \text{passif de trésorerie}$$

Les éléments constituent la trésorerie :

Trésorerie d'actif :

- c) Les valeurs mobilières de placement.
- d) Les comptes courants débiteurs dont la liquidité ne sont soumis à aucune restriction.
- e) Les disponibilités.

Trésorerie passif :

- f) Concours bancaire courants et solde créditeur de banque
- g) Les obligations cautionnées (classés par le plan comptable en dettes fiscale et sociale).
- h) Les effets escomptés non échus et les créances cédées.
- i) Les comptes courants créditeurs dont l'exigibilité sont immédiats.¹⁴

1.3.1 Le niveau et l'évolution de la trésorerie nette

Le niveau de la trésorerie nette dépend du niveau du fonds de roulement net global et de celui du besoin en fonds de roulement. Le tableau ci-dessous présente les trois principales situations :

¹⁴ Jean-Bernard Mattret <<Analyse de la situation financière et de ses perspectives d'évolution>> page 224

Tableau No 2.2 : L'évolution de la trésorerie nette

Situation de Trésorerie	Relations	Commentaires			
Trésorerie positive	$FRNG > BFR$ Actif de trésorerie > Passif de trésorerie <table border="1" data-bbox="466 501 914 792"> <tr> <td data-bbox="466 501 683 689">BFR</td> <td data-bbox="683 501 914 689" rowspan="2">FRNG</td> </tr> <tr> <td data-bbox="466 689 683 792">Trésorerie nette positif</td> </tr> </table>	BFR	FRNG	Trésorerie nette positif	Le fonds de roulement net global finance intégralement le besoin en fonds de roulement. L'excédent de fonds de roulement net global constitue la trésorerie positive. Si cette situation se perpétue, il faut veiller à ce que la trésorerie positive ne soit pas excessive et envisager des placements rémunérateurs.
BFR	FRNG				
Trésorerie nette positif					
Trésorerie Négatif	$FRNG < BFR$ Actif de trésorerie < Passif de trésorerie <table border="1" data-bbox="491 1126 946 1350"> <tr> <td data-bbox="491 1126 735 1350" rowspan="2">BFR</td> <td data-bbox="735 1126 946 1238">FRNG</td> </tr> <tr> <td data-bbox="735 1238 946 1350">Trésorerie nette négatif</td> </tr> </table>	BFR	FRNG	Trésorerie nette négatif	Le fonds de roulement net global est insuffisant pour financer le besoin en fonds de roulement en totalité. Une partie est couverte par des crédits bancaires. Cette situation est courante. Si elle se prolonge, il faut vérifier que les utilisations de concours bancaires n'augmentent pas régulièrement dans le temps. L'entreprise serait alors dépendante des banques et son risque de défaillance augmenterait.
BFR	FRNG				
	Trésorerie nette négatif				
Trésorerie nette zéro	$FRNG = BFR$ Actif de trésorerie = passif de trésorerie <table border="1" data-bbox="497 1686 911 1890"> <tr> <td data-bbox="497 1686 708 1890">BFR</td> <td data-bbox="708 1686 911 1890">FRNG</td> </tr> </table>	BFR	FRNG	Le fonds de roulement net global est presque identique au besoin en fonds de roulement. Cette situation peut être considérée comme la meilleure du point de vue de l'analyse fonctionnelle.	
BFR	FRNG				

Source : Réalise par nous même

SECTION 2 : Capacité d'autofinancement

La première source de financement interne peut être utilisée tant qu'il y a un bénéfice, et c'est une richesse traditionnelle qui peut être stockée au sein de chaque entreprise et qui lui permet d'autofinancer son développement futur. Mais sa contribution à l'autofinancement de l'entreprise pose un problème complexe d'évaluation.

2.1 Définition et calcul

La capacité d'autofinancement aussi appelée cash-flow ou marge brute d'autofinancement correspond à l'ensemble des ressources financières générées par les opérations de gestion de l'établissement et dont il pourrait disposer pour couvrir ses besoins financiers. Elle mesure la capacité de ce dernier à financer sur ses propres ressources les besoins liés à son existence, tels que les investissements ou les remboursements de dettes. Elle représente donc l'excédent de ressources internes dégagées par l'activité de l'établissement et peut s'analyser comme une ressource durable. Au-delà de la détermination du résultat (qui correspond à la différence entre les produits et les charges, y compris les charges non décaissables par exemple : dotations aux amortissements, et les produits non encaissables tant que : les reprises sur amortissements), la C.A.F. représente le résultat des opérations susceptibles d'avoir une action sur la trésorerie et mesure les ressources financières générées par l'activité de l'établissement. Elle définit donc le montant global des ressources que l'entreprise pourrait consacrer à l'Autofinancement.

Soit le calcul suivant :

$$\text{Capacité d'Autofinancement} = \text{Produits encaissables} - \text{charges décaissages}$$

La part consacrée à l'autofinancement correspond alors à la Capacité d'Autofinancement diminuée du montant des dividendes versés aux actionnaires.

Soit :

$$\text{Autofinancement} = \text{Capacité d'Autofinancement} - \text{dividendes}$$

La CAF diffère donc du Résultat net de l'entreprise du fait qu'elle ne tient pas compte des produits et des charges calculés mais ne comptabilise que les flux financiers réels ayant affectés la Trésorerie de l'entreprise.

2.2 Les notions de produits et de charges calculés

Pour définir la CAF, il faut donc uniquement prendre en compte les charges décaissables et les produits encaissés. Il faut de fait corriger le Résultat de l'exercice en y ajoutant le total des charges calculées qui ont été prises en compte et en le diminuant du total des produits calculés qui ont été rajoutés.

- Les charges calculées : (ou charges non décaissables)

Elles correspondent d'une part aux dotations aux amortissements qui constatent une dépréciation des éléments de l'actif mais qui n'a pas entraînée de dépense de la part de l'entreprise, et d'autre part aux dotations aux provisions car la dépense dans ce cas-là n'est pas encore intervenue.

Et ceci est valable quel que soit le type d'amortissement ou de provision passé, c'est à dire les comptes 681, 686,687.

- Les produits calculés : (ou produits non encaissables)

Ils correspondent d'une part aux reprises sur amortissements et provisions qui ne constituent pas une recette réelle pour l'entreprise mais annulent simplement un amortissement ou une provision antérieure (soit les comptes 781, 786 et 787).

- Neutralité de la politique d'investissement :

De plus, le Calcul de la CAF suppose que l'on ne doit pas tenir compte des opérations qui ont pu avoir une incidence sur la Trésorerie de l'entreprise mais qui ne sont pas liées à des opérations de gestion courante. Il s'agit alors des opérations liées à la politique d'investissement de la firme, qu'il s'agisse de la quote-part des subventions d'investissement virées au compte de Résultat (compte 777) ou des éventuels profits réalisés lors de la cession d'un élément de l'actif

Il faut alors déduire du Résultat net de l'entreprise le montant du compte 777 et du compte 775 (produit de cession d'un élément d'actif cédé) et d'y ajouter le montant du compte 675 (valeur comptable nette des éléments de l'actif dé).

2.3 Détermination de la capacité d'autofinancement

Le calcul de la CAF d'une entreprise peut alors se faire de deux manières :

2.3.1 Calcul de la CAF à partir de l'EBE

Cette méthode de calcul, dite méthode soustractive, met en lumière les notions de produits encaissables et de charges décaissables, puisqu'elle consiste à ajouter à l'EBE, qui est une sorte de "CAF d'exploitation", l'ensemble des autres produits encaissables et à y soustraire l'ensemble des autres charges décaissables.

Tableau No 2.3 : La Méthode Soustractive

Excédent brut d'exploitation (ou insuffisance)
+ Transfert de charges (d'exploitation)
+ Autres produits (d'exploitation)
- Autres charges (d'exploitation)
± Quotes-parts de résultat sur opération faites en commun
+ Produits financier(a)
- Charges financières(b)
+ Produits exceptionnels(c)
- Charges exceptionnels(d)
- Participation des salariés aux résultats
- Impôts sur les bénéfices
= Capacité d'autofinancement

Source : HADHBI. F, « conférences d'analyse financière » université de Bejaia, page 27.

(a) Sauf reprises sur dépréciations et provisions.

(b) Sauf dotations aux amortissements, dépréciations et provisions financiers.

(c) Sauf : -produit de cession d'immobilisations ;

-quotes-parts des subventions d'investissement virées au résultat de l'exercice ;

-reprises sur dépréciations et provisions exceptionnelles ;

(d) sauf : -valeurs comptable des immobilisations cédées ;

-dotations aux amortissements, dépréciations et provision exceptionnelles

2.3.2La méthode additive :

Tableau N° 2.4 : La méthode additive

Résultat net de l'exercice
+ Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions
- Reprise sur amortissements, dépréciations et provisions
+ Valeur comptable des éléments d'actif cédés
- Produits des cessions d'éléments d'actif immobilisés
- Quotes-parts des subventions d'investissement virées au résultat de l'exercice
= Capacité d'autofinancement

Source : HADHBI. F, « conférences d'analyse financière » université de Bejaia, page 28. 2.4

Commentaire

La précision de la méthode de calcul de la CAF proposée par le plan comptable général présente au moins un avantage : tout le monde sait exactement ce qu'il contient, mais il ne correspond pas toujours aux besoins des analyses financières :

- Elle est cohérente avec l'analyse de la variation du fonds de roulement net global mais pas avec une définition du fonds de roulement séparant les éléments à court terme et à long terme dans une perspective d'analyse de risque et de liquidité ;
- Elle peut être jugée optimiste dans la mesure où elle traite sur le même plan toutes les provisions (y compris celles pour dépréciation d'actif circulant) ;
- L'EBE qui lui sert de base n'est pas indépendant de tout élément calculé (l'EBE dépend en particulier de l'évaluation des stocks).

Remarque : Lorsqu'une entreprise comporte plusieurs secteurs, il est souvent intéressant d'analyser la CAF produite par chaque secteur. Une CAF moyenne dégagée par l'entreprise peut masquer une dispersion très grande au niveau des divers secteurs.

2.4 L'autofinancement :

L'autofinancement correspond au reste de capacité d'autofinancement après avoir distribué les dividendes aux associés :

$$\text{Autofinancement} = \text{capacité d'autofinancement} - \text{dividendes payés en « N »}$$

L'autofinancement est consacré :

- A maintenir le patrimoine et le niveau d'activité ;
- A financer une partie de la croissance.

Divers aspects de l'Autofinancement

L'autofinancement global comprend deux parties répondant à des buts différents. Ainsi, l'auto financement de maintien et l'autofinancement d'expansion ou d'enrichissement ou l'autofinancement net.

1. **L'Autofinancement de Maintien** : C'est la partie de l'autofinancement utilisée pour maintenir le patrimoine de l'entreprise au niveau déjà acquis. Il suffit pour constituer cet autofinancement de considérer les dépréciations comme des charges ; la diminution du bénéfice qui en résulte réduit d'autant les possibilités de distribution de ces bénéfices.
2. **L'Autofinancement d'enrichissement** : C'est la partie de l'autofinancement utilisée pour augmenter le patrimoine de l'entreprise. Cet autofinancement résulte surtout de la non-distribution de bénéfices mais il peut aussi résulter de certaines réductions du bénéfice. Cet autofinancement est constitué sous les formes suivantes :
 - Les réserves accumulées à partir des bénéfices ;
 - Les dotations aux provisions réglementées ;
 - Les réserves latentes et occultes.

Les avantages de l'Autofinancement

- Augmentation des capitaux propres améliorant l'autonomie financière de l'entreprise et permettant aussi de recourir à des emprunts en conservant un bon équilibre des capitaux ;
- Charges d'intérêts évités ;
- Régularisation des dividendes par la variation des réserves.

Les critiques de l'Autofinancement¹⁵

- Facteur de hausse de prix par augmentation du prix de vente pour alimenter la capacité d'autofinancement ;
- Diminution des dividendes pouvant entraîner une baisse de la cote des actions dans le cas des sociétés par actions ;
- Risques d'investissements soient trop importants, soient trop faibles, s'ils sont faits uniquement en fonction des possibilités d'autofinancement.

2.4.1 L'évaluation de la capacité d'autofinancement

Plus la capacité d'autofinancement est élevée, plus l'entreprise est indépendante financièrement et plus elle pourra avoir recours aux emprunts en cas de besoin. Toutefois, un autofinancement excessif peut détourner les associés de l'entreprise par manque de distribution de dividendes. Par contre, une détérioration régulière de la capacité d'autofinancement, ou une

¹⁵ EGGLE J.Y, RAULET C, PHILIPPS A. Op.cit, p [117-118].

capacité d'autofinancement négative traduit une situation critique, et une augmentation des risques financiers.

2.5 La capacité de remboursement :

La capacité d'autofinancement permet de apprécier la capacité de remboursement de l'entreprise à l'aide de la ration :

$$\text{Capacité de remboursement} = \text{dettes financières} / \text{capacité d'autofinancement}$$

Le niveau d'endettement ne doit pas dépasser trois ou quatre fois la capacité d'autofinancement. La capacité d'endettement doit être rapproché du taux de rentabilité financière afin d'affiner l'analyse de l'effet de levier.

Section 3 : L'analyse de l'activité

Pour l'analyse de l'activité, le document de base est le tableau des comptes de résultat (TCR), à partir auquel sont calculés, notamment, les soldes intermédiaires de gestion (SIG), et la capacité d'autofinancement (CAF).

3.1 Généralité sur le compte de résultat (TCR) :

3.1.1 Définition :

« Comptes de résultat est un document de synthèse dans lequel sont regroupés les charges et les produits de l'exercice, leur différences exprimant le bénéfice (ou la perte) réalisé. »¹⁶ Le compte de résultat affiche donc l'activité de l'entreprise pour une période donnée. Il est établi à la fin de l'exercice et nous permet de connaître :

- L'ensemble des coûts hors taxes engagés, appelés charges, au cours d'un exercice, pour les besoins de l'activité de l'entreprise.
- L'ensemble des revenus hors taxes, appelés produits, générés par son activité pour le même exercice.
- Le résultat de l'exercice par différence entre le total des produits et le total des charges.

Le compte de résultat est présenté comme suit :

¹⁶ 2BARREAU.J, DELAHAYE.J : gestion financière, 4^{ème} édition DUNOD, paris 1995, page 37.

Tableau N° 2.5 : Représentation schématique du compte de résultat (TCR)

Désignation	NOTE	N	N- 1
<u>Chiffre d'affaires</u>			
Ventes de marchandises			
Ventes de produits finis			
Ventes de travaux			
Prestations de services			
Autres ventes			
Variation stocks produits finis et en cours			
Production immobilisée			
Subventions d'exploitation			
I - Production de l'exercice			
Achats consommés			
Services extérieurs et autres consommations			
II - Consommation de l'exercice			
III - VALEUR AJOUTEE D'EXPLOITATION (I - II)			
Charges de personnel			
Impôts, taxes et versements assimilés			
IV - EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION			
Autres produits opérationnels			
Autres charges opérationnelles			
Dotations aux amortissements			
Dotations aux provisions et pertes de valeur			
Reprise sur pertes de valeur et provisions			
V - RESULTAT OPERATIONNEL			
Produits financiers			
Charges financières			
VI - RESULTAT FINANCIER			
VII - RESULTAT AVANT IMPOTS (V + VI)			
Impôts exigibles			
Impôts différés (variations)			
VII - RESULTAT NET DE L'EXERCICE			

Source : http://www.cnc.dz/fichier_regle/1238.pdf

3.1.2 Les narratifs des éléments de compte de résultat

A) Production d'exploitation :

- Ventes de marchandises qui sont la principale source de revenus.
Production vendue
 - Chiffres d'affaires nets = ventes de Marchandises + production vendue.
- Production stockée = stock final – stock initial.
- Production immobilisée: production conservée en vue de son immobilisation.
- Subventions d'exploitation : aides ou primes de l'Etat favorisant la création de postes, les subventions d'exploitation sont attribuées aux entreprises pour deux raisons essentielles :
 - Pour compléter un prix de vente insuffisant ;
 - Pour compenser un prix d'achat ou un cout de revient élevé.
- Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges : annulation sur provisions. Transfert de charges égale transfert de postes du compte de résultat sur bilan ou autres rubriques du comptes de résultat.
- Autres produits : produits non intégrés dans les postes précédents (produits de la propriété industrielle).

B) Charges d'exploitations :

- Achats de marchandises : est un type de transaction comptable qui se concentre sur la fourniture par une entreprise de différents biens destinés à une commercialisation ultérieure.
- Variation de stock= stock initial – stock final.
- Achats de matières premières et autres approvisionnements.
- Autres achats et charges externes : prestations de services.
- Impôts, taxes et versements assimilés
- Salaires et traitement
- Charges sociales
- Autres charges
- Dotations d'exploitation :
 - Dotations aux amortissements : l'usure annuelle des immobilisations de l'entreprise.
 - Dotations aux provisions : reflètent les risques d'exploitation encourus au cours d'un exercice.

C) Produits financières :

- Produits financiers de participation : dividendes des participations détenues par l'entreprise dans d'autres sociétés.
- Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé : intérêts perçus des prêts et des titres immobilisés.
- Autres intérêts et produits assimilés.
- Reprises sur provisions et transferts de charges : reprise sur provision égale diminution du risque de dépréciation.

- Différences positives de change : variation des cours positive.
- Produits nets sur cessions de VMP : plus-values réalisées lors de la cession des VMP.

D) Charges financières :

- Dotations financières aux amortissements et provisions :
 - Dotations aux amortissements : amortissement de la prime de remboursement des obligations (différence de valeur de l'emprunt obligataire).
 - Dotations aux provisions : enregistrement des risques de dépréciation des comptes financiers.
- Intérêts et charges assimilés : intérêts payés auprès des banques.
- Différences négatives de change : pertes de change.
- Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement : moins-values des cessions.

E) Produits exceptionnelles :

- Produits exceptionnels sur opérations de gestion : pénalités sur clients, dons reçus, dégrèvement d'impôts...
- Produits exceptionnels sur opérations en capital :
 - Produits de cession d'éléments d'actifs (cessions d'immobilisation).
 - Quotes-parts de subventions d'investissement.
- Reprises sur provisions et transferts de charges

F) Charges exceptionnelles:

- Charges exceptionnelles sur opérations de gestion : amendes fiscales et pénales, pénalités de retard...
- Charges exceptionnelles sur opérations en capital : cessions d'immobilisations (valeur d'achat - somme des amortissements).
- Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions :
 - Dotations aux amortissements : dépréciation plus rapide.
 - Dotations aux provisions : enregistrement des risques de dépréciation

3.2 Les Soldes Intermédiaires de Gestion

Les soldes intermédiaires de gestion sont des agrégats qui constituent des indicateurs intéressants pour mener l'analyse financière. Le calcul des soldes intermédiaire de gestion permet :

- De comprendre la formation du résultat net ;
- D'apprécier la création de richesse générée par l'activité de l'entreprise ;
- De décrire la répartition de la richesse créée par l'entreprise entre les salariés et les organismes sociaux, les apporteurs des capitaux et l'entreprise elle-même ;
- De suivre dans l'espace et dans le temps l'évolution de la performance et de la rentabilité de l'activité de l'entreprise à l'aide de ratios d'activité, de profitabilité et de rentabilité.

Les soldes intermédiaires de gestion sont obtenus après décomposition du compte de résultat en groupes de produits et de charges de même nature. Une bonne compréhension de la signification économique et financière des différents soldes est indispensable pour la gestion de l'entreprise¹⁷.

3.2.1 Les éléments de tableau des SIG :

A. La marge commerciale :

Il s'agit de la valeur ajoutée supplémentaire de l'entreprise au coût d'acquisition des biens vendus. Elle peut être définie comme un indicateur pour les entreprises commerciales ou pour l'activité commerciale des entreprises qui ont également une activité industrielle. Elle représente les ressources générées par l'activité commerciale de l'entreprise et permet d'évaluer l'évolution de la politique commerciale de l'entreprise. Cette marge ne tient pas compte des provisions pour dépréciation des stocks de marchandises. Elle est calculée comme suit :

$MC = \text{ventes de marchandises} - \text{coûts d'achat des marchandises vendues.}$
$\text{Coût d'achat des marchandises vendues} = \text{coût d'achat des marchandises} \\ \pm \text{variation des stocks de marchandises}$

B. La production de l'exercice :

Il s'agit de la valeur des produits et services produits par l'entreprise qui auraient été vendus, stockés ou utilisés pour créer des actifs fixes. Ce solde concerne les entreprises qui exercent des activités industrielles, c'est-à-dire qui transforment des matières premières en produits finis. Il est calculé pour mesurer ce que l'entreprise a effectivement produit au cours d'un exercice. Il se calcule comme suit :

$\text{Production de l'Exercice} = \text{Production Vendue} + \text{Production Stockée} + \\ \text{Production Immobilisée.}$
--

C. La valeur ajoutée (VA) :

La valeur ajoutée produite (VA) exprime la capacité de l'entreprise à créer des richesses dans ses activités économique¹⁸. La valeur ajoutée sert à rémunérer l'état, le personnel, les prêteurs et les associés de l'entreprise. Elle est déterminée par la différence entre la production et les consommations de biens et services en provenance dans le cadre d'un processus de transformation, sur la production de l'exercice et sur la marge commerciale¹⁹. Elle se calcule comme suit :

$VA = \text{Marge commerciale} + \text{production de l'exercice} - \text{consommation de} \\ \text{l'exercice en provenance de tiers.}$
$\text{Consommation de l'exercice en provenance de tiers} = \text{achat de matière} \\ \text{première} \pm \text{variation de stock} + \text{autres charges externes.}$

D. Excédent (ou insuffisances) brut d'exploitation (EBE ou IBE) :

C'est le premier profit économique avant toute prise en compte des politiques d'amortissement et de financement. Ce solde est le meilleur indicateur de la

¹⁷ Géard Melyon ; « gestion financière », 4eme édition, BREAL, 2007, p100.

¹⁸ Hubert de la Bruslerie, Analyse financière information financière et diagnostic, 2006, DUNOD, Paris, 3ème édition, P154.

¹⁹ Idem, p167.

performance économique de l'entreprise et constitue la composante principale de la capacité d'autofinancement. Il se calcule comme suit :

$$\text{EBE ou IBE} = \text{VA} - \text{Impôts et taxes} - \text{Charge personnel} + \text{Subvention d'exploitation}$$

E. Le résultat d'exploitation :

C'est la ressource nette dégagée par les opérations de gestion courante. C'est le deuxième profit économique qui prend en compte les politiques d'amortissement et les risques d'exploitation. Elle est calculée comme suite :

$$\text{Résultat d'Exploitation} = \text{EBE} + \text{Autres Produits d'Exploitation} - \text{Autres Charges d'Exploitation} - \text{Dotation aux Amortissements et aux Provisions} + \text{Reprises sur Amortissements et Provisions.}$$

F. Résultat financier :

Le résultat financière est égal aux produits financière moins les charges financiers. Les produits financière sont les revenus des investissements financiers (immobilisation financière ou valeurs mobilières de placement) et les charges financières correspondent au coût des ressources d'emprunts obtenus auprès des différents créanciers bancaires et financiers. Il est calculé comme suit :

$$\text{Résultat Financier} = \text{Produits Financiers} - \text{Charges Financières}$$

G. Le résultat courant avant impôt (RCAI) :

La somme des résultats d'exploitation et financière constitue « le résultat courant avant impôt ». Ce résultat est courant car elle n'inclut pas les éléments exceptionnels. Et là encore il s'agit d'un résultat avant impôts, car l'impôt n'est calculé que sur le r résultat après éléments exceptionnels. Il est calculé comme suit :

$$\text{RCAI} = \text{Résultat d'Exploitation} + \text{Résultat Financier} - \text{Quote-Part de résultat sur Opérations Faites En Commun}$$

H. Le résultat exceptionnel :

Ce résultat prend en compte tous les aspects exceptionnels de la vie de l'entreprise²⁰. Il mesure les ressources dégagées par les opérations non courantes de l'entreprise. Il est calculé comme suit :

$$\text{Résultat Exceptionnel} = \text{Produits Exceptionnels} - \text{Charges exceptionnelles}$$

I. Le résultat net de l'exercice :

C'est le résultat final qui prend en compte tous les aspects économiques et fiscaux de l'entreprise. Il se calcule selon la formule suivante²¹ :

$$\text{Résultat de l'Exercice} = \text{Résultat Courant Avant Impôts} + \text{Résultat Exceptionnel} - \text{Impôt Sur les Bénéfices.}$$

²⁰ Hubert de la Bruslerie, Analyse financière information financière, évaluation, diagnostic, 2010, DUNOD, Paris, 4ème, P171.

²¹ GRIFFITHS S, DEGOS J G. (2001) Gestion financière, édition d'organisation, paris, p [44-52].

Tableau N° 2.6 : la Présentation schématique des SIG :

Libelle	N	N-1
Vente de marchandises -cout d'achat de marchandises vendues		
S1=Marge commerciale		
Production vendue +/- variation de production stockées +production immobilisée		
S2=Production de l'exercice		
PE +MC -consommation		
S3=Valeur ajoutée		
VA +subvention d'exploitation -impôts et taxes et versements assimilé -charges de personnels		
S4=Excédent brute d'exploitation		
EBE +RAP d'exploitation -DAP d'exploitation +autre produits de gestion -autre charges de gestion courant +transfert de charges d'exploitation		
S4=Résultat d'exploitation		
+/-RE +produits des opérations faits en commun - charges des opérations faites en commun +produits financiers -charges financiers		
S6=Résultat courant avant impôt		
Produits exceptionnels -charges exceptionnels		
S7=Résultat exceptionnel(REXCP)		
+/-REXCP +RCAI -participation des salariés aux résultats de l'entreprise -IBS		
S8=Résultat net de l'exercice		

Source : SCF

Observation

1. Certains soldes intermédiaires sont hétérogènes ou établit de façon discutable. Par exemple dans la production de l'exercice et à propos des biens fabriqués. La production

stockée est valorisée à son coût de production différent du prix de vente des produits vendus.

2. Certains autres soldes et notamment la VA sont aussi établit de façon discutable. Par exemple les loyers de crédit-bail sont inclus dans la VA hors de point de vue financier le crédit-bail est un moyen de financement on aurait dû l'intégrer par partie en charges financières.
3. D'autres soldes comme le personnel intérimaire intégré dans la VA alors qu'il devrait se trouver en charge de personnel et non dans les services extérieurs. La participation aux salariés présentés comme un élément exceptionnel est considéré par les analyses comme une charge de personnel.

Section 4 : Analyse par la méthode des ratios

« L'analyse financière par les ratios est une méthode d'analyse employé depuis longtemps par les cadre dirigeants pour surveiller, agir sur les performances de leur entreprise et pour une meilleure prévision »²²

4.1 Définition d'un ratio :

Une ration est définie comme un rapport entre deux quantités, qui exprime leur importance relative. Il n'existe pas de normalisation dans ce domaine et les ratios calculés sont très variés et diffèrent selon l'entreprise et sa situation, de sorte que les banquiers et les gestionnaires ne privilégient pas nécessairement les mêmes ratios. Les ratios peuvent être utilisés pour mesurer la relation entre les éléments de la structure de l'actif et du passif ou pour évaluer l'équilibre entre le degré de liquidité et le degré d'exigibilité. En effet, si certains ratios peuvent être utilisés directement pour évaluer la santé financière d'une entreprise, ils présentent un certain nombre d'inconvénients, notamment :

- La méthode des ratios s'applique sur une analyse de l'évolution de plusieurs bilans successifs.
- Calcul des ratios ne permet pas de prédire l'avenir c'est pourquoi nous devons utiliser d'autres outils permettent de convertir le passé au future.

4.2 Les différents types des ratios :

« L'analyse de bilan par la méthode des ratios utilisé essentiellement trois types. Leur reclassement s'appuyer sur la nature des informations utilisées pour leur calcule, et sur leurs caractéristiques financières qui permettent de mettre en évidence »²³.

1. Ratios de structure et de patrimoine ;
2. Ratios de synthèse ou d'équilibre financier ;
3. Ratios de gestion.

4.2.1 Ratios de Structure et de Patrimoine

Les ratios de structure sont établis grâce à la comparaison entre un élément (un post ou un groupe de postes) de l'actif ou du passif et le montant total du bilan.²⁴

²² DEPALLENS, G. JOBARD, G : Gestion financière de l'entreprise, 11ème Ed.1997, P.811.

²³ ReFait, M : l'analyse financière, PUF, paris, 1994, P23.

²⁴ ELIE.C, op.cit, p 304.

1. Les ratios de structure concernant l'actif

a) Ratio de liquidité

« Ce ratio permet d'apprécier l'importance relative aux capitaux circulant. Il est très variable selon les branches. Comme dans une société de service, ce ratio peut être proche de 1, par contre, dans une entreprise du secteur primaire demandant des immobilisations, il est plus faible »²⁵.

$$\text{Ratio de liquidité d'actif} = \text{actif circulant} / \text{passif circulant}$$

2. Les ratios de structure concernant le passif

« Les ratios de structure du passif permettent de mesurer le degré d'exigibilité des fonds. On distingue trois types des ratios »²⁶ :

a) Ratio d'endettement :

Le ratio d'endettement mesure la part de financement des actifs par les dettes.

$$\text{Ratio d'endettement} = \text{dettes total} / \text{capital propres}$$

b) Ratio de solvabilité :

Il exprime l'attitude de l'entreprise à rembourser ses dettes. Si cette ration est supérieure à 1, c'est à dire que le ratio est élevé, l'entreprise possède une solvabilité rassurante. Un ratio inférieur à 1 implique que le ratio est faible et l'entreprise ne dispose pas d'une bonne capacité d'emprunt (capacité d'emprunt saturée).

$$\text{Ratio de solvabilité} = \text{capitaux propres} / \text{dettes du bilan}$$

c) Ratio d'autonomie financière :

L'entreprise est d'autant plus assurée de son indépendance financière vis-à-vis des créanciers que l'importance relative des capitaux propres est grande. Ce degré d'autonomie financière est mesuré par le ratio :

$$\text{Ratio d'autonomie financière} = \text{capitaux propres} / \text{Dettes à court terme} + \text{dettes long moyen terme}$$

4.2.2 Ratios de synthèse ou d'équilibre financière :

Il s'agit des ratios relatifs à l'équilibre financier de la firme, on distingue :

1. **Ratio de fond de roulement :** Il mesure l'équilibre financier de l'entreprise à long terme.

$$\text{Ratio de FR} = \text{capitaux permanents} - \text{valeur immobilisée nette}$$

Si ce ratio est >1	le FR est positive	l'entreprise est à priori équilibrée.
Si le ratio est <1	le FR est négatif	l'entreprise est déséquilibrée.

²⁵ BARREAU J et DELAHAYEJ, Gestion financière, 12^{ème} Ed Dunod, paris, 2003, P.144.

²⁶ LAURENTBATSHI : le diagnostic financier, paris. 1995, P51.

2. **Ratio de trésorerie** : Ils mesurent l'équilibre financier de l'entreprise à court terme. On distingue :

- **Ratio de liquidité générale** :

Ratio de liquidité générale = actif circulant / dettes à court terme.

- **Ratio de liquidité réduite** :

Ratio de liquidité réduite = VR+VD/DCT.

- **Ratio de liquidité immédiate** :

Ce ratio mesure la capacité de remboursement des dettes immédiatement, exigible par les disponibilités liquides de la firme.

Ratio de liquidité immédiate = VD / DCT

4.2.3 Les ratios de gestion :

Pour des besoins d'analyse, trois types de ratios à envisager :

- Les ratios sont des stocks,
- Les ratios commerciaux ou des délais clients et fournisseurs,
- Les autres ratios de rotation.

1. Ratio de rotation des stocks

Ces ratios ont pour objectif de déterminer la vitesse de rotation des stocks. Ces ratios montrent le nombre de fois qu'un dinar investi dans le stock tourne moyenne par an. Il est défini par :

Pour les marchandises :

Ratio de rotation stock de marchandise = cout d'achat de marchandise vendus / stock moyen de marchandise

N.B: stock moyen = (stock initial + stock final) /2.

: Délai moyen d'écoulement de marchandise = 360/rotation stock de marchandise.

Pour les matières premières :

Ratio de stock matière première = cout d'achat des matières première consommé / stock moyen.

N.B : délai moyen de stockage = 360/rotation stock de matière première

Pour les produits finis :

Ratio de rotation des produits finis = cout de production des produits finis vendus / stock moyen.

N.B : délai moyen d'écoulement des produits finis = 360/ratio de rotation stocks des produits finis.

2. Les ratios commerciaux ou des délais clients et fournisseurs

A) Ratios de Rotation des Créances Commerciales : Ce ratio mesure la capacité de la firme à recouvrer ses créances.

$$\text{Ratio de Rotation des Créances Commerciales} = \frac{\text{Encours Moyen des Créances Clients}}{\text{C.A. (TTC)}}$$

NB : Pour être exprimé en jours, ce ratio est multiplié par 360 jours.

B) Ratios de Rotation des Dettes Fournisseurs : Ce ratio mesure la capacité de la firme à rembourser ses dettes fournisseurs.

$$\text{Ratio de Rotation Fournisseurs Suivant} = \frac{\text{Encours Moyen des Crédits Fournisseurs}}{\text{Achats Consommés (TTC) + Autres Charges Externes (TTC)}}$$

4.3 Intérêt et utilisation de l'analyse par les ratios :

L'analyse financière par les ratios permet aux responsables financière de suivre les progrès de leur entreprise et de situer l'image qu'elle offre aux tiers intéressés tels que les actionnaires, les clients, les fournisseurs et le personnel.

4.3.1 Intérêt de l'analyse par ratio :

L'analyse par la méthode des ratios permet :

- Un jugement rationnel sur la situation de l'entreprise ;
- La comparaison, dans le temps, avec les ratios tirés des bilans précédents ;
- La comparaison, dans l'espace, avec les ratios tirés des bilans des entreprises similaires.

4.3.2 Utilisation des ratios :

Les ratios peuvent être utilisés dans le but de mieux suivre l'évolution économique de l'entreprise. Dans ce cas, le responsable financier établit un ensemble de ratios, jugés aptes à analyser la situation financière ainsi que de les comparer à ceux des exercices précédents afin de prévoir la situation future.

Conclusion :

Il est difficile de rassembler toute la méthodologie d'analyse financière dans un document unique, pour deux raisons essentielles. Tout d'abord, l'analyse financière est une collection de nombreuses techniques et outils en constante évolution de nouveaux phénomènes économiques engendrent de nouvelles variables comptables. Cette nouvelle information sur les entreprises engendre de nouveaux outils ou perfectionne les outils existants de l'analyse financière. En effet, il y a plusieurs façons de définir les outils qu'elle utilise, dont l'activité et la méthode des ratios qui permettent de traiter l'analyse des comptes de résultats, les soldes intermédiaires de gestion, de l'étude de principaux ratios ainsi que la capacité d'autofinancement.

Partie pratique

Chapitre III :

**Contribution de l'analyse financière à
l'amélioration de la performance et la
rentabilité de l'entreprise ENIEM**

Chapitre 03 : Contribution de l'analyse financière à l'amélioration de la performance et la rentabilité de l'entreprise ENIEM

Introduction

Dans ce troisième et dernier chapitre, nous présenterons le déroulement, l'étude et l'analyse de notre stage dans l'entreprise ENIEM (L'entreprise nationale des industries de l'électroménager), dont le but était de répondre à notre problématique de travail. Cependant, nous illustrerons ENIEM par une étude de cas et tenterons d'interpréter les chiffres des trois dernières années. La troisième section expliquera l'analyse statique et dynamique de notre étude de cas, et la quatrième section présentera une analyse de la situation de l'entreprise.

1. Présentation de l'organisme d'accueil

I.1 Présentation générale de l'ENIEM²⁷

I.1.1 Historique de l'ENIEM

ENIEM est une entreprise publique économique de droit Algérien constituée le 02 janvier 1983, mais qui existe depuis 1974 sous tutelle de 14 entreprises SONELEC.

Elle se trouve à une dizaine de kilomètre à l'Est de Tizi-Ouzou et précisément à la zone industrielle (Aissat Idir)

ENIEM disposait à sa création :

- D'un complexe d'appareils ménagers (CAM) de Tizi-Ouzou entré en production en juin 1977.
- D'une unité lampe de Mohammedia (ULM) entré en production en février 1979.

I.1.2 Définition

L'entreprise nationale des industries de l'électroménager ENIEM est une entreprise publique par action au capital de 10 279 800 000.00 DA.

ENIEM est leader de l'électroménager en Algérie, elle possède des capacités de production et une expérience plus de 30 ans dans la fabrication et le développement dans les différentes branches de l'électroménager, notamment :

- Les appareils ménagers domestiques.
- Les appareils de collectivités.
- Les lampes d'éclairage.
- Les produits sanitaires.

²⁷ Barbier. Audre, (Guide pratique de l'analyse financière), éd La revue banque, paris, 1998.

I.1.3 Mission de l'ENIEM²⁸

Chaque unité de l'entreprise a sa propre mission

I.1.3.1 unité froid

Son rôle consiste à produire et à développer ses produits de froids domestique comme :

- Réfrigérateur grand modèle (300 D, 350 S, 290 C, 520 L)
- Congélateurs horizontaux et verticaux (BAHT 1301, 1686)

I.1.3.2 Unité cuisson

Son rôle consiste à produire et à développer des produits de cuisson à gaz butane ou mixte ainsi que tout produit de technologie similaire : (cuisinière à gaz 04 et 05 feux, four encastrable, les hottes de cuisine, les plaques de cuisson en verre et en inox.)

I.1.3.3 Unité climatisation

Sa mission consiste à produire et à développer des produits à savoir :

- Les climatiseurs.
- Les chauffes bains.
- Les radiateurs à gaz butane.
- Les machines à lavés.
- Les comptoirs et armoires frigorifiques.

I.1.3.4 Unité Prestation Technique

Elle est chargée à gérer, exploiter et d'entretenir les moyens techniques communs utilisés dans le processus de production des autres unités.

I.1.3.5 Unité commerciale

Elle est chargée de commercialiser tous les produits fabriqués par les autres unités.

I.1.4 Objectif de l'ENIEM²⁹

L'ENIEM s'est assignée plusieurs objectifs afin d'assurer un impact plus performant au niveau de ses fonction à savoir :

- L'amélioration de la qualité des produits
- L'augmentation des capacités d'études et de développement
- L'amélioration de la maintenance d'outils de production et des installations
- La valorisation des ressources humaines

²⁸ Barbier. Audre, (Guide pratique de l'analyse financière), éd La revue banque, paris, 1998.

²⁹ Garmille. Kami, (Gestion financière de l'entreprise), éd Paris 2008

- La réduction des coûts et la relance d'autres sources de revenus
- L'augmentation du volume de production en corrélation avec les variations de la demande (marché local, externe)
- Le renforcement de sécurité du patrimoine et des installations
- La restriction comme processus irréversible et impératif à la survie de l'entreprise
- Réduire les charges de structure
- Le placement de son produit à l'échelle internationale

I.2 Organisation générale de l'ENIEM

I.2.1 La direction générale

La direction générale est chargée de définir la stratégie globale de l'entreprise (administration financière, investissement, politique sociale et organisationnelle).

Elle gère le portefeuille stratégique de l'entreprise et procède à l'élaboration des ressources financières d'ensemble ainsi qu'elle fournit aux autres structures un certain nombre de services communs (fiscalité, assurances ...etc.)

La direction s'assure de contrôler le personnel, elle nomme et remplace les directeurs centraux et d'unités et elle approuve aussi les propositions de nomination des cadres supérieurs.

La direction générale comprend six(06) directions centrales à savoir :

- Direction industrielle
- Direction du développement et de partenariat
- Direction des finances et comptabilité
- Direction des ressources humaines
- Direction de planification et de contrôle de gestion
- Direction de marketing et communication.
- Direction de système informatique.
- Direction de qualité et environnement

I.2.2 Les unités de l'ENIEM

L'ENIEM est composée de trois (03) unités de production, une unité commerciale et une unité prestation technique.

I.2.2.1 Les unités de production

Les unités de production sont indépendantes et susceptibles d'être et qui sont :

A. Unité froid

L'effectif de cette unité est de 1562 agents, procède des bâtiments industriels, ses fonctions principales sont :

- Injection plastique et polystyrène
- Transformation des tôles et tubes (presse-soudeuse-refend-âge)
- Traitement et revêtement de surface (peinture et plastification)
- Injection mousse polyuréthane (3 lignes)
- Thermoformage de plaque plastique
- Assemblage produit (montage final- 3 lignes)
- Unité (Air comprime- eau chaude-azote station de gaz cyclopentane- énergie- électrique)
- Laboratoire d'essai produits chimiques- métallurgie
- Structure des soutien- maintenance de gaz-contrôle de qualité- études méthodes
- Unité froid est composée de 3 lignes de produits

1^{ère} ligne :

- Réfrigérateur petit modèle dont la capacité de production est de 110.000 appareils par an réalisé en deux équipes
- Donneur de licence : BOSCH –Allemagne – 1977

2^{ème} ligne :

- Réfrigérateur grand modèle dont les capacités installées sont de 390.000 appareils par an réalisé en deux équipes (4 modèles de réfrigérateur)
- Donneur de licence : TOSHIBA JAPAN -1987

3^{ème} ligne :

- Congélateur dont les capacités sont 60 000 appareils par an (3 modèles de fabrique)
- Donneur de licence : LEMATIC –LIBAN-1993.

B. Unité cuisson

L'effectif de cette unité est de 304 agents, le potentiel industriel de l'unité de cuisson est constitué des matières suivantes :

- Transformation de tôles et tubes (presse-soudeuse)
- Traitement et émaillage
- Tangage et chromage de composants métalliques
- Assemblage de produits (montage final)

- Laboratoire d'essai produit
- Structure de soutien (maintenance zone études sur méthodes)

Les capacités installées sont de 150.000 appareils par an en deux équipes (4 modèles de cuisinières sont fabriqués).

Donneur de licence : techno gaz- Italie- (99)

C. Unité de climatisation

Effectifs de l'unité 230. Le potentiel industriel de climatisation est constituée des matières suivantes :

- Transformation de tôles et tubes (presse - soudeuse - plieuse).
- Traitement et revêtement de surface (peinture)
- Assemblage produits (montage final) composé de lignes de montage (chaîne climatisation, stylo et fenêtre et chaîne pour autre produit RGB chauffe bain).
- Les capacités installées sont de 60 000 appareils par an. Pour les climatisations types fenêtre et Saplys système en deux équipes.
- Donneur de licence : Air Conditionné (AC)- France 1977 cette unité procède également des capacités installés pour la fabrication de :
- Chauffage à gaz butane catalytique 50 000 appareils par an.
- Comptoir et armoires frigorifiques

I.2.2.2 Unité commerciale

Elle est chargée de la commercialisation des produits fabriqués par les unités de production son effectif est de 213 agents.

I.2.2.3 Unité prestations techniques

Elle réalise des travaux ou prestations techniques pour le compte des autres unités ou pour des clients externes.

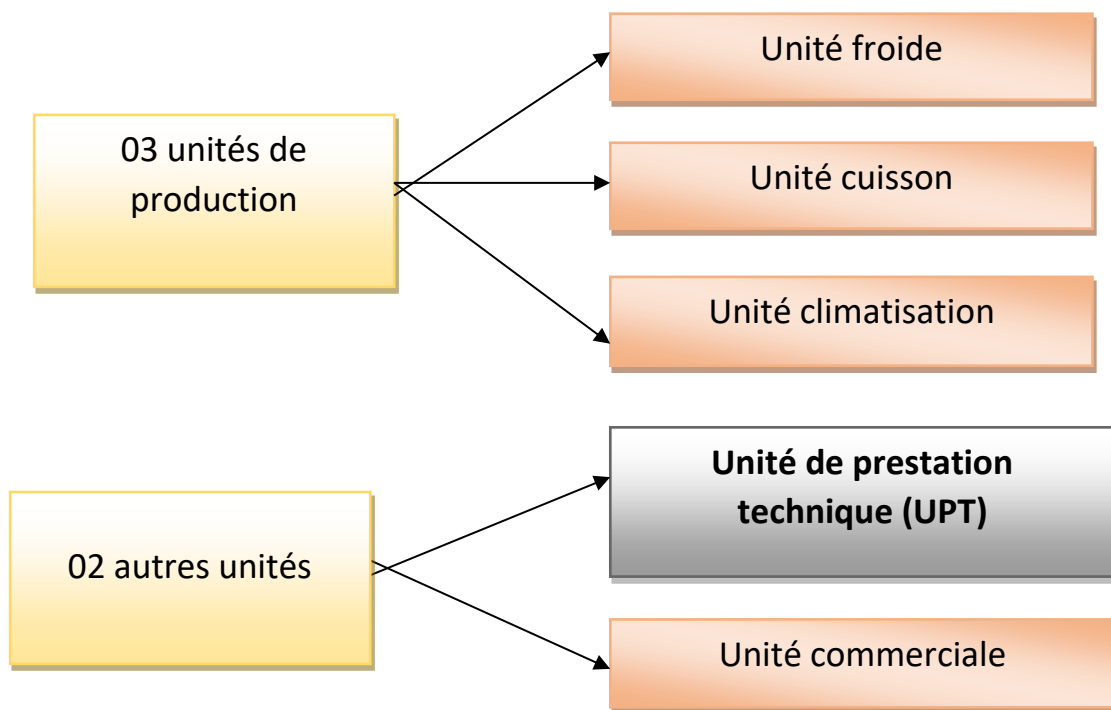
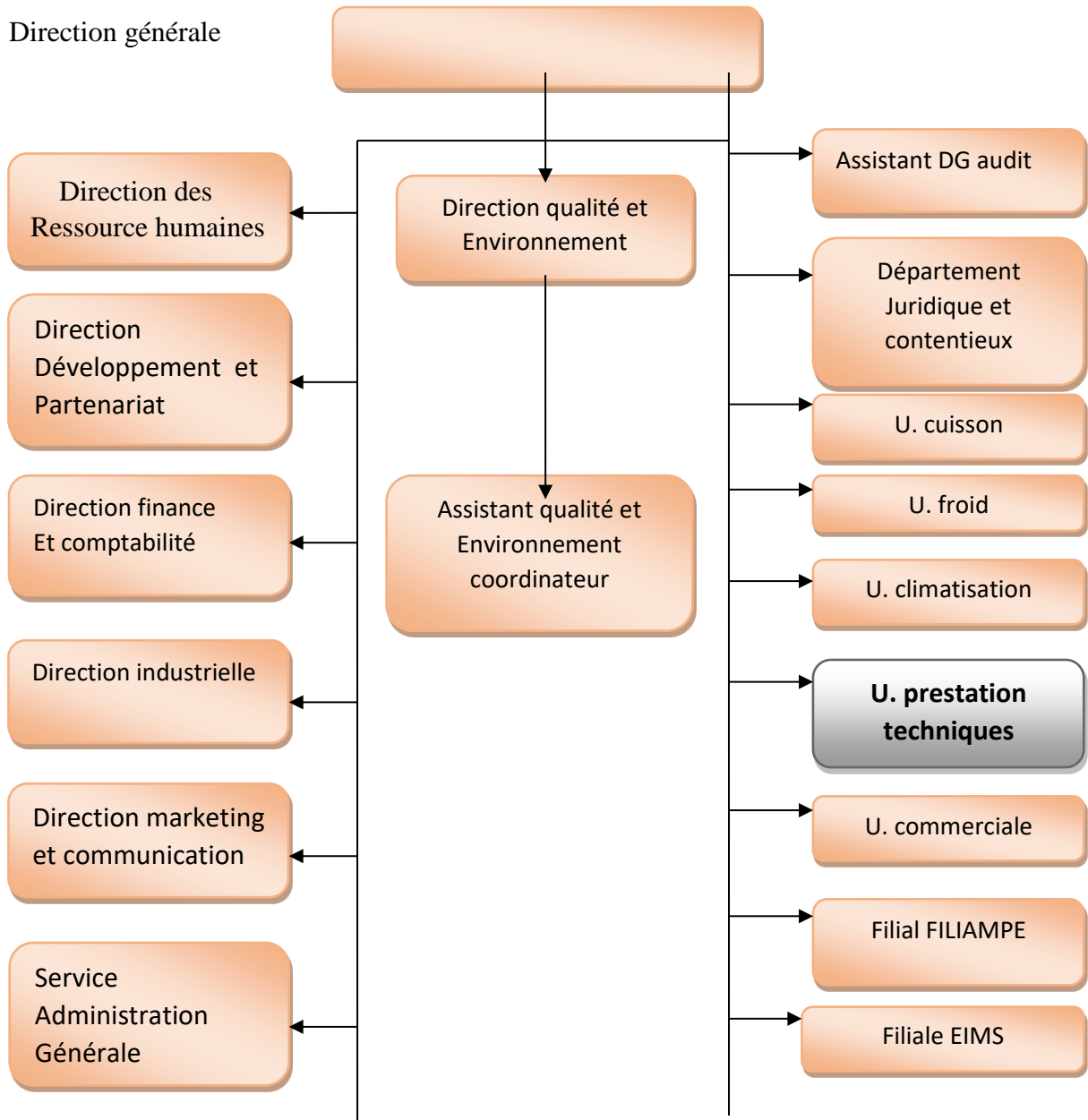


Schéma des activités de l'entreprise

Source : Document interne ENIEM

L'organigramme général de l'ENIEM



— Liaisons fonctionnelles

Source : Document interne ENIEM

Section 2 : Elaboration du l'analyse financière

2.1 Les Bilans Financiers de l'entreprise

Dans cette section, nous tentons d'analyser la situation financière d'ENIEM. Cette analyse sera basée sur une analyse financière structurelle du bilan financier d'une part, et sur une analyse de la rentabilité d'autre part, afin de fournir une évaluation globale de la santé financière de l'entreprise. Nous allons essayer de présenter les bilans financiers et les bilans de grande masse durant les trois années des exercices 2016, 2017, et 2018 :

Tableau N° 3.1 : Les emplois de l'ENIEM

Désignation	2016	2017	2018
Valeurs immobilisées	9.996.976.482,87	10.044.680.951,27	9.404.321.325,91
immobilisations incorporelles	4.194.478,50	3.647.328,50	3.100.178,50
Immobilisations corporelles	7.804.076.283,74	7.754.592.788,56	7.577.070.764,99
Immobilisations en cours	510.772.294,79	510.661.926,43	510.110.885,52
Immobilisations financières	485.000.000,00	485.000.000,00	0,00
Autres Immobilisations financières	589.969.311,28	597.743.647,96	607.646.372,49
Impôts différés actif	602.964.114,56	693.035.259,82	706.393.124,41
Valeurs d'exploitation	4.851.047.994,88	4.107.064.936,05	3.639.182.181,01
Stocks et encours	4.851.047.994,88	4.107.064.936,05	3.639.182.181,01
Valeurs réalisables	1.840.693.279,87	1.690.738.855,00	2.789.334.896,41
Clients	748.557.337,19	1.126.031.502,23	1.661.971.269,06
Clients douteux	35.749.950,83	35.498.360,52	35.258.587,63
Autres débiteurs	864.870.128,64	477.625.072,39	1.017.981.958,87
Impôts et assimilés	191.515.863,21	51.583.919,86	74.089.654,93
Valeurs disponibles	1.284.064.505,23	1.030.959.623,06	746.207.748,11
Banque, établissements financiers	1.239.402.039,19	972.560.926,59	405.867.388,42
Caisse	744.082,00	863.221,97	583.573,86
Régies d'avances et accreditifs	43.918.384,04	57.535.474,50	339.756.785,83
Total des emplois	17.972.782.262,85	16.873.444.365,38	16.579.046.151,44

Source : élaboré par nous-mêmes, à partir du bilan comptable des trois exercices

Tableau N° 3.2 : Les ressources de l'ENIEM

Désignation	2016	2017	2018
Capitaux propres	11.003.914.659,35	10.000.294.213,94	9.166.966.641,08
Capital émis	13.124.531.337,69	13.124.531.337,69	13.124.531.337,69
Réserves légale	285.632.230,67	285.632.230,67	285.632.230,67
Écart de réévaluation	137.475.497,97	137.475.497,97	137.475.497,97
Résultat net - Résultat net part du groupe (1)	(1.062.262.089,84)	(378.089.119,36)	(552.432.003,45)
Autres capitaux propres - Report à nouveau	(1.481.462.317,14)	(3.169.255.733,03)	(3.828.240.421,80)
Dettes à moyen et à long terme	1.857.483.290,56	2.038.421.651,10	2.171.137.156,56
Emprunts et dettes financières	1.515.499.679,10	1.725.499.679,10	1.935.499.679,10
Impôts (différés et provisionnés)	92.967.463,95	72.308.671,72	61.593.813,74
Provisions et produits comptabilisé d'avance	249.016.147,51	240.613.300,28	174.043.663,72
Dettes à court terme	5.111.384.312,94	4.834.728.500,34	5.240.942.353,80
Fournisseurs et comptes rattachés	563.398.097,89	764.448.861,16	1.238.019.034,60
Impôts	219.717.132,32	208.535.454,00	232.843.809,40
Autres dettes	801.271.985,53	334.349.248,75	352.277.701,60
Banque, établissement financiers et assimilés	3.526.997.097,20	3.527.394.936,43	3.417.801.808,20
Total des ressources	17.972.782.262,85	16.873.444.365,38	16.579.046.151,44

Source : élaboré par nous-mêmes, à partir du bilan comptable des trois exercices

2.2-Les bilans de grandes masses

Le tableau suivant illustre le résumé du bilan de grande masse de 2016:

Tableau 3.3 : Bilan financier condensé au 31/12/2016

Actif	Montants	%	Passif	Montants	%
v. immobilisées	9.996.976.482,87	55,62	Fonds propres	11.003.914.659,35	61,23
v. d'exploitation	4.851.047.994,88	26,99	DLMT	1.857.483.290,56	10,33
v. réalisables	1.840.693.279,87	10,24	DCT	5.111.384.312,94	28,44
v. disponible	1.284.064.505,23	7,15			
Total Actif	17.972.782.262,85	100	Total	17.972.782.262,85	100

Source : élaboré par nos soins, à partir du bilan financier de l'exercice 2016

Tableau 3.4 : Bilan financier condensé au 31/12/2017

Actif	Montants	%	Passif	Montants	%
v. immobilisées	10.044.680.951,27	59,53	Fonds propres	10.000.294.213,94	59,27
v. d'exploitation	4.107.064.936,05	24,34	DLMT	2.038.421.651,10	12,08
v. réalisables	1.690.738.855,00	10,02	DCT	4.834.728.500,34	28,65
v. disponible	1.030.959.623,06	6,11			
Total	16.873.444.365,38	100	Total	16.873.444.365,38	100

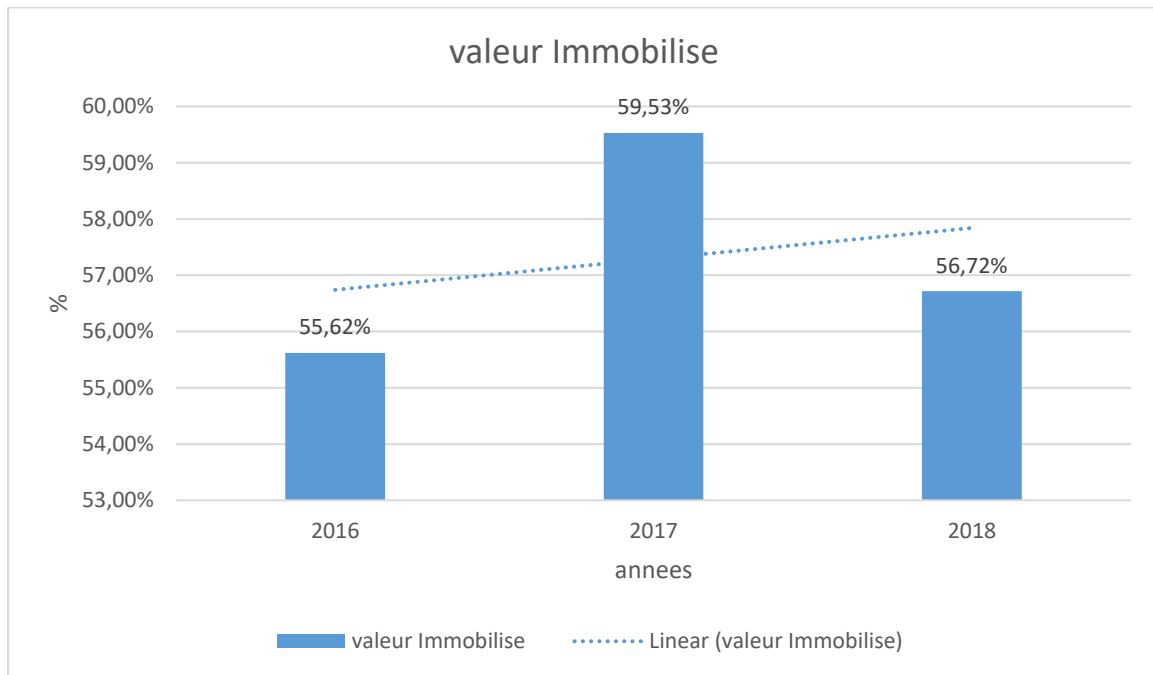
Source : élaboré par nos soins, à partir du bilan financier de l'exercice 2017

Tableau 3.5 : Bilan financier condensé au 31/12/2018

Actif	Montants	%	Passif	Montants	%
v. immobilisées	9.404.321.325,91	56,72	Fonds propres	9.166.966.641,08	55,29
v. d'exploitation	3.639.182.181,01	21,95	DLMT	2.171.137.156,56	13,10
v. réalisables	2.789.334.896,41	16,82	DCT	5.240.942.353,80	31,61
v. disponible	746.207.748,11	4,51			
Total	16.579.046.151,44	100	Total	16.579.046.151,44	100

Source : élaboré par nos soins, à partir du bilan financier de l'exercice 2014

Figure N° 3.1 : La présentation graphique des bilans de grandes masses : Valeur Immobilisées

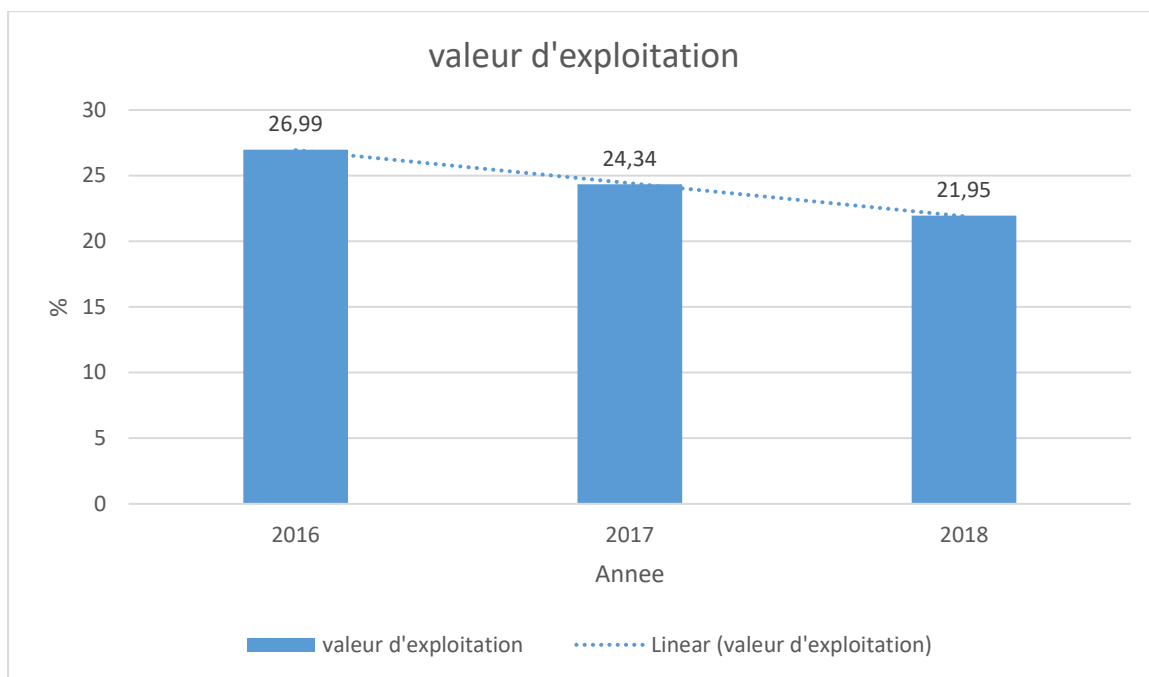


Commentaires :

Les valeurs immobilisées (V I)

La part des actifs non courants dans le bilan de l'entreprise est de 55,62 %, 59,53 % et 56,72 % pour 2016, 2017 et 2018, respectivement, et se compose principalement d'immobilisations corporelles (bâtiments, terrains, etc.), ce qui est une proportion justifiable pour une entreprise industrielle. Nous constatons également que la valeur des immobilisations de l'entreprise a augmenté en 2017 et a baissé en 2018, Cela s'explique par le fait que les impôts différés sur les actifs ont augmenté progressivement au cours de la période de trois ans et aussi par le fait que la diminution du pourcentage d'actifs immobilises en 2018 peut s'expliquer par l'amortissement complet des actifs financiers fixes en 2018. Mais, globalement, les actifs fixes ont augmenté sur le long terme comme le montre la ligne de tendance bien qu'aucune nouvelle acquisition n'ait été faite, ce qui implique qu'ENIEM a investi dans d'autres actifs, par exemple d'autres actifs financiers.

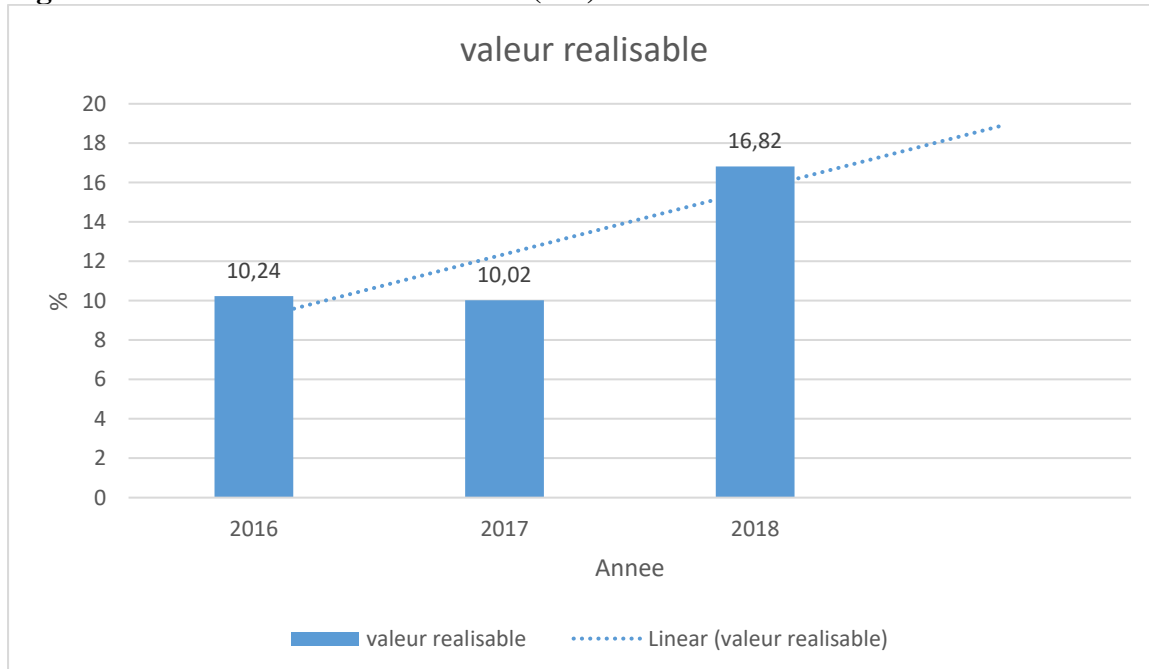
Figure N° 3.2 : Les valeurs d'exploitations (VE)



Commentaires :

Les valeurs d'exploitations ont diminué au cours de la période de trois ans, comme le montre le diagramme ci-dessus (fig...). Le diagramme montre également une ligne de tendance à pente négative, comme l'explique la diminution des produits finis au cours de ces trois années.

Figure N° 3.3 : Les valeurs réalisables (VR)

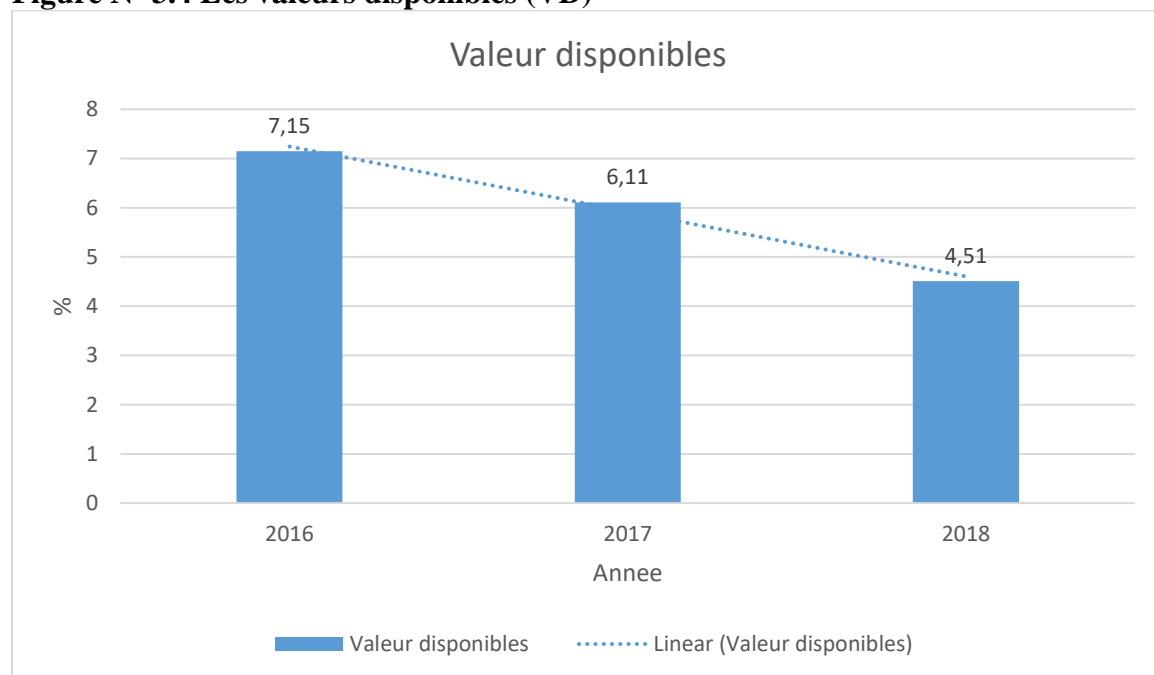


Commentaires :

Les valeurs réalisables ont augmenté de manière drastique en 2018 après avoir été presque constantes les deux années précédentes. Ceci s'explique par la démarche de l'ENIEM d'intégrer 70% de ses produits auprès de ses fournisseurs Libanais Le Matic et au second semestre 2018 dans le cadre du partenariat avec le fournisseur libanais de matière première, le projet « avance

bien » et est « à plus de 90% d'avancement », a précisé M. Mouazer, relevant que des prototypes ont même été fabriqués, cela a attiré plus de clients.

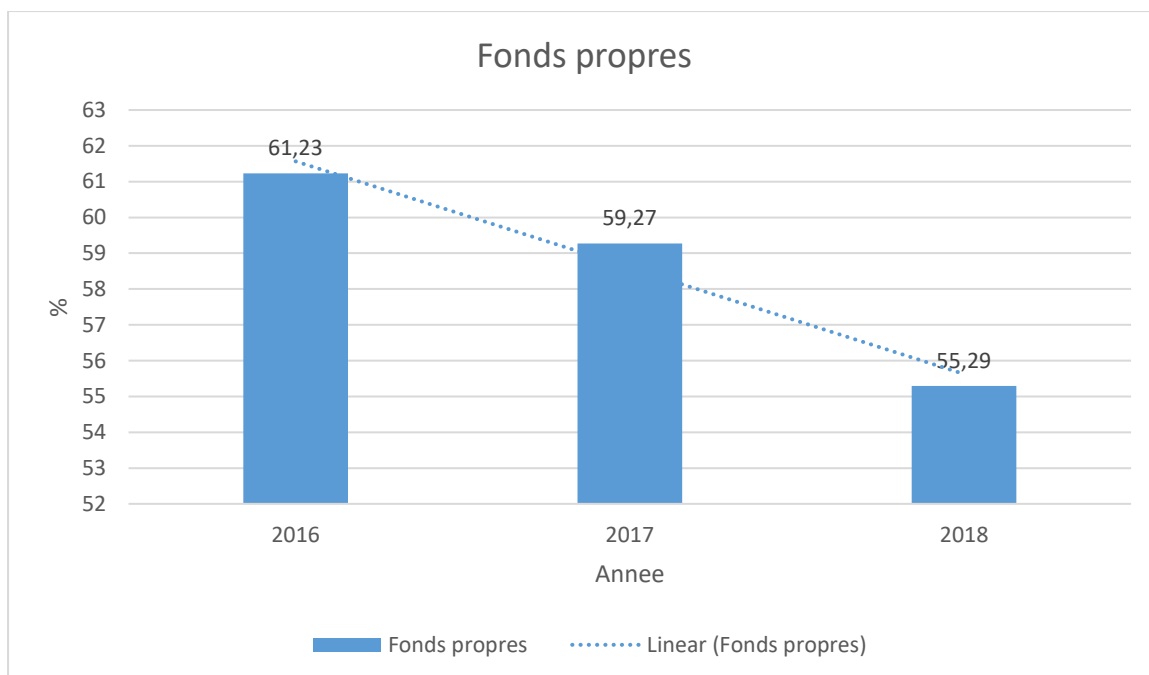
Figure N° 3.4 Les valeurs disponibles (VD)



Commentaires :

Les valeurs disponibles ont diminué au cours de la période de trois ans, ce qui n'est pas bon signe pour l'entreprise, qui a besoin de plus de liquidités pour ses opérations quotidiennes. Ceci s'explique par le paiement des charges financières car la DLMT a augmenté impliquant plus de charges à payer (augmentation des charges financières en 2018 indiquée dans le TCR). De plus, les salaires sont restés constants, mais les produits finis ont diminué, ce qui montre l'inefficacité de l'entreprise, car certains travailleurs sont inactifs et ne contribuent pas aux revenus et à la trésorerie, mais reçoivent des salaires.

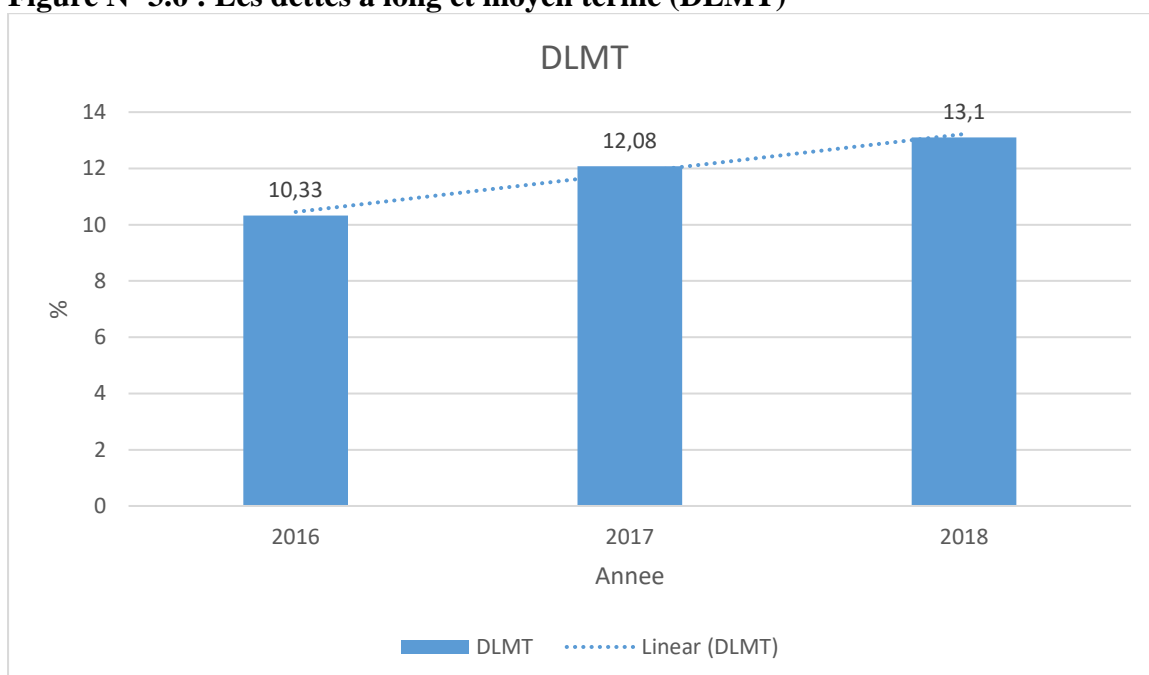
Figure N° 3.5 Les fonds propres (FP)



Commentaires :

Seulement au cours de la période de 3 ans, les fonds propres ont radicalement diminué, ce qui n'est pas bon car cela peut faire fuir les investisseurs. Les pertes ont dilué les fonds propres.

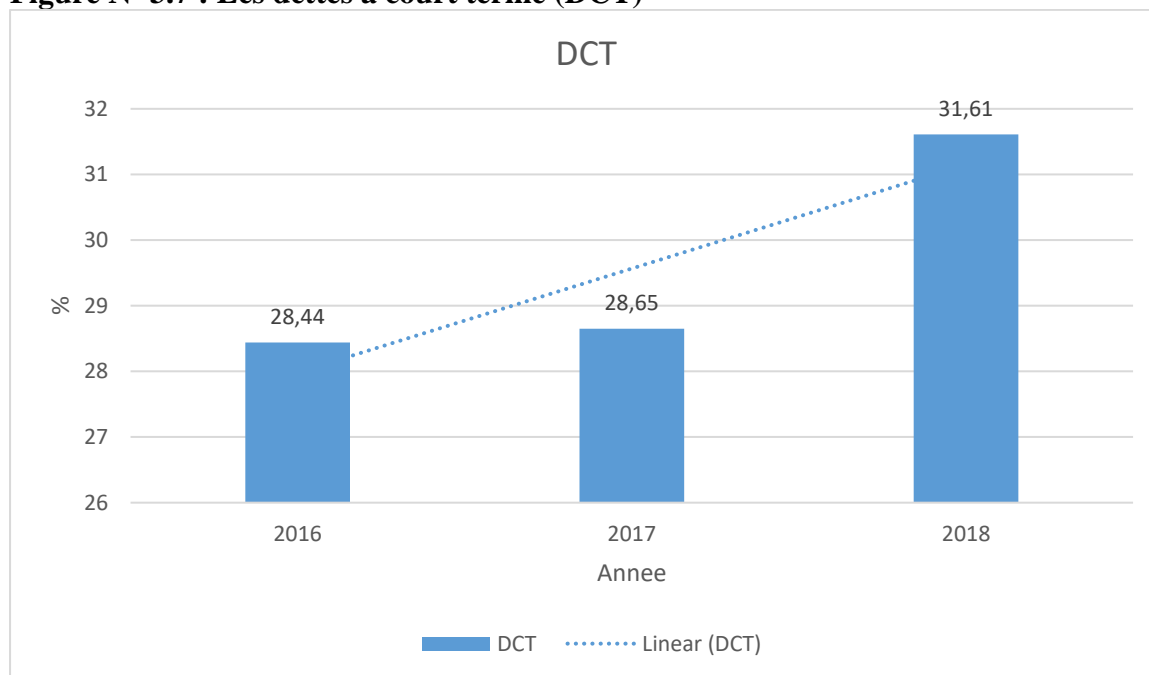
Figure N° 3.6 : Les dettes à long et moyen terme (DLMT)



Commentaires :

Les DLMT ont augmenté, de toute évidence parce que l'entreprise a besoin de plus de capitaux pour continuer à fonctionner et doit donc emprunter davantage de capitaux auprès des institutions financières.

Figure N° 3.7 : Les dettes à court terme (DCT)



Commentaires :

Les dettes à court terme ont augmenté en 2018, ce qui s'explique par une augmentation de la DLMT, ce qui signifie plus de charges à payer.

Section 3 : L'Analyse Statique et Dynamique

3.1 L'Analyse Statique

Après avoir illustré l'instantané du bilan financier, qui fournit un avantage de premier ordre pour l'analyse financière, il est nécessaire de procéder à l'analyse statique de l'ENIEM, qui est fournie par les outils d'analyse suivants : FR, BFR, et TR. L'objet de cette sous-section est de calculer, étudier et analyser la marge de sécurité de L'ENIEM c'est-à-dire la partie des ressources permanent qui finance l'actif circulant après couverture des emplois permanents.

$$\text{FR} = \text{Capitaux Permanents} - \text{Actif Immobilisé}$$

$$\text{BFR} = \text{Valeurs d'Exportations} + \text{Valeurs Réalisables} - (\text{DCT} - \text{Dettes Financières})$$

$$\text{TR} = \text{FR} - \text{BFR} = \text{Valeurs Disponibles} - \text{Dettes Financières}$$

Le calcul du fond de roulement

a) Calcul par le haut du bilan

Tableau N° 3.6 : calcul du fond de roulement par le haut du bilan

Année désignation	2016	2017	2018
FP	11.003.914.659,35	10.000.294.213,94	9.166.966.641,08
DLMT	1.857.483.290,56	2.038.421.651,10	2.171.137.156,56
VI	9.996.976.482,87	10.044.680.951,27	9.404.321.325,91
FR (FP+DLMT-VI)	2.864.421.467,04	1.994.034.913,77	1.933.782.471,73

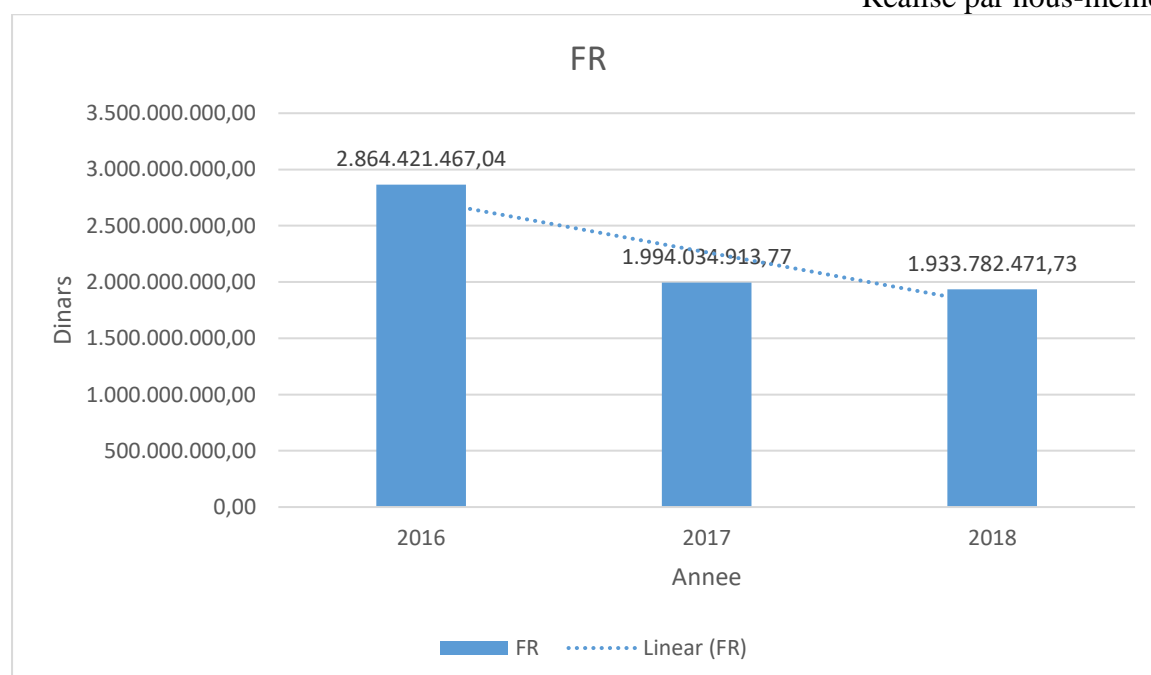
Réalisé par nous-même

b) Calcul par le bas du bilan :

Tableau N° 3.7 : calcul du fond de roulement par le bas du bilan

Année Désignations	2016	2017	2018
VE	4.851.047.994,88	4.107.064.936,05	3.639.182.181,01
VR	1.840.693.279,87	1.690.738.855,00	2.789.334.896,41
VD	1.284.064.505,23	1.030.959.623,06	746.207.748,11
DCT	5.111.384.312,94	4.834.728.500,34	5.240.942.353,80
FR (VE+VR+VD-DCT)	2.864.421.467,04	1.994.034.913,77	1.933.782.471,73

Réalisé par nous-même



L'entreprise " ENIEM " est en équilibre de long terme depuis trois ans et son fonds de roulement est positif pour 2016, 2017 et 2018. Cela signifie que la consommation permanente est entièrement financée par des ressources stables, malgré que la ligne de tendance soit décroissante.

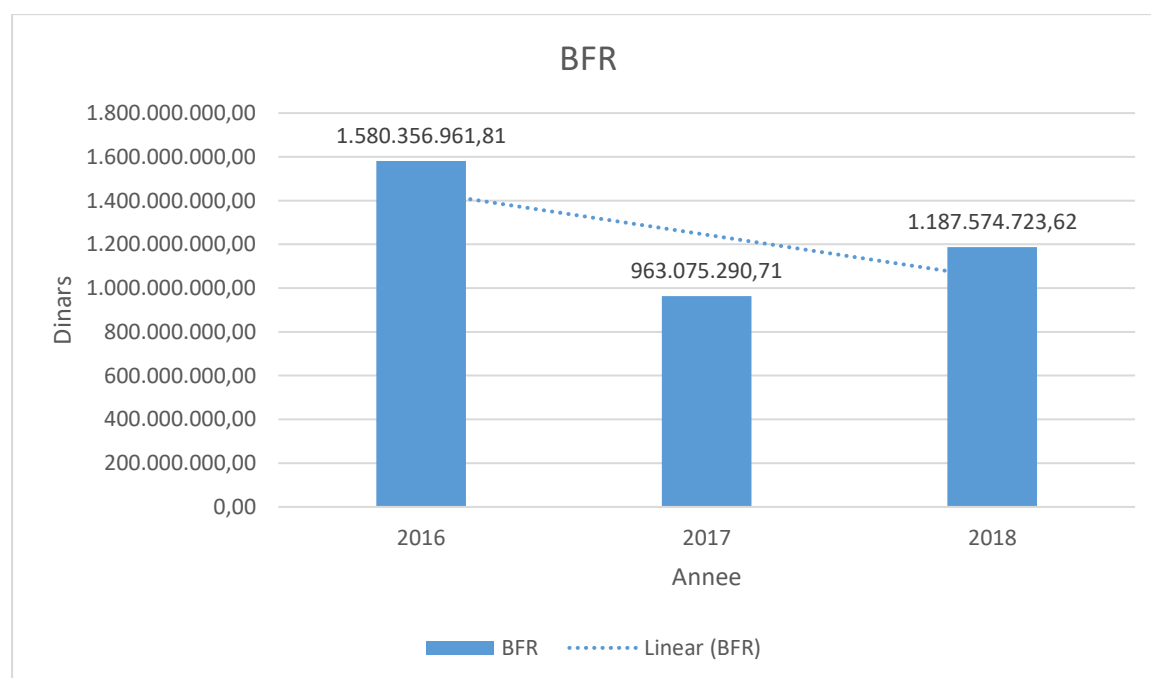
Le calcul de besoin en fond de roulement

- Les dettes à court terme sont hors concours bancaire.

Tableau N° 3.8 : calcul de besoin en fond de roulement

Désignations	Année		
	2016	2017	2018
VE	4.851.047.994,88	4.107.064.936,05	3.639.182.181,01
VR	1.840.693.279,87	1.690.738.855,00	2.789.334.896,41
DCT	5.111.384.312,94	4.834.728.500,34	5.240.942.353,80
BFR (VE+VR-DCT)	1.580.356.961,81	963.075.290,71	1.187.574.723,62

Source : réalisé par nous-même



L'entreprise « ENIEM » est en équilibre à court terme car le BFR est positif pour les années 2016 et 2017 et 2018. Cela signifie que les créances client et les stocks sont plus importants que les dettes fournisseurs, c'est-à-dire que l'ENIEM peut payer ses fournisseurs avant d'être payé par ses clients.

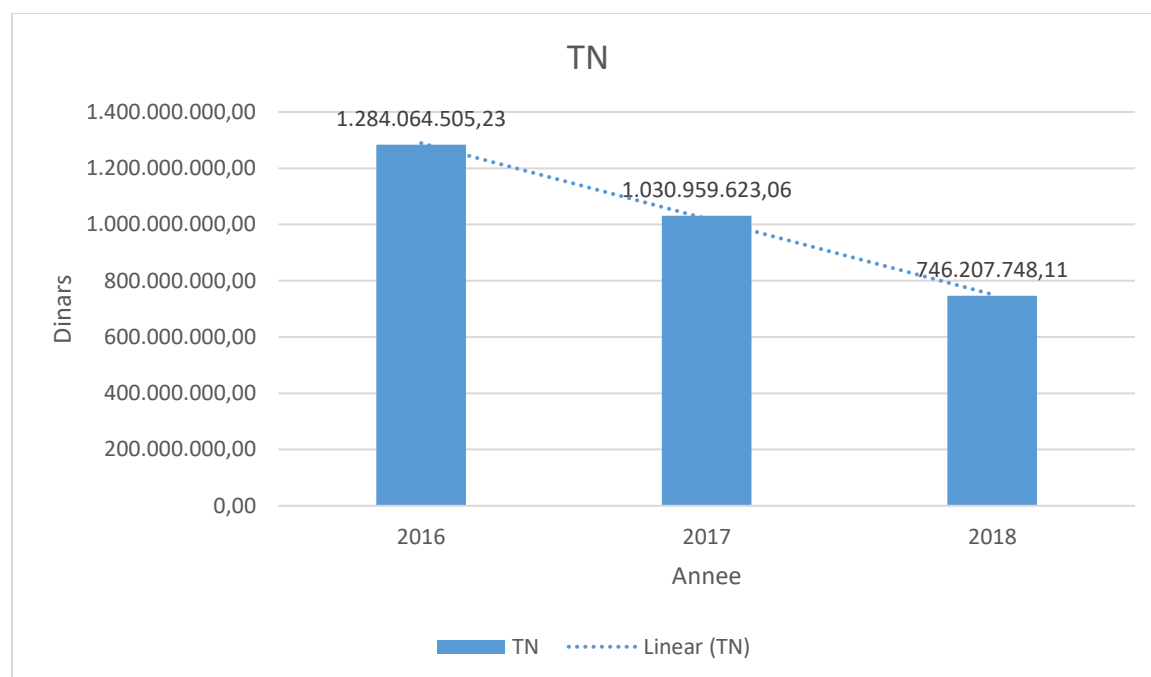
Les calculs de la trésorerie nette

Cette section analyse tous les fonds qui peuvent être rapidement transformés en liquidités pour payer les dettes à court terme, c'est-à-dire la différence entre le montant des fonds dont dispose l'entreprise et le montant des besoins à couvrir. Le cash-flow fournit des informations sur la solvabilité de l'entreprise.

Tableau N° 3.9 : calculs de la trésorerie nette

Année \ Désignations	2016	2017	2018
FR	2.864.421.467,04	1.994.034.913,77	1.933.782.471,73
BFR	1.580.356.961,81	963.075.290,71	1.187.574.723,62
TN (FR-BFR)	1.284.064.505,23	1.030.959.623,06	746.207.748,11

Source : réalisé par nous-même



L'Entreprise « ENIEM » assure l'équilibre immédiat puisque la trésorerie est positive pour les trois années. Malgré que la trésorerie soit positive, la trésorerie nette diminue progressivement chaque année ce qui doit pousser l'entreprise à chercher les raisons.

3.2. L'Analyse Financière Dynamique

Compte tenu de l'importance de l'analyse statique et de la pertinence des données générées par l'analyse statique du FR, BFR et TN, nous devons apporter plus de cohérence grâce à l'analyse dynamique analyse.

Les chefs d'entreprise s'appuient sur l'analyse des données pour les aider à prendre des décisions commerciales. Il existe de nombreux outils d'analyse financière qui peuvent les aider à mieux comprendre leur activité et à tirer des conclusions éclairées. Un outil que les entreprises peuvent utiliser est une analyse de taille commune. Une analyse de la taille commune est un outil que les gestionnaires financiers utilisent pour en savoir plus sur une entreprise au fil du temps. La formule pour une analyse de taille commune est la suivante :

Pourcentage de la base = (montant d'élément individuel / montant d'élément de base) x 100

Cette analyse horizontale vous permet de suivre l'évolution de la gestion financière au fil du temps afin de déterminer si la gestion financière de l'entreprise s'améliore ou se détériore, ainsi que l'endroit où les changements se produisent.

Tableau N° 3.10 : L'analyse de taille commune horizontale

Année / Désignations	2016	2017	2018
	%	%	%
Actif immobilisé	100	100	94
Valeurs d'exploitations	100	85	75
Valeurs réalisables	100	92	152
Valeurs disponibles	100	80	58
Total Actif	100	94	92
Fonds Propres	100	91	83
Dettes à long et moyen terme	100	110	117
Dettes à court terme	100	95	103
Total Passif	100	94	92

Source : réalisé par nous-même

Comme il montre les tendances de la performance d'ENIEM au cours de la période de trois ans, les gestionnaires financiers devraient enquêter et voir les raisons derrière les changements de certains éléments tels qu'une augmentation des débiteurs, une diminution des stocks, une baisse de près de 50% de la trésorerie, pourquoi le capital est dilué, etc. et prendre les mesures nécessaires.

Section 4 : Analyse de la situation de l'entreprise

Dans cette section, nous allons essayer d'analyser la situation financière de l'entreprise à travers l'analyse des Soldes Intermédiaires de Gestion (SIG), l'étude de la Capacité d'Autofinancement, ainsi que l'analyse par la Méthode des Ratios.

4.1 Les Soldes Intermédiaires de Gestion (SIG) de l'entreprise

Tableau N° 3.11 : SIG

Compte	Libelle	2016	2017	2018
70	Vente et produits annexes	4.423.792.399,10	3.904.452.065,17	4.839.862.730,76
60	Achats consommés	3.468.412.606,34	2.317.506.659,37	3.214.195.203,68
121	Marge commerciale	955.379.792,76	1.586.945.405,8	1.625.667.527,08
72	Variation de stocks produits finis et en cours	279.677.072,11	(480.662.851,05)	(324.407.004,20)
73	Production immobilisée	1.628.986,30	2.284.949,18	1.317.837,53
61/62	Services extérieurs et autres consommations	219.516.927,94	136.320.765,06	158.043.816,91
122	Valeur ajoutée	1.017.168.923,25	972.246.738,87	1.144.534.543,5
74	Subventions d'exploitation	0	0	0
63	Charges de personnels	1.462.315.392,41	1.180.109.954,98	1.344.706.185,22
64	Impôt, taxes et versements assimilés	56.551.681,88	44.260.808,74	79.281.201,86
123	Excédent brut d'exploitation	-501.698.151,04	(252.124.024,85)	(279.452.843,58)
75	Autres produits opérationnels	77.886.383,02	94.944.494,88	37.467.207,30
78	Reprise sur perte de valeur et provisions	307.144.184,95	53.562.728,59	151.425.462,49
65	Autres charges opérationnelles	599.474.194,61	101.525.448,81	61.429.272,99
68	Dotations aux amortissements, provisions et perte de valeurs	420.643.283,25	276.913.193,30	251.059.770,38
124	Résultat hors charges et produits financiers	(1.136.785.060,93)	(482.055.443,49)	(403.049.217,16)
76	Produits financiers	20.915.864,73	21.676.170,42	20.017.412,66
66	Charges financières	160.979.589,76	23.822.620,70	192.964.505,56
125	Résultat courant avant impôt	(1.276.848.785,96)	(484.201.893,77)	(575.996.310,06)
77	Produits extraordinaires	0	0	0
67	Charges extraordinaires	0	0	0
126	Résultat extraordinaire	0	0	0
127	Résultat net comptable avant impôt	(1.276.848.785,96)	(484.201.893,77)	(575.996.310,06)
69	Charges d'impôts	10.000,00	10.000,00	10.000,00
120	Bénéfice net comptable après impôt	(1.276.858.785,96)	(484.211.893,77)	(576.006.310,06)

Source : réalisé par nous-même

LES COMMENTAIRES

- **Marge commercial :** Nous constatation une augmentation de marge commercial pendant les trois années, elle représente respectivement 955.379.792,76 DA en 2016, 1.586.945.405,8DA en 2017 et 1.625.667.527,08 DA en 2018. Cette augmentation est une action positive qui participe à la rentabilité de l'entreprise. Cette augmentation est une réflexion d'une augmentation de volumes des ventes ou une augmentation de prix des ventes, une bonne organisation des rotations des stocks de marchandise ou di munition des couts comme on a vue en 2017.
- **Valeur Ajoutée :** La valeur ajoutée est considère comme un indicateur économique qui permet de mesurer la valeur de la production réalisée au sein d'une entreprise. Nous avons remarqué un légère baisse du montant de value ajoutée dans l'année 2017 qu'est 972.246.738,87DA par rapport à 2016 et 2018 qui est respectivement représente par 1.017.168.923,25 DA et 1.144.534.543,5 DA. La baisse de la valeur ajoutée s'explique notamment par le recul des ventes de l'ordre de 3.904.452.065,17 DA (-438, 474, 787,835.83DA) en 2017 par rapport à d'autres années.
- **L'Excédent Brut d'Exploitation :** L'entreprise a enregistré au cours des trois dernières années un EBE négatif, Un excédent brut d'exploitation négatif signifie que le chiffre d'affaires encaissé n'a pas suffi à couvrir les charges liées à sa réalisation comme indique ici par l'augmentation des charges personnelles. L'activité économique n'est pas rentable.
- **Résultat hors charges et produits financiers :** Pour les trois années de l'exercice (2016, 2017 et 2018), le résultat opérationnel est négatif, suit à l'augmentation des dotations aux amortissements, provisions et pertes et les autres charges opérationnelles.
- **Résultat courant avant impôt :** Le résultat courant avant impôt est négatif pour les années ce qui veut dire que les charges excèdent les produits.
- **Résultat extraordinaire :** Le résultat extraordinaire est nul parce que il ne y'a pas d'activité hors exploitation.
- **Résultat comptable avant impôt :** Il est égal au résultat courant avant impôt car le résultat extraordinaire
- **Bénéfice net comptable après impôt :** Au cours de ces trois années l'entreprise a réalisé un bénéfice net négatif c'est-à-dire un déficit. Le recul de chiffre d'affaire et

l'augmentation des charges personnels et les dotations et amortissements provision et perte de valeur sont les principales causes de cette baisse.

4.2 Etude de la Capacité d'Autofinancement (CAF)

Calcul de la Capacité d'Autofinancement par la Méthode Soustractive

Le tableau suivant détaille l'évolution de la capacité d'autofinancement par la méthode de soustractive durant les trois années de l'exercice, comme suit :

Tableau N° 3.12 : CAF par la méthode soustractive

Désignation	2016	2017	2018
Excédent brut d'exploitation (ou insuffisance)	(501.698.151,06)	(252.124.024,85)	(279.452.843,58)
+Transfert de charges (d'exploitation)	0,00	0,00	0,00
+Autres produits (d'exploitation)	77.886.383,02	94.944.494,88	37.467.207,30
-Autres charges (d'exploitation)	599.474.194,61	101.525.448,81	61.429.272,99
±Quotes-parts de résultat sur opération faites en commun	0,00	0,00	0,00
+Produits financier(a)	20.915.864,73	21.676.170,42	20.017.412,66
-Charges financières(b)	160.979.589,76	23.822.620,70	192.964.505,56
+Produits exceptionnels(c)	0,00	0,00	0,00
-Charges exceptionnels(d)	0,00	0,00	0,00
-Participation des salariés aux résultats	0,00	0,00	0,00
-Impôts sur les bénéfices	10.000,00	10.000,00	10.000,00
-Impôts différés (variations) sur résultats ordinaires	(214.596.696,14)	(106.122.774,41)	(23.574.306,61)
Capacité d'autofinancement	(948.762.991,54)	(154.738.654,65)	(452.797.695,56)

Source : Elabore par nous-même

Tableau N° 3.13 : Le calcul de la capacité d'autofinancement par la méthode additive.

Désignation	2016	2017	2018
Résultat net	(1.062.262.089,84)	(378.089.119,36)	(552.432.003,45)
(+)Dotation aux amortissements, provision et perte de valeurs	420.643.283,25	276.913.193,30	251.059.770,38
(+)La valeur nette comptable des actifs cédés	0,00	0,00	0,00
(-)Reprise sur perte de valeur et provisions	307.144.184,95	53.562.728,59	151.425.462,49
(-)Quote-part des subventions d'investissements virés au résultat	0,00	0,00	0,00
(-)Produit de cession d'élément de l'actif	0,00	0,00	0,00
CAF	(948.762.991,54)	(154.738.654,65)	(452.797.695,56)

Elabore par nous-même

Commentaire

Au cours des trois années de l'exercice, la CAF à enregistre des montants déficitaires dû aux résultats des exercices qui enregistrent des déficits, l'entreprise ne génère pas suffisamment de revenus pour couvrir son cycle d'exploitation, ce qui signifie qu'elle dégage un déficit monétaire et elle n'a pas la possibilité de financer des nouveaux investissements, ou de remboursements des emprunts.

4.3 L'Analyse par la Méthode des Ratio

4.3.1 Ratios de la structure financière

Le tableau suivant montre le calcul de différents ratios de la structure financière durant les trois années de l'exercice, comme suit:

4.3.2 Analyse des ratios de liquidité

Analyse des ratios de liquidités (générale et restreinte et immédiate pour les trois années) se présente comme suit

Tableau N° 3.14 : ratio de liquidité

RATIO	FORMULAE	TOTAL		
		2016	2017	2018
Liquidité générale	Actif Courant / Dettes à Court Terme	1,56	1,41	0,14
Liquidité restreinte	(Créances à moins d'un an + Disponibilités)/Dettes à court terme	0,61	0,56	0,67
Liquidité immédiate	Disponibilités/Dettes à court terme	0,25	0,21	0,14

Elabore par nous-même

Les commentaires**R. de liquidité générale :**

Ce ratio est favorable selon les deux exercices 2016 et 2017 car il est supérieur à 1, donc l'actif circulant arrive à couvrir les dettes à court terme de l'entreprise ENIEM, Cependant, la capacité de l'entreprise à couvrir ses dettes n'était pas réalisé en 2018 comme indique par le ratio moins d'un. Cela signifie que l'entreprise était solvable pour les deux exercices et insolvable pour l'année 2018. L'entreprise aura des difficultés à rembourser ses dettes dans l'année 2018 parce que il y a une mauvaise gestion des éléments à court terme vue par une augmentation des clients et autre débiteurs donc l'entreprise n'a pas assez des fonds dans les disponibilités pour couvrir ses dettes.

Liquidité restreinte

Le ratio de liquidité réduite mesure le degré de couverture des dettes à court terme par les Valeurs réalisables et les valeurs disponibles. Dans les trois exercices ce ratio est inférieur à 1, c.-à-d. que les valeurs réalisables et les valeurs disponibles est inférieur à dette à court terme. Alors l'entreprise n'a pas la capacité à faire face à ses engagements à court terme sans recourir à ses actifs à court terme non liquide c- a- d les stocks.

Ratio de liquidité immédiate

On constate que l'entreprise ne peut pas faire face à ses dettes à court terme avec ses disponibilités. Une valeur faible de ce ratio ne peut pas refléter l'absence de solvabilité vue que l'entreprise détient des stocks et créances qui peuvent faire face à des dettes à court termes.

Analyse des ratios de structure financière

Tableau No 3.15 : Analyse des ratios de structure financière

RATIO	FORMULAE	TOTAL		
		2016	2017	2018
Autonomie financière	Capitaux propres/ Total des dettes	0,61	0,59	0,55
Endettement	Total des dettes/ capitaux propres	1,63	1,69	1,81
Solvabilité	Total Actif /dettes a plus d'un an - dettes a moins d'un an	2,14	2,45	2,23

Réalisé par nous-même

Les commentaires**Autonomie financière**

Ce ratio est inférieur à 1, cela signifie que les capitaux propres ne couvrent pas l'ensemble des dettes contractées auprès des établissements bancaires, donc l'entreprise est trop endettée et dépendante des financements extérieurs et sa peut rendre l'entreprise des problèmes à contracter des nouveaux emprunts bancaires.

Endettement

Il présente une valeur forte et supérieure à 1 durant les années 2016, 2017, 2018, ce qui signifie une forte participation des dettes au financement des emplois.

Solvabilité

Ce ratio sert à démontrer la capacité d'une entreprise, grâce à l'addition de tous ses actifs, d'honorer l'intégralité de ses dettes, quelle que soit leur nature. Pour les trois années le ratio est supérieur à 1 alors l'entreprise est solvable.

4.3.3 Analyse de ratios de rentabilité

Tableau No : 3.16 : Analyse de ratios de rentabilité

RATIO	FORMULAE	TOTAL		
		2016	2017	2018
Rentabilité commerciale	EBE/ventes	(0,11)	(0,081)	0.030
	Résultat net/Ventes	(0,24)	(0,12)	(0.052)
Rentabilité économique	Résultat net/Actif total	(0,059)	(0,065)	(0.016)
Rentabilité financière	Résultat net/Capitaux propres	(0,096)	(0,038)	(0.019)

Réalisé par nous-même

Les commentaires

Rentabilité commerciale

La rentabilité commerciale permet d'estimer l'impact d'une baisse du chiffre d'affaires de l'entreprise sur son résultat net. Pour les trois années les ratios de rentabilité commerciale pour l'entreprise ENIEM sont négatif qui signifie que les charges sont trop élevées par rapport au chiffre d'affaire et l'entreprise n'est pas rentable dans son secteur d'activité

Rentabilité économique

La rentabilité économique mesure la rentabilité des capitaux engagés. On a constaté d'après les résultats ci-dessus que le taux de rentabilité économique est négatif pour les trois années et l'entreprise n'arrive pas dans son activité courante à dégager des revenus avec les sources de financement dont elle dispose et l'entreprise ENIEM doit alors trouver rapidement des solutions si elle ne veut pas faire faillite.

Rentabilité financière

Nous constatons aussi que le ratio de rentabilité financière est négatif pour les trois années 2016,2017 et 2018. Cela signifie simplement que l'entreprise n'est pas en mesure de couvrir ses charges avec le revenu que génère son activité.

Conclusion

Tout d'abord, il convient de noter que la gestion financière occupe une place importante dans la politique générale et joue un rôle clé, car son contrôle ne contribue pas seulement à la résolution des problèmes économiques et financiers, son rôle dans la politique générale, car son contrôle ne contribue pas seulement à la résolution des problèmes économiques et financiers non seulement à la résolution des problèmes économiques, mais aussi à la garantie de la durabilité, l'expansion, la croissance et l'adaptation à un avenir incertain.

Notre stage pratique réalisé à ENIEM à Tizi Ouzou, nous a permis de constater que l'analyse financière peut démontrer l'impact de l'absence de gestion financière dans sa structure, ce qui l'a conduit à des difficultés financières au cours des deux dernières années. Cette situation est générée par la mauvaise gestion et coordination de ses politiques (financement, fonctionnement

et dette). En conclusion, on peut dire qu'il est essentiel de mettre en place un département financier efficace dans une entreprise et de mettre tous les éléments nécessaires à sa bonne marche dans une entreprise et de mettre en place tous les moyens nécessaires pour assurer le bon fonctionnement et le bien-fondé de ses décisions.

Conclusion générale

Conclusion générale

L'objectif principal de notre travail était de répondre à la problématique principale, à savoir le rôle de l'analyse financière dans la rentabilité et la performance de l'entreprise. Pour cela, nous avons émis une hypothèse selon laquelle l'analyse financière ne joue pas seulement un rôle important dans la rentabilité et la performance de l'entreprise, mais aussi dans la concurrence avec d'autres entreprises situées dans le même domaine. Et pour apporter quelques éléments de réponse qui pourront confirmer cette hypothèse, nous avons adopté une démarche méthodologique basée sur deux sections: le premier étant de procéder à une recherche bibliographique à travers une lecture d'un ensemble d'articles, d'ouvrages, de rapports et de sites internet spécialisés dans le domaine. La deuxième section consistait à effectuer un stage pratique de trois mois au sein d'une entreprise (ENIEM) qui nous paraissait comme un choix idéal et stratégique par rapport à notre thème.

En utilisant toutes les ressources dont nous disposions et qui nous ont été données par l'entreprise, nous avons essayé d'analyser la position financière de l'entreprise ainsi que sa performance au cours de la période de 3 ans, bien que la période de 3 ans puisse ne pas être si représentative de l'image globale, mais nous pouvons déduire et trouver des solutions immédiates à mettre en œuvre pour éviter les problèmes futurs en utilisant ceci.

Premièrement, après avoir analysé les états financiers et d'autres documents et nos propres calculs par exemple FR, BFR et TN, nous sommes arrivés à la conclusion que la société (ENIEM) est en équilibre à long terme, à court terme et à très court terme mais ENIEM doit enquêter sur les raisons pour lesquelles ces équilibres diminuent à un rythme alarmant car cela pourrait causer des dommages dans le futur.

Deuxièmement, nous avons analysé en utilisant les ratios tels que la liquidité générale, l'autonomie financière et le ratio de levier. La situation à laquelle l'entreprise est confrontée n'est pas stable pour le moment. ENIEM a besoin de liquidités pour fonctionner quotidiennement, pour payer les dépenses, les travailleurs, les charges financières, etc. Le taux de diminution de ces liquidités devrait donc inciter les dirigeants à prendre des mesures et des décisions stratégiques. Actuellement à 0,14, nous pourrions voir la société prendre des découverts qui pourraient augmenter les charges financières. De même, l'AF est actuellement à 0,55, en dessous de 1, ce qui signifie que l'entreprise est surendettée. Les dirigeants devraient prendre des mesures car les emprunts futurs pourraient être difficiles à garantir étant donné le niveau d'endettement de l'entreprise.

Du côté de la performance, après avoir analysé le TCR, la période de 3 ans montre que l'entreprise est en difficulté, ne rapportant que des pertes. Elle dispose d'une CAF négative pour financer des projets en utilisant ses propres sources, ce qui n'est pas bon pour une entreprise qui a de l'innovation pour produire de nouveaux produits et les financer ou faire leur propre recherche et développement pour augmenter la valeur de l'entreprise.

Pour résumer, les dirigeants devraient s'asseoir et voir où les choses ne vont pas, c'est-à-dire analyser ses forces et ses faiblesses (analyse SWOT), prendre des décisions importantes et significatives sur l'avenir d'ENIEM. «Un point à temps en sauve neuf».

REFERENCES
BIBLIOGRAPHIQUES

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Ouvrages

1. Rejean Belize, Guy Mercier, Faouzi Rassie « Analyse et Gestion financière».
2. Michel REFAIL, « l'analyse financière », PUF, paris, 1994.
3. Elie COHN, « analyse financière », 4 Emme Edition économique, paris, 1994.
4. J.BARREAU et J.DELAHAYE. (1995), Gestion financière, 4^{ème} édition DUNOD, PARIS.
5. CONSO.P, HEMECLF. (2002), Gestion financière de l'entreprise, 10^{ème} édition DUNOD, paris.
6. KHEMAKHEM .A, (1992), La dynamique du contrôle de gestion, édition, DUNOD, paris.
7. MALLOT J, L et JEAN C, « l'essentielle du control de gestion », édition d'organisation, paris, 1998.
8. JEAN LOUIS AMELEON "Gestion financière" 2^{eme} Edition maxima paris 2000.
9. Elie COEN, « gestion financière », 6^{eme} édition, Paris, 2006.
10. Beatrice et Francis Grand Guillot «Analyse Financière» Moments LMD 12^eEdition 2015-1016
11. Jean-Bernard Mattret «Analyse de la situation financière et de ses perspectives d'évolution».
12. 2BARREAU.J, DELAHAYE.J : gestion financière, 4^{ème} édition DUNOD, paris 1995.
13. Géard Melyon ; « gestion financière », 4^{eme} édition, BREAL, 2007.
14. Hubert de la Bruslerie, Analyse financière information financière et diagnostic, 2006, DUNOD, Paris, 3^{ème} édition.
15. Hubert de la Bruslerie, Analyse financière information financière, évaluation, diagnostic, 2010, DUNOD, Paris, 4^{ème}.
16. GRIFFITHS S, DEGOS J G. (2001) Gestion financière, édition d'organisation, paris.
17. DEPALLESNS, G. JOBARD, G : Gestion financière de l'entreprise, 11^{ème} Ed.1997.
18. ReFait, M : l'analyse financière, PUF, paris, 1994.
19. BARREAU J et DELAHAYEJ, Gestion financière, 12^{ème} Ed Dunod, paris, 2003.
20. LAURENTBATSHI : le diagnostic financier, paris. 1995.

Mémoires de fin d'étude

1. Le rôle de l'analyse financière dans la rentabilité et la performance de l'entreprise Cas d'entreprise CEVITAL, 2015/2016, TEBANI Nabyla

Sites internet et autres

1. <https://www.sage.com/fr-fr/blog/glossaire/actif-definition-de-lactif-en-comptabilite-dentreprise/>
2. <https://economy-pedia.com/11036789-non-current-liabilities>
3. ELIE.C, op.cit
4. Idem.

Liste des tableaux

Liste des tableaux

- Tableau N° 1.1 : La présentation des utilisateurs de l'information financière**
- Tableau N° 1.2 : la présentation d'actif du bilan comptable**
- Tableau N° 1.3 : la présentation de passif du bilan comptable**
- Tableau N° 1.4 : Présentation du bilan financier**
- Tableau N° 1.5 : Présentation le bilan financier en grand masse**
- Tableau N° 2.1 : distinction entre les emplois et les ressources**
- Tableau No 2.2 : L'évolution de la trésorerie nette**
- Tableau No 2.3 : La Méthode Soustractive**
- Tableau N° 2.4 : La méthode additive**
- Tableau N° 2.5 : Représentation schématique du compte de résultat (TCR)**
- Tableau N° 2.6 : la Présentation schématique des SIG**
- Tableau N° 3.1 : Les emplois de l'ENIEM**
- Tableau N° 3.2 : Les ressources de l'ENIEM**
- Tableau N° 3.3 : Bilan financier condensé au 31/12/2016**
- Tableau N° 3.4 : Bilan financier condensé au 31/12/2017**
- Tableau N° 3.5 : Bilan financier condensé au 31/12/2018**
- Tableau N° 3.6 : calcul du fond de roulement par le haut du bilan**
- Tableau N° 3.7 : calcul du fond de roulement par le bas du bilan**
- Tableau N° 3.8 : calcul de besoin en fond de roulement**
- Tableau N° 3.9 : calculs de la trésorerie nette**
- Tableau N° 3.10 : L'analyse de taille commune horizontale**
- Tableau N° 3.11 : SIG**
- Tableau N° 3.12 : CAF par la méthode soustractive**
- Tableau N° 3.13 : Le calcul de la capacité d'autofinancement par la méthode additive.**
- Tableau N° 3.14 : ratio de liquidité**
- Tableau N° 3.15 : Analyse des ratios de structure financière**
- Tableau N° 3.16 : Analyse de ratios de rentabilité**

Liste des figures

Liste des figures

Figure N° 3.1 : La présentation graphique des bilans de grandes masses : Valeur Immobilisées

Figure N° 3.2 : Les valeurs d'exploitations (VE)

Figure N° 3.3 : Les valeurs réalisables (VR)

Figure N° 3.4 Les valeurs disponibles (VD)

Figure N° 3.5 Les fonds propres (FP)

Figure N° 3.6 : Les dettes à long et moyen terme (DLMT)

Figure N° 3.7 : Les dettes à court terme (DCT)

Annexes

COMPTE DE RESULTATS (Par nature)

Période du 01/01/2016 au 31/12/2016

N° DE CPTÉ	DESIGNATION	Note	Montants au 31/12/2016	Montants au 31/12/2015
70	Ventes et produits annexes		4.423.792.399,10	5.381.308.657,82
72	Variation stocks produits finis et en cours		279.677.072,11	-288.790.988,80
73	Production immobilisée		1.628.986,30	8.313.643,89
	I - PRODUCTION DE L'EXERCICE		4.705.098.457,51	5.100.831.312,91
60	Achats consommés		3.468.412.606,34	3.704.299.351,00
	Services extérieurs et autres consommations		219.516.927,94	197.742.135,40
61	Services extérieurs		56.305.567,66	89.140.384,21
62	Autres services extérieurs		163.211.360,28	108.601.751,19
	II - CONSOMMATION DE L'EXERCICE		3.687.929.534,28	3.902.041.486,40
	III - VALEUR AJOUTÉE D'EXPLOITATION (I - II)		1.017.168.923,23	1.198.789.826,51
63	Charges de personnels		1.462.315.392,41	1.488.238.339,33
64	Impôts, taxes et versements assimilés		56.551.681,88	90.310.243,16
	IV - EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION		-501.698.151,06	-379.758.755,98
75	Autre produits opérationnels		77.886.383,02	69.169.979,62
65	Autres charges opérationnelles		599.474.194,61	430.957.821,27
68	Dotations aux amortissements, Provisions et pertes de valeur		- 420.643.283,25	700.093.329,28
78	Reprise sur pertes de valeur et provisions		307.144.184,95	285.551.044,24
	V - RESULTAT OPERATIONNEL		-1.136.785.060,95	-1.156.088.882,67
76	Produits financiers		20.915.864,73	67.754.834,93
66	Charges financières		160.979.589,76	123.964.554,75
	VI - RESULTAT FINANCIER		-140.063.725,03	-56.209.719,82
	VII - RESULTAT ORDINAIRE AVANT IMPÔTS (V + VI)		-1.276.848.785,98	-1.212.298.602,49
	Impôts exigibles sur résultats ordinaires		10.000,00	0,00
695	Impôts sur les bénéfices basés sur le résultat des activités ordinaires		10.000,00	0,00
698	Autres impôts sur les résultats		0,00	0,00
	Impôts différés (variations) sur résultats ordinaires		-214.596.696,14	-301.816.560,09
692	Imposition différée actif		-199.674.863,70	-301.816.560,09
693	Imposition différée passif		-14.921.832,44	
	TOTAL DES PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES		5.111.044.890,21	5.523.307.171,70
	TOTAL DES CHARGES DES ACTIVITES ORDINAIRES		6.173.306.980,05	6.433.789.214,10
	VIII - RESULTAT NET DES ACTIVITES ORDINAIRES		-1.062.262.089,84	-910.482.042,40
77	Eléments extraordinaires (produits)		0,00	0,00
67	Eléments extraordinaires (charges)		0,00	0,00
	IX - RESULTAT EXTRAORDINAIRE		0,00	0,00
	X - RESULTAT NET DE L'EXERCICE		-1.062.262.089,84	-910.482.042,40
	Part dans les résultats nets des sociétés mises en équivalence (1)			
	XI - RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE (1)			
	Dont part des minoritaires (1)			
	Part du groupe (1)			

ENIEM SOCIETE MERE
BILAN
Exercice clos le 31/12/2016

ACTIF						
N° DE CPTÉ	DÉSIGNATION	NOTE	Montant Brut	Amort. ou Provisions	Montant Net au 31/12/2016	Montant Net au 31/12/2015
ACTIF NON COURANT						
20	Immobilisations incorporelles		18.917.346,17	14.722.867,67	4.194.478,50	2.759.866,00
204	Logiciels informatiques et assimilés		9.999.729,45	6.251.016,95	3.748.712,50	2.314.100,00
205	Concessions et droits similaires, brevets, licences		8.917.616,72	8.471.850,72	445.766,00	445.766,00
21	Immobilisations corporelles		19.542.228.724,57	11.738.152.440,83	7.804.076.283,74	7.988.719.035,28
211	Terrains		5.291.199.040,00		5.291.199.040,00	5.291.199.040,00
212	Agencements et aménagements de terrain		7.068.543,51	6.487.507,77	581.035,74	792.242,49
213	Batiments		7.757.935.229,94	5.628.572.827,99	2.129.362.401,95	2.292.897.176,68
215	Installations techniques, matériel et outillage indust		6.217.905.329,39	5.872.439.548,65	345.465.780,74	370.238.073,72
218	Autres immobilisations corporelles		268.120.581,73	230.652.556,42	37.468.025,31	33.592.502,39
23	Immobilisations en cours		510.772.294,79		510.772.294,79	198.376.121,81
26	Immobilisations financières		1.471.000.000,00	986.000.000,00	485.000.000,00	485.000.000,00
261	Titres de filiales		1.471.000.000,00	986.000.000,00	485.000.000,00	485.000.000,00
27	Autres immobilisations financières		589.969.311,28		589.969.311,28	590.231.254,64
	Prêts et autres actifs financiers non courants		589.969.311,28		589.969.311,28	590.231.254,64
275	Dépôts et cautionnements versés		25.172.099,22		25.172.099,22	25.207.099,22
276	Autres créances immobilisées		564.797.212,06		564.797.212,06	565.024.155,42
133	Impôts différés actif		602.964.114,56		602.964.114,56	403.194.996,94
TOTAL ACTIF NON COURANT			22.735.851.791,37	12.738.875.308,50	9.996.976.482,87	9.668.281.274,67
ACTIF COURANT						
3	Stocks et encours		5.042.805.246,02	191.757.251,44	4.851.047.994,88	4.668.906.564,74
30	Stocks de marchandises		33.795.909,15		33.795.909,15	22.495.268,56
31	Matières premières et fournitures		1.313.770.019,16	76.513.861,10	1.237.256.158,06	1.242.558.338,75
321	Fournitures consommables		410.225.679,84	49.681.480,19	360.544.199,65	370.427.405,43
322	Matières consommables		64.139.781,69	3.052.480,48	61.087.301,21	52.259.823,12
331	Produits en cours		258.077.916,18		258.077.916,18	342.920.119,35
351	Produits intermédiaires		28.286.309,31	14.178.914,96	14.107.394,35	13.513.678,02
355	Produits finis		2.881.036.440,19	48.330.514,41	2.832.705.925,78	2.582.633.485,83
358	Produits résiduels ou mat. de récupération (déchets, rebuts)		1.702.702,80		1.702.702,80	2.858.992,30
37	Stocks à l'extérieur		51.770.487,70		51.770.487,70	39.239.453,38
	Créances et emplois assimilés		2.456.921.901,69	616.228.621,82	1.840.693.279,87	2.083.055.411,53
	Créances clients		1.204.878.924,19	420.571.636,17	784.307.288,02	1.061.407.096,52
411	Clients		748.557.337,19		748.557.337,19	1.061.407.096,52
416	Clients douteux		456.321.587,00	420.571.636,17	35.749.950,83	0,00
	Autres débiteurs		1.060.527.114,29	195.656.985,65	864.870.128,64	745.767.943,68
409	Four.-débit.: avanc. et acompt. versés,RRR		569.315.520,00	124.428.484,06	444.887.035,94	339.721.890,54
42	Personnel et comptes rattachés		11.604.363,13		11.604.363,13	7.324.181,68
442	Etat, impôts et taxes recouvrables sur des tiers					266.986,62
45	Groupe et associés		478.208.085,57	71.228.501,59	406.979.583,98	393.456.865,37
46	Débiteurs divers et créditeurs divers		1.389.145,59		1.389.145,59	4.967.644,47
486	Charges constatées d'avances		10.000,00		10.000,00	30.375,00
44	Impôts et assimilés		191.515.863,21		191.515.863,21	275.880.371,33
444	Etat, impôts sur les résultats					159.446.881,11
445	Etat, taxes sur le chiffre d'affaires		191.515.863,21		191.515.863,21	116.433.490,22
	Disponibilités et assimilés		1.284.064.505,23		1.284.064.505,23	405.633.130,07
	Trésorerie		1.284.064.505,23	0,00	1.284.064.505,23	405.633.130,07
51	Banque, établissements financiers et assimilés		1.239.402.039,19		1.239.402.039,19	405.033.148,07
53	Caisse		744.082,00		744.082,00	599.982,00
54	Régies d'avances et accreditifs		43.918.384,04		43.918.384,04	
TOTAL ACTIF COURANT			8.783.791.652,94	807.985.872,96	7.975.805.779,98	7.157.595.106,34
TOTAL GENERAL ACTIF			31.519.643.444,31	13.546.861.181,46	17.972.782.262,85	16.825.876.381,01

BILAN

Exercice clos le 31/12/2016

PASSIF				
N° DE CPTÉ	DESIGNATION	NOTE	Montants au 31/12/2016	Montants au 31/12/2015
	CAPITAUX PROPRES			
101	Capital émis		13.124.531.337,69	13.114.531.337,69
1011	Capital social		10.279.800.000,00	10.279.800.000,00
1016	Dotations définitives		2.844.731.337,69	2.834.731.337,69
	Primes et réserves - Réserves consolidées (1)		285.632.230,67	285.632.230,67
106	Réserves (légale, statutaire, ordinaire,réglémentée)		285.632.230,67	285.632.230,67
105	Écart de réévaluation		137.475.497,97	137.475.497,97
12	Résultat net - Résultat net part du groupe (1)		-1.062.262.089,84	-910.482.042,40
11	Autres capitaux propres - Report à nouveau		-1.481.462.317,14	-290.578.480,07
110	Résultat en instance d'affectation		-1.173.677.536,56	-263.195.494,16
115	Ajustement pour changement de méthode comptable		-307.784.780,58	-27.382.985,91
	Part de la société consolidante (1)			
	Part minoritaires (1)			
	TOTAL CAPITAUX PROPRES I		11.003.914.659,35	12.336.578.543,86
	PASSIF NON COURANT			
	Emprunts et dettes financières		1.515.499.679,10	1.315.461.188,98
16	Emprunts et dettes assimilés		1.515.499.679,10	1.315.461.188,98
	Impôts (différés et provisionnés)		92.967.463,95	109.778.089,05
134	Impôts différés passif		92.967.463,95	109.778.089,05
	Provisions et produits comptabilisés d'avance		249.016.147,51	503.182.474,51
153	Provisions pour pensions et obligations similaires		229.197.987,18	463.499.464,52
158	Autres provisions pour charges - passifs non courants		13.649.841,11	33.063.276,27
131	Subventions d'équipement		6.168.319,22	6.619.733,72
	TOTAL PASSIF NON COURANT II		1.857.483.290,56	1.928.421.752,54
	PASSIF COURANT			
	Fournisseurs et comptes rattachés		563.398.097,89	551.702.773,70
401	Fournisseurs de stocks et services		534.499.866,54	429.840.224,45
403	Fournisseurs, effets à payer			649.253,74
404	Fournisseurs d'immobilisations		18.004.772,18	18.249.096,92
408	Fournisseurs factures non parvenues		10.893.459,17	102.964.198,59
	Impôts		219.717.132,32	217.372.607,10
445	Etat, taxes sur le chiffre d'affaires		214.772.127,95	214.474.025,10
447	Autres impôts, taxes et versements assimilés		4.945.004,37	2.898.582,00
	Autres dettes		801.271.985,53	401.032.701,01
419	Clients crédit, avances reçues, RRR à accor,autres avoirs à établir		2.501.600,76	2.248.474,85
42	Personnel et comptes rattachés		647.212.599,65	302.161.961,51
43	Organismes sociaux et comptes rattachés		54.260.646,84	44.614.274,57
442	Etat, impôts et taxes recouvrables sur des tiers		81.054.182,17	25.317.874,68
448	Etat, charges à payer et produits à recevoir (hors impôts)		7.624.415,62	8.068.755,40
45	Groupe et associés		8.479.000,00	18.479.000,00
46	Débiteurs divers et créditeurs divers		29.940,49	
48	Charges ou produits constatés d'avance et provisions		109.600,00	142.360,00
	Trésorerie passif		3.526.997.097,20	1.390.768.002,80
519	Concours bancaires courants		3.500.000.000,00	1.384.000.000,00
518	Banque, établissements financiers et assimilés		26.997.097,20	26.768.002,80
52	Instruments financiers dérivés			
	TOTAL PASSIF COURANT III		5.111.384.312,94	2.560.876.084,61
	TOTAL GENERAL PASSIF I + II + III		17.972.782.262,85	16.825.876.381,01

COMPTE DE RESULTATS (Par nature)

Période du 01/01/2017 au 31/12/2017

N° DE CPTÉ	DESIGNATION	Note	Montants au 31/12/2017	Montants au 31/12/2016
70	Ventes et produits annexes		3.904.452.065,17	4.423.792.399,10
72	Variation stocks produits finis et en cours		-480.662.851,05	279.677.072,11
73	Production immobilisée		2.284.949,18	1.628.986,30
	I - PRODUCTION DE L'EXERCICE		3.426.074.163,30	4.705.098.457,51
60	Achats consommés		2.317.506.659,37	3.468.412.606,34
	Services extérieurs et autres consommations		136.320.765,06	219.516.927,94
61	Services extérieurs		38.337.413,51	56.305.567,66
62	Autres services extérieurs		97.983.351,55	163.211.360,28
	II - CONSOMMATION DE L'EXERCICE		2.453.827.424,43	3.687.929.534,28
	III - VALEUR AJOUTÉE D'EXPLOITATION (I - II)		972.246.738,87	1.017.168.923,23
63	Charges de personnels		1.180.109.954,98	1.462.315.392,41
64	Impôts, taxes et versements assimilés		44.260.808,74	56.551.681,88
	IV - EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION		-252.124.024,85	-501.698.151,06
75	Autre produits opérationnels		94.944.494,88	77.886.383,02
65	Autres charges opérationnelles		101.525.448,81	599.474.194,61
68	Dotations aux amortissements, Provisions et pertes de valeur		276.913.193,30	420.643.283,25
78	Reprise sur pertes de valeur et provisions		53.562.728,59	307.144.184,95
	V - RESULTAT OPERATIONNEL		-482.055.443,49	-1.136.785.060,95
76	Produits financiers		21.676.170,42	20.915.864,73
66	Charges financières		23.822.620,70	160.979.589,76
	VI - RESULTAT FINANCIER		-2.146.450,28	-140.063.725,03
	VII - RESULTAT ORDINAIRE AVANT IMPÔTS (V + VI)		-484.201.893,77	-1.276.848.785,98
	Impôts exigibles sur résultats ordinaires		10.000,00	10.000,00
695	Impôts sur les bénéfices basés sur le résultat des activités ordinaires		10.000,00	10.000,00
698	Autres impôts sur les résultats		0,00	0,00
	Impôts différés (variations) sur résultats ordinaires		-106.122.774,41	-214.596.696,14
692	Imposition différée actif		-90.071.145,26	-199.674.863,70
693	Imposition différée passif		-16.051.629,15	-14.921.832,44
	TOTAL DES PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES		3.596.257.557,19	5.111.044.890,21
	TOTAL DES CHARGES DES ACTIVITES ORDINAIRES		3.974.346.676,55	6.173.306.980,05
	VIII - RESULTAT NET DES ACTIVITES ORDINAIRES		-378.089.119,36	-1.062.262.089,84
77	Eléments extraordinaires (produits)		0,00	0,00
67	Eléments extraordinaires (charges)		0,00	0,00
	IX - RESULTAT EXTRAORDINAIRE		0,00	0,00
	X - RESULTAT NET DE L'EXERCICE		-378.089.119,36	-1.062.262.089,84
	Part dans les résultats nets des sociétés mises en équivalence (1)			
	XI - RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE (1)			
	Dont part des minoritaires (1)			
	Part du groupe (1)			

ENIEM SOCIETE MERE
BILAN
Exercice clos le 31/12/2017

ACTIF						
N° DE CPTÉ	DESIGNATION	NOTE	Montant Brut	Amort. ou Provisions	Montant Net au 31/12/2017	Montant Net au 31/12/2016
ACTIF NON COURANT						
20	Immobilisations incorporelles		18.917.346,17	15.270.017,67	3.647.328,50	4.194.478,50
204	Logiciels informatiques et assimilés		9.999.729,45	6.798.166,95	3.201.562,50	3.748.712,50
205	Concessions et droits similaires, brevets, licences		8.917.616,72	8.471.850,72	445.766,00	445.766,00
21	Immobilisations corporelles		19.734.029.137,59	11.979.436.349,03	7.754.592.788,56	7.804.076.283,74
211	Terrains		5.291.199.040,00		5.291.199.040,00	5.291.199.040,00
212	Agencements et aménagements de terrain		7.068.543,51	6.682.408,94	386.134,57	581.035,74
213	Batiments		7.757.935.229,94	5.805.224.224,97	1.952.711.004,97	2.129.362.401,95
215	Installations techniques, matériel et outillage indust		6.392.091.871,25	5.925.335.582,11	466.756.289,14	345.465.780,74
218	Autres immobilisations corporelles		285.734.452,89	242.194.133,01	43.540.319,88	37.468.025,31
23	Immobilisations en cours		510.661.926,43		510.661.926,43	510.772.294,79
26	Immobilisations financières		1.471.000.000,00	986.000.000,00	485.000.000,00	485.000.000,00
261	Titres de filiales		1.471.000.000,00	986.000.000,00	485.000.000,00	485.000.000,00
27	Autres immobilisations financières		597.743.647,96		597.743.647,96	589.969.311,28
	Prêts et autres actifs financiers non courants		597.743.647,96		597.743.647,96	589.969.311,28
275	Dépôts et cautionnements versés		32.946.435,90		32.946.435,90	25.172.099,22
276	Autres créances immobilisées		564.797.212,06		564.797.212,06	564.797.212,06
133	Impôts différés actif		693.035.259,82		693.035.259,82	602.964.114,56
TOTAL ACTIF NON COURANT			23.025.387.317,97	12.980.706.366,70	10.044.680.951,27	9.996.976.482,87
ACTIF COURANT						
3	Stocks et encours		4.287.982.097,26	180.917.161,21	4.107.064.936,05	4.851.047.994,88
30	Stocks de marchandises		31.967.346,08		31.967.346,08	33.795.909,15
31	Matières premières et fournitures		1.540.851.683,53	78.864.901,05	1.461.986.782,48	1.237.256.158,06
321	Fournitures consommables		417.315.304,94	39.542.830,79	377.772.474,15	360.544.199,65
322	Matières consommables		65.349.844,18		65.349.844,18	61.087.301,21
331	Produits en cours		351.919.061,26		351.919.061,26	258.077.916,18
351	Produits intermédiaires		30.837.669,86	14.178.914,96	16.658.754,90	14.107.394,35
355	Produits finis		1.640.605.374,13	48.330.514,41	1.592.274.859,72	2.832.705.925,78
358	Produits résiduels ou mat. de récupération (déchets, rebuts)		1.648.874,67		1.648.874,67	1.702.702,80
37	Stocks à l'extérieur		207.486.938,61		207.486.938,61	51.770.487,70
	<u>Créances et emplois assimilés</u>		2.305.884.085,36	615.145.230,36	1.690.738.855,00	1.840.693.279,87
	<u>Créances clients</u>		1.581.018.107,46	419.488.244,71	1.161.529.862,75	784.307.288,02
411	Clients		1.126.031.502,23		1.126.031.502,23	748.557.337,19
416	Clients douteux		454.986.605,23	419.488.244,71	35.498.360,52	35.749.950,83
	<u>Autres débiteurs</u>		673.282.058,04	195.656.985,65	477.625.072,39	864.870.128,64
409	Four.-débit.: avanc. et acompt. versés,RRR		137.784.702,62	124.428.484,06	13.356.218,56	444.887.035,94
42	Personnel et comptes rattachés		27.783.407,74		27.783.407,74	11.604.363,13
442	Etat, impôts et taxes recouvrables sur des tiers					
45	Groupe et associés		504.202.374,02	71.228.501,59	432.973.872,43	406.979.583,98
46	Débiteurs divers et créditeurs divers		3.500.558,15		3.500.558,15	1.389.145,59
486	Charges constatées d'avances		11.015,51		11.015,51	10.000,00
44	Impôts et assimilés		51.583.919,86		51.583.919,86	191.515.863,21
444	Etat, impôts sur les résultats					
445	Etat, taxes sur le chiffre d'affaires		51.583.919,86		51.583.919,86	191.515.863,21
	<u>Disponibilités et assimilés</u>		1.030.959.623,06		1.030.959.623,06	1.284.064.505,23
	<u>Trésorerie</u>		1.030.959.623,06	0,00	1.030.959.623,06	1.284.064.505,23
51	Banque, établissements financiers et assimilés		972.560.926,59		972.560.926,59	1.239.402.039,19
53	Caisse		863.221,97		863.221,97	744.082,00
54	Régies d'avances et accreditifs		57.535.474,50		57.535.474,50	43.918.384,04
TOTAL ACTIF COURANT			7.624.825.805,68	796.062.391,57	6.828.763.414,11	7.975.805.779,98
TOTAL GENERAL ACTIF			30.650.213.123,65	13.776.768.758,27	16.873.444.365,38	17.972.782.262,85

BILAN

Exercice clos le 31/12/2017

PASSIF				
N° DE COTE	DESIGNATION	NOTE	Montants au 31/12/2017	Montants au 31/12/2016
CAPITAUX PROPRES				
101	Capital émis		13.124.531.337,69	13.124.531.337,69
1011	Capital social		10.279.800.000,00	10.279.800.000,00
1016	Dotations définitives		2.844.731.337,69	2.844.731.337,69
	Primes et réserves - Réserves consolidées (1)		285.632.230,67	285.632.230,67
106	Réserves (légale, statutaire, ordinaire, réglementée)		285.632.230,67	285.632.230,67
105	Écart de réévaluation		137.475.497,97	137.475.497,97
12	Résultat net - Résultat net part du groupe (1)		-378.089.119,36	-1.062.262.089,84
11	Autres capitaux propres - Report à nouveau		-3.169.255.733,03	-1.481.462.317,14
110	Résultat en instance d'affectation		-2.235.939.626,40	-1.173.677.536,56
115	Ajustement pour changement de méthode comptable		-933.316.106,63	-307.784.780,58
	Part de la société consolidante (1)			
	Part minoritaires (1)			
TOTAL CAPITAUX PROPRES I			10.000.294.213,94	11.003.914.659,35
PASSIF NON COURANT				
	Emprunts et dettes financières		1.725.499.679,10	1.515.499.679,10
16	Emprunts et dettes assimilés		1.725.499.679,10	1.515.499.679,10
	Impôts (différés et provisionnés)		72.308.671,72	92.967.463,95
134	Impôts différés passif		72.308.671,72	92.967.463,95
	Provisions et produits comptabilisés d'avance		240.613.300,28	249.016.147,51
153	Provisions pour pensions et obligations similaires		218.014.396,27	229.197.987,18
158	Autres provisions pour charges - passifs non courants		17.051.369,90	13.649.841,11
131	Subventions d'équipement		5.547.534,11	6.168.319,22
TOTAL PASSIF NON COURANT II			2.038.421.651,10	1.857.483.290,56
PASSIF COURANT				
	Fournisseurs et comptes rattachés		764.448.861,16	563.398.097,89
401	Fournisseurs de stocks et services		583.283.620,74	534.499.866,54
403	Fournisseurs, effets à payer			
404	Fournisseurs d'immobilisations		44.000.261,17	18.004.772,18
408	Fournisseurs factures non parvenues		137.164.979,25	10.893.459,17
	Impôts		208.535.454,00	219.717.132,32
445	Etat, taxes sur le chiffre d'affaires		202.264.649,30	214.772.127,95
447	Autres impôts, taxes et versements assimilés		6.270.804,70	4.945.004,37
	Autres dettes		334.349.248,75	801.271.985,53
419	Clients crédit. avances reçues, RRR à accor. autres avoirs à établir		2.683.987,77	2.501.600,76
42	Personnel et comptes rattachés		267.196.934,41	647.212.599,65
43	Organismes sociaux et comptes rattachés		32.351.404,09	54.260.646,84
442	Etat, impôts et taxes recouvrables sur des tiers		17.146.386,06	81.054.182,17
448	Etat, charges à payer et produits à recevoir (hors impôts)		5.549.237,44	7.624.415,62
45	Groupe et associés		8.960.950,00	8.479.000,00
46	Débiteurs divers et créditeurs divers		350.748,98	29.940,49
48	Charges ou produits constatés d'avance et provisions		109.600,00	109.600,00
	Trésorerie passif		3.527.394.936,43	3.526.997.097,20
519	Concours bancaires courants		3.500.000.000,00	3.500.000.000,00
518	Banque, établissements financiers et assimilés		27.394.936,43	26.997.097,20
52	Instruments financiers dérivés			
TOTAL PASSIF COURANT III			4.834.728.500,34	5.111.384.312,94
TOTAL GENERAL PASSIF I + II + III			16.873.444.365,38	17.972.782.262,85

COMPTE DE RESULTATS (Par nature)Période du **01/01/2018** au **31/12/2018**

N° DE CPTE	DESIGNATION	Note	Montants au 31/12/2018	Montants au 31/12/2017
70	Ventes et produits annexes		4.839.862.730,76	3.904.452.065,17
72	Variation stocks produits finis et en cours		-324.407.004,20	-480.662.851,05
73	Production immobilisée		1.317.837,53	2.284.949,18
	I - PRODUCTION DE L'EXERCICE		4.516.773.564,09	3.426.074.163,30
60	Achats consommés		3.214.195.203,68	2.317.506.659,37
	Services extérieurs et autres consommations		158.043.816,91	136.320.765,06
61	Services extérieurs		20.740.865,28	38.337.413,51
62	Autres services extérieurs		137.302.951,63	97.983.351,55
	II - CONSOMMATION DE L'EXERCICE		3.372.239.020,59	2.453.827.424,43
	III - VALEUR AJOUTEE D'EXPLOITATION (I - II)		-1.144.534.543,50	972.246.738,87
63	Charges de personnels		1.344.706.185,22	1.180.109.954,98
64	Impôts, taxes et versements assimilés		79.281.201,86	44.260.808,74
	IV - EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION		-279.452.843,58	-252.124.024,85
75	Autre produits opérationnels		37.467.207,30	94.944.494,88
65	Autres charges opérationnelles		61.429.272,99	101.525.448,81
68	Dotations aux amortissements, Provisions et pertes de valeur		251.059.770,38	276.913.193,30
78	Reprise sur pertes de valeur et provisions		151.425.462,49	53.562.728,59
	V - RESULTAT OPERATIONNEL		-403.049.217,16	-482.055.443,49
76	Produits financiers		20.017.412,66	21.676.170,42
66	Charges financières		192.964.505,56	23.822.620,70
	VI - RESULTAT FINANCIER		-172.947.092,90	-2.146.450,28
	VII - RESULTAT ORDINAIRE AVANT IMPÔTS (V + VI)		-575.996.310,06	-484.201.893,77
	Impôts exigibles sur résultats ordinaires		10.000,00	10.000,00
695	Impôts sur les bénéfices basés sur le résultat des activités ordinaires		10.000,00	10.000,00
698	Autres impôts sur les résultats			
	Impôts différés (variations) sur résultats ordinaires		-23.574.306,61	-106.122.774,41
692	Imposition différée actif		-12.859.448,63	-90.071.145,26
693	Imposition différée passif		-10.714.857,98	-16.051.629,15
	TOTAL DES PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES		4.725.683.646,54	3.596.257.557,19
	TOTAL DES CHARGES DES ACTIVITES ORDINAIRES		5.278.115.649,99	3.974.346.676,55
	VIII - RESULTAT NET DES ACTIVITES ORDINAIRES		-552.432.003,45	-378.089.119,36
77	Eléments extraordinaires (produits)		0,00	0,00
67	Eléments extraordinaires (charges)		0,00	0,00
	IX - RESULTAT EXTRAORDINAIRE		0,00	0,00
	X - RESULTAT NET DE L'EXERCICE		-552.432.003,45	-378.089.119,36
	Part dans les résultats nets des sociétés mises en équivalence (1)			
	XI - RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE (1)			
	Dont part des minoritaires (1)			
	Part du groupe (1)			

ENIEM SOCIETE MERE						
BILAN						
Exercice clos le 31/12/2018						
ACTIF						
N° DE CPTÉ	DESIGNATION	NOTE	Montant Brut	Amort. ou Provisions	Montant Net au 31/12/2018	Montant Net au 31/12/2017
ACTIF NON COURANT						
20	Immobilisations incorporelles		18.917.346,17	15.817.167,67	3.100.178,50	3.647.328,60
204	Logiciels informatiques et assimilés		9.999.729,45	7.345.316,95	2.654.412,50	3.201.562,60
205	Concessions et droits similaires, brevets, licences		8.917.616,72	8.471.850,72	445.766,00	445.766,00
21	Immobilisations corporelles		19.675.041.893,95	12.097.971.128,96	7.577.070.764,99	7.754.592.788,56
211	Terrains		5.291.199.040,00		5.291.199.040,00	5.291.199.040,00
212	Agencements et aménagements de terrain		7.068.543,51	6.722.981,44	345.562,07	386.134,57
213	Batiments		7.719.320.770,20	5.911.811.299,74	1.807.509.470,46	1.952.711.004,97
215	Installations techniques, matériel et outillage indust		6.388.092.912,12	5.944.396.799,26	443.696.112,86	466.756.289,14
218	Autres immobilisations corporelles		269.360.628,12	235.040.048,52	34.320.579,60	43.540.319,88
23	Immobilisations en cours		510.110.885,52		510.110.885,52	510.661.926,43
26	Immobilisations financières		986.000.000,00	986.000.000,00	0,00	485.000.000,00
261	Titres de filiales		986.000.000,00	986.000.000,00	0,00	485.000.000,00
27	Autres Immobilisations financières		607.646.372,49		607.646.372,49	597.743.647,96
	Prêts et autres actifs financiers non courants		607.646.372,49		607.646.372,49	597.743.647,96
275	Dépôts et cautionnements versés		42.795.984,87		42.795.984,87	32.946.435,90
276	Autres créances immobilisées		564.850.387,62		564.850.387,62	564.797.212,06
133	Impôts différés actif		706.393.124,41		706.393.124,41	693.035.259,82
TOTAL ACTIF NON COURANT			22.504.109.622,54	13.099.788.296,63	9.404.321.325,91	10.044.680.951,37
ACTIF COURANT						
3	<u>Stocks et encours</u>		3.731.984.444,63	92.802.263,62	3.639.182.181,01	4.107.064.936,05
30	Stocks de marchandises		16.900.619,57		16.900.619,57	31.967.346,08
31	Matières premières et fournitures		1.499.166.199,26	40.692.608,33	1.458.473.590,93	1.461.986.782,48
321	Fournitures consommables		406.146.575,91	37.930.740,33	368.215.835,58	377.772.474,15
322	Matières consommables		64.006.476,33		64.006.476,33	65.349.844,18
331	Produits en cours		436.840.231,48		436.840.231,48	351.919.061,26
351	Produits intermédiaires		31.958.556,95	14.178.914,96	17.779.641,99	16.658.754,90
355	Produits finis		1.080.637.643,20		1.080.637.643,20	1.592.274.859,72
358	Produits résiduels ou mat. de récupération (déchets, rebuts)		1.964.027,31		1.964.027,31	1.648.874,67
37	Stocks à l'extérieur		194.364.114,62		194.364.114,62	207.486.938,61
	<u>Créances et emplois assimilés</u>		3.404.289.111,00	614.954.214,59	2.789.334.896,41	1.690.738.855,00
	<u>Créances clients</u>		2.116.560.511,55	419.297.228,94	1.697.263.282,61	1.161.529.862,75
411	Clients		1.661.971.269,06		1.661.971.269,06	1.126.031.502,23
416	Clients douteux		454.555.816,57	419.297.228,94	35.258.587,63	35.498.360,52
418	Clients- produits non encore facturés		33.425,92		33.425,92	
	<u>Autres débiteurs</u>		1.213.638.944,52	195.656.985,65	1.017.981.958,87	477.625.072,39
409	Four.-débit.: avanc. et acompl. versés,RRR		133.557.479,61	124.428.484,06	9.128.995,55	13.356.218,56
42	Personnel et comptes rattachés		32.370.554,73		32.370.554,73	27.783.407,74
442	Etat, impôts et taxes recouvrables sur des tiers					
45	Groupe et associés		1.046.272.177,62	71.228.501,59	975.043.676,03	432.973.872,43
46	Débiteurs divers et créditeurs divers		1.438.732,56		1.438.732,56	3.500.558,15
486	Charges constatées d'avances				0,00	11.015,51
44	Impôts et assimilés		74.089.654,93		74.089.654,93	51.583.919,86
444	Etat, impôts sur les résultats					
445	Etat, taxes sur le chiffre d'affaires		74.089.654,93		74.089.654,93	51.583.919,86
	<u>Disponibilités et assimilés</u>		746.207.748,11		746.207.748,11	1.030.959.623,06
	<u>Trésorerie</u>		746.207.748,11	0,00	746.207.748,11	1.030.959.623,06
51	Banque, établissements financiers et assimilés		405.867.388,42		405.867.388,42	972.560.926,59
53	Caisse		583.573,86		583.573,86	863.221,97
54	Régies d'avances et accreditifs		339.756.785,83		339.756.785,83	57.535.474,50
TOTAL ACTIF COURANT			7.882.481.303,74	707.756.478,21	7.174.724.825,53	6.828.763.414,11
TOTAL GENERAL ACTIF			30.386.590.926,28	13.807.544.774,84	16.579.046.151,44	16.873.444.365,48

BILAN

Exercice clos le 31/12/2018

PASSIF				
N° DE CPTE	DESIGNATION	NOTE	Montants au 31/12/2018	Montants au 31/12/2017
CAPITAUX PROPRES				
101	Capital émis		13.124.531.337,69	13.124.531.337,69
1011	Capital social		10.279.800.000,00	10.279.800.000,00
1016	Dotations définitives		2.844.731.337,69	2.844.731.337,69
	Primes et réserves - Réserves consolidées (1)		285.632.230,67	285.632.230,67
106	Réserves (légale, statutaire, ordinaire,réglémentée)		-285.632.230,67	285.632.230,67
105	Écart de réévaluation		137.475.497,97	137.475.497,97
12	Résultat net - Résultat net part du groupe (1)		-552.432.003,45	-378.089.119,26
11	Autres capitaux propres - Report à nouveau		-3.828.240.421,80	-3.169.255.733,03
	Part de la société consolidante (1)			
	Part minoritaires (1)			
TOTAL CAPITAUX PROPRES I			9.166.966.641,08	10.000.294.214,04
PASSIF NON COURANT				
	Emprunts et dettes financières		1.935.499.679,10	1.725.499.679,10
16	Emprunts et dettes assimilés		1.935.499.679,10	1.725.499.679,10
	Impôts (différés et provisionnés)		61.593.813,74	72.308.671,72
134	Impôts différés passif		61.593.813,74	72.308.671,72
	Provisions et produits comptabilisés d'avance		174.043.663,72	240.613.300,28
153	Provisions pour pensions et obligations similaires		162.823.871,54	218.014.396,27
158	Autres provisions pour charges - passifs non courants		5.828.833,25	17.051.369,90
131	Subventions d'équipement		5.390.958,93	5.547.534,11
TOTAL PASSIF NON COURANT II			2.171.137.156,56	2.038.421.651,10
PASSIF COURANT				
	Fournisseurs et comptes rattachés		1.238.019.034,60	764.448.861,16
401	Fournisseurs de stocks et services		1.180.464.860,93	583.283.620,74
403	Fournisseurs, effets à payer		26.209.723,49	44.000.261,17
404	Fournisseurs d'immobilisations		31.344.450,18	137.164.979,25
408	Fournisseurs factures non parvenues		232.843.809,40	208.535.454,00
	Impôts		229.042.545,75	202.264.649,30
445	Etat, taxes sur le chiffre d'affaires		3.801.263,65	6.270.804,70
447	Autres impôts, taxes et versements assimilés		352.277.701,60	334.349.248,75
	Autres dettes		2.363.622,92	2.683.987,77
419	Clients crédit. avances reçues, RRR à accor.autres avoirs à établir		275.624.949,56	267.196.934,41
42	Personnel et comptes rattachés		35.476.770,80	32.351.404,09
43	Organismes sociaux et comptes rattachés		17.096.660,18	17.146.386,06
442	Etat, impôts et taxes recouvrables sur des tiers		7.569.472,54	5.549.237,44
448	Etat, charges à payer et produits à recevoir (hors impôts)		13.198.510,80	8.960.950,00
45	Groupe et associés		838.114,80	350.748,98
46	Débiteurs divers et créditeurs divers		109.600,00	109.600,00
48	Charges ou produits constatés d'avance et provisions		3.417.801.808,20	3.527.394.936,43
	Trésorerie passif		3.300.994.485,99	3.500.000.000,00
519	Concours bancaires courants		116.807.322,21	27.394.936,43
518	Banque, établissements financiers et assimilés			
52	Instruments financiers dérivés			
TOTAL PASSIF COURANT III			5.240.942.353,80	4.834.728.500,34
TOTAL GENERAL PASSIF I + II + III			16.579.046.151,44	16.873.444.365,48

Tableau des matieres

Table des matières

Remerciements

Dédicace

Liste des abréviations

Sommaire

Introduction générale

Chapitre 1 : Généralités sur l'analyse financière, la rentabilité et la performance de l'entreprise

Section 1 : Cadre théorique sur l'analyse financière

1.1. Historique de l'analyse financière.....	05
1.2. Définition de l'analyse financière.....	06
1.3. Objectifs de l'analyse financière.....	07
1.3.1. Rôles de l'analyse financière.....	07
1.3.2. Les objectifs de l'analyse financière.....	08
1.4. Le rôle de l'analyse financière.....	08
1.4.1. Les utilisateurs de l'analyse financière.....	08
1.4.2. Les étapes de l'analyse financière.....	10

Section 2 : Les sources d'informations de l'analyse financière

2.1. Les documents de synthèse financiers et comptables.....	11
2.1.1. Le bilan comptable.....	12
2.1.2. Les compte du résultat.....	13
2.2. Les documents techniques et des performances	13
2.3 Les documents d'analyse des motivations et des compétences	14
2.4. Les documents de gestion prévisionnelle	14

Section 3 : L'analyse et l'élaboration de bilan financières

3.1. Définition du bilan financier.....	16
3.1.1 L'actif du bilan comptable.....	16
3.1.2. Passif du bilan comptable.....	19
3.2 Les définitions du bilan financier.....	21
3.2.1 Les objectifs du Bilan Financier.....	21

3.2.2 La structure du Bilan Financier.....	21
3.2.3. L'Actif du Bilan Financier.....	21
3.2.4. Le Passif du Bilan Financier.....	24
3.3. Le passage du bilan comptable au bilan financier	24
3.3.1. Les Retraitements et les Reclassements.....	25
3.3.2. La structure de bilan financier.....	28

Section 4 : La rentabilité et la performance de l'entreprise

4.1 La Rentabilité de l'entreprise.....	30
4.1.1 La définition de rentabilité	30
4.1.2. Les typologies de la Rentabilité.....	30
4.2. La Performance de l'entreprise.....	32
4.2.1 La définition de la performance.....	33
4.2.2. La typologie de la performance.....	33
4.2.3 Les indicateurs de la performance.....	34
Conclusion	

CHAPITRE 02 : Les instruments de l'analyse financière

Introduction

SECTION 1 : Les indicateurs d'équilibre financière

1.1 Le fonds de roulement « FR »	39
1.1.1 Définition et calcul du fonds de roulement	39
1.1.2. Calcul du fond de roulement.....	39
1.1.3. Interprétation des résultats.....	40
1.2 Le besoin en fond de roulement (BFR.....	40
1.2.1. Déférents types de fond de roulement.....	42
1.2.2. Calcul.....	43
1.2.2.1 La délai de rotation des stocks	44
1.2.2.2 La délai des rotations des crédits clients.....	45
1.2.2.3La délai de la rotation des crédits fournisseurs.....	45
1.2.3 Le besoin en fonds de roulement hors exploitation.....	45
1.3 La Trésorerie.....	46

1.3.1 Le niveau et l'évolution de la trésorerie nette.....	46
--	----

SECTION : 2 Capacité d'autofinancement

2.1 Définition et calcul.....	48
2.2 Les notions de produits et de charges calculés	48
2.3. Détermination de la capacité d'autofinancement	49
2.3.1 Calcul de la CAF à partir de l'EBE.....	49
2.3.2. La méthode additive.....	50
2.4 L'autofinancement.....	51
2.4.1 L'évaluation de la capacité d'autofinancement	52
2.5 La capacité de remboursement	53

Section 3 : L'analyse de l'activité

3.1 Généralité sur le compte de résultat (TCR) :.....	53
3.1.1 Définition.....	53
3.1.2 Les narratifs des éléments de compte de résultat.....	55
3.2 Les Soldes Intermédiaires de Gestion.....	56
3.2.1 Les éléments de tableau des SIG.....	57

Section 4 : Analyse par la méthode des ratios

4.1 Définition d'un ratio	60
4.2 Les différents types des ratios	60
4.2.1 Ratios de Structure et de Patrimoine.....	60
4.2.2 Ratios de synthèse ou d'équilibre financière.....	61
4.2.3 Les ratios de gestion.....	62
4.3 Intérêt et utilisation de l'analyse par les ratios :.....	63
4.3.1 Intérêt de l'analyse par ratio :.....	63
4.3.2 Utilisation des ratios	63

Conclusion

Chapitre III : Contribution de l'analyse financière à l'amélioration de la performance et la rentabilité de l'entreprise ENIEM

Introduction

Secion.1. Présentation de l'organisme d'accueil

I.1 Présentation générale de l'ENIEM	66
I.1.1 Historique de l'ENIEM	66
I.1.2 Définition.....	66
I.1.3 Mission de l'ENIEM	67
I.1.3.1 unité froid	67
I.1.3.2 Unité cuisson	67
I.1.3.3 Unité climatisation.....	67
I.1.3.4 Unité Prestation Technique	67
I.1.3.5 Unité commerciale	67
I.1.4 Objectif de l'ENIEM.....	67
I.2 Organisation générale de l'ENIEM	68
I.2.1 La direction générale.....	68
I.2.2 Les unités de l'ENIEM	68
I.2.2.1 Les unités de production.....	68
I.2.2.2 Unité commerciale	70
I.2.2.3 Unité prestations techniques.....	70
Section 2 : Elaboration du l'analyse financière	
2.1 Les Bilans Financiers de l'entreprise.....	73
2.2 Les bilans de grandes masses.....	75
Section 3 : L'Analyse Statique et Dynamique	
3.1 L'Analyse Statique.....	81
3.2. L'Analyse Financière Dynamique.....	84
Section 4 : Analyse de la situation de l'entreprise	
4.1 Les Soldes Intermédiaires de Gestion (SIG) de l'entreprise.....	86
4.2. Etude de la Capacité d'Autofinancement (CAF).....	89
4.3. L'Analyse par la Méthode des Ratio.....	90
4.3.1. Ratios de la structure financière.....	90
4.3.2. R. de liquidité générale.....	90
4.3.3 Analyse de ratios de rentabilité.....	92

Bibliographie

Liste des tableaux

Liste des figures

Annexes

Table des matières

Résumé

L'analyse financière est une technique de gestion qui vise à caractériser la rentabilité et le potentiel futur d'une entreprise afin de déterminer sa solvabilité globale et de faciliter les investissements et les prêts. L'analyse financière est dynamique afin de répondre à l'évolution des indicateurs macroéconomiques et aux différents ratios de la conjoncture économique nationale et internationale. Dans le cadre des études pratiques réalisées dans le cadre de l'ENIEM à Tizi Ouzou, au cours des trois dernières années de recherche (2016, 2017, 2018), nous avons analysé les indicateurs de l'équilibre financier (fonds de roulement, besoin en fonds de roulement, trésorerie nette), l'analyse par la méthode de ratios, l'analyse des activités (SIG, CAF, fonds propres) et l'analyse de la rentabilité, en essayant de réaliser une étude sur les tableaux du bilan financier et du compte de résultat. En résumé, il a été constaté que l'ENIEM a une capacité d'autofinancement négative et sa structure financière est si mauvaise qu'elle subit de plus en plus de charges financières. Cette situation requiert l'attention immédiate des managers avant de s'aggraver

Mots clés : Analyse financière, solvabilité, performance, rentabilité, ratios, bilan. Fonds propres, ENIEM.

Summary

Financial analysis is a management technique that aims to characterize the profitability and future potential of a company in order to determine its overall solvency and facilitate investments and loans. Financial analysis is dynamic in order to respond to the evolution of macroeconomic indicators and the various ratios of the national and international economic situation. As part of the practical studies carried out in the framework of ENIEM in Tizi Ouzou, during the last three years of research (2016, 2017, 2018), we analyzed the indicators of financial balance (working capital, working capital requirements, net cash), analysis by the method of ratios, analysis of activities (GIS, CAF, equity) and analysis of profitability, trying to carry out a study on the tables of the financial balance sheet and profit and loss statement. In summary, it was found that ENIEM has a negative self-financing capacity and its financial structure is so bad that it suffers more and more financial charges. This situation requires the immediate attention of managers before it gets worse

Keywords: Financial analysis, solvency, performance, profitability, ratios, balance sheet. Equity, ENIEM.